

# QUAND LES SILENCES PARLENT

Une analyse  
des conflits sensible  
au genre à Madagascar



FONDS POUR LA  
CONSOLIDATION DE  
LA PAIX ➔ ➔ ➔ ➔

# QUAND LES SILENCES PARLENT

## Une analyse des conflits sensible au genre à Madagascar

Ce rapport a été élaboré sous l'égide du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix ou United Nations Peacebuilding Fund (PBF) à Madagascar, en collaboration avec la Conseillère Paix et Développement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du Bureau du Coordonnateur Résident.

### AUTRICE

Delphine COLBEAU

### COORDINATION

Marie DOUCEY,  
Rason HANIRINIONY,  
Tahina RAKOTOSON,  
Henintsoa RAVOALA,  
Anna SQUIER

### EQUIPE DE RECHERCHE ET CONSULTATIONS LOCALES

Brillant ANDRIAMAMPIARINA, Mandrindra ANDRIANAHAIRILANTO, Manda Heriniaina ANDRIANTSOA, Ny Aina ANDRIANEKENA HO FENOMANANTSOA, Raïssa Ianja ANDRIANJATOVO, Andoniaina Fitavana ANDRIHARIMALALA, Faravavy Ladine FOHAVA, Marie Philippine MAMPIANDRY, Rodiard Arvince RABEMANJAFY, Mamy Elie RAKOTOMALALA, Stephanie RAKOTONDRAZANANY, Judith Sandra RAKOTONIAINA, Misaina Toavina RAKOTONOELY, Koloina Mialitiana RAMAMONJISOA, Manajanaina RANDRIAMANARINTSOA, Diary RANDRIAMBARIMANANA, Patrick RANDRIANANDRASANA, Erico RANDRIARIMALALA, Dany Francesca RASAMIARISOA, Tiana Irène RASOANAIVO, Miora RATSIMALOVANINA, Navalona Miora RAZAFINDRAKOTO, Liantsoa Murielle RAZANANTOANINA, Jaspierre Toavina John SOLOFOHANITRA, Eugène SOLOTIANDRAINY, Volatiana VOLARINE, Ranoëlson Oriah TOVOTSIMIHEFO, Akram Ibrahim ZONJANAHARY

### PHOTOS ET ILLUSTRATIONS ORIGINALES

Toutes les photos, y compris celles qui ont inspirées les illustrations originales présentes dans ce rapport ont été prises par l'équipe de recherche lors des consultations locales. Crédit photo : ©UN Peacebuilding Fund Illustrations originales : Clipse Teean

### CONCEPTION ET PRODUCTION

TAHO Agency

### REMERCIEMENTS

Le PBF remercie les jeunes, les femmes, les hommes et les communautés, toutes les personnes qui ont bien voulu donner de leur temps et partager des moments de vie, dans le cadre des consultations locales qui ont alimenté le présent rapport.

Une mention aux collègues d'UNICEF Madagascar, Lutecia ANDRIANARIVO et Lova RALAMBOMAMY, qui ont apporté leur expertise et appui sur la méthodologie, en collaboration avec l'ONG VONJY IV, pour préparer les équipes de chercheur·ses à leurs missions sur terrain. Un remerciement également à Pierre Yvan MIHARISOA, du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) Madagascar, qui a conduit la formation en droits humains et autoprotection destinée aux chercheur·ses. Un vif remerciement aux points focaux des Observatoires Régionaux des Droits Humains (ORDH) et aux points focaux des Système d'alerte précoce pour la prévention des conflits, ainsi qu'à toutes celles et ceux qui ont facilité les contacts et le travail des chercheur·ses.

Merci aux stagiaires du Bureau du Coordonnateur Résident/ Centre d'Information des Nations Unies (CINU) qui ont contribué au processus de sélection des chercheur·ses. Nous remercions également tous les collègues qui ont apporté de précieuses observations et recommandations, à travers la révision des différentes versions de cette analyse.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'autrice et ne reflètent pas nécessairement les opinions des Nations Unies, de l'une de ses organisations affiliées ou de ses États Membres.

©2025 PBF Madagascar  
Tous droits réservés

Citation proposée :  
Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF) Madagascar, *Quand les silences parlent – Une analyse des conflits sensible au genre à Madagascar*, Antananarivo, 2025.

# **QUAND LES SILENCES PARLENT**

**Une analyse des conflits  
sensible au genre  
à Madagascar**

# PRÉFACE

“

Izay manabe lehilahy, mitaiza olona iray,  
izay mampianatra vehivavy, manabe  
vahoaka alin-kisa.”

“Enseignez à un homme, vous  
éduquerez une personne. Enseignez  
à une femme, vous éduquerez une  
communauté.”

”

– Proverbe malgache

**B**riser le silence. C'est ce que ce rapport propose. Il donne à entendre les voix longtemps tues, ignorées ou marginalisées. Celles des femmes, dans toute leur diversité, qui sont encore trop souvent reléguées au second plan. Ces voix portent des récits de discriminations, d'injustices, de violences, mais aussi de résilience, de courage et d'espoir. Elles nous interpellent, nous enseignent, et nous invitent à repenser notre manière de construire la paix.

Intitulé “**Quand les silences parlent**”, ce rapport présente une analyse des conflits sensibles au genre à Madagascar, menée par les Nations Unies à travers le Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF), en collaboration avec la Conseillère Paix et Développement. Il explore les impacts différenciés des conflits, de l'insécurité, des tensions environnementales et des violences basées sur le genre, en tenant compte du genre, de l'âge et des conditions socioéconomiques. Il en ressort une évidence : les femmes vivent les conflits, les tensions ou le manque de cohésion sociale différemment, et les réponses à ces problématiques devraient prendre en considération leur expérience spécifique.

Les données sont parlantes. Les femmes représentent plus de la moitié de la population malgache, mais ne représentent que 16 % de l'Assemblée nationale... et assument 65 % des tâches domestiques au sein des foyers. De l'éducation des enfants au soin des personnes âgées, en passant par l'agriculture, le commerce, la collecte de l'eau et la gestion du foyer, elles sont les piliers invisibles de la cohésion sociale. Ne pas reconnaître leur rôle, c'est nier l'évidence.

Dans un contexte de fragilité structurelle et politique, où la paix, la stabilité et le développement humain restent des idéaux à concrétiser, cette analyse propose une lecture renouvelée des conflits à Madagascar. Elle est nourrie de consultations locales menées dans cinq régions aux réalités diverses mais convergentes, et apporte un éclairage important pour alimenter des réponses programmatiques, en ligne avec les recommandations du Plan d'action national Femmes, Paix et Sécurité pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Aujourd'hui, 41 % du portefeuille de consolidation de la paix à Madagascar est dédié à l'égalité de genre et à l'autonomisation des femmes. La relation entre genre, paix et prévention des conflits est au cœur de l'approche visant à dépasser la simple absence de violence — la « paix négative » — pour viser une « paix positive », fondée sur la justice sociale, la sécurité humaine, l'inclusion et l'autonomisation des femmes.

Les jeunes femmes représentent l'un des groupes les plus marginalisés sur le plan socioculturel dans la société malgache. Elles sont confrontées à des dynamiques croisées génératrices et de genre qui entravent leur engagement actif et leur contribution à la société. Pourtant, les manifestations populaires menées par la génération Z entre septembre et octobre 2025 ont marqué un tournant décisif. Cette génération a profondément redéfini les dynamiques politiques et sociales du pays, et les jeunes femmes de la génération Z y ont joué un rôle central.

A l'échelle nationale, cette jeunesse hyperconnectée s'est affranchie des structures partisanes traditionnelles pour imposer une nouvelle forme d'engagement civique : horizontale, inclusive et décentralisée. Leur action a dépassé le cadre de la protestation pour révéler une crise de légitimité du système politique, tout en mettant en lumière les fractures génératrices, territoriales et culturelles.

Les jeunes femmes ont pris leur place : sur les réseaux sociaux, dans les rues et en tant que porte-paroles du mouvement, elles ont révélé leur volonté de transformer également les relations de genre et de pouvoir qui continuent de façonner la société malgache.

Dans une société historiquement fondée sur le respect des *ray amandreny* (les aînés), cette analyse invite à réfléchir : comment soutenir durablement l'émergence d'une jeunesse — et en particulier celle des jeunes femmes — qui refuse de se soumettre aux figures d'autorité traditionnelles, marquant ainsi une rupture profonde dans les relations sociales et les modes de légitimation du pouvoir ? Les jeunes femmes et les jeunes hommes, longtemps cantonnés au rôle de *zandry* (cadets), ne veulent plus rester silencieux face aux anciens, aux autorités et aux politiciens qui confisquent leurs voix, leurs droits et leur accès aux opportunités économiques et à la richesse du pays.

Ces mobilisations rappellent l'urgence de ne laisser personne de côté. Travailloons avec les jeunes filles, les femmes, les personnes handicapées et toutes les franges de la société trop longtemps marginalisées pour bâtir une paix inclusive, équitable et durable à Madagascar.

Comme l'ont si bien résumé les jeunes chercheur·es impliqué·es dans cette analyse :

**“Portons la voix des sans-voix, celle des opprimés et des oubliés de la société.”**

**Anthony NGORORANO**  
Coordonateur Résident du  
Système des Nations Unies à Madagascar



# RÉSUMÉ EXÉCUTIF



Cette étude s'appuie à la fois sur une revue documentaire nationale et sur des consultations menées dans plusieurs régions, afin d'offrir une compréhension plus fine des dynamiques de conflits selon les territoires, les genres et les groupes sociaux.

Les conflits se manifestent sous plusieurs formes interconnectées. Les conflits liés à l'insécurité sont marqués par les raids des *dahalo*, des voleurs de bétail qui sévissent principalement dans les zones rurales, et par une criminalité urbaine croissante. Les litiges fonciers sont également fréquents, exacerbés par des réformes foncières complexes, créant des tensions entre les communautés locales et l'État ou entre particuliers. Les conflits environnementaux concernent principalement l'accès aux ressources naturelles comme l'eau et les terres agricoles, aggravés

par les sécheresses dans le sud du pays, ainsi que les tensions liées à l'exploitation minière et la déforestation. Enfin, les violences domestiques et les violences basées sur le genre (VBG), y compris les mariages précoces et les violences conjugales, sont très répandues et exacerbées par la pauvreté et les normes patriarcales.

L'étude met en lumière leur impact différencié sur les femmes, les hommes, les jeunes et les personnes en situation de handicap. Dans l'ensemble des régions, les femmes expriment un sentiment d'insécurité généralisé, lié à la violence physique, aux risques de mariages précoces, aux violences sexuelles ou aux déplacements forcés. Elles dénoncent une faible prise en compte institutionnelle de leurs besoins et revendications.

Les conflits à Madagascar sont alimentés par plusieurs facteurs clés qui interagissent tous avec les dynamiques de genre. Les inégalités socio-économiques exacerbent les tensions, avec une répartition inégale des ressources, notamment la terre et l'eau, particulièrement dans les régions les plus pauvres comme le sud du pays. La faible résilience face aux chocs climatiques, notamment les sécheresses et les cyclones, intensifie la compétition pour des ressources naturelles déjà limitées, augmentant les déplacements de populations et les tensions communautaires. L'instabilité politique chronique contribue à un climat de méfiance et à des luttes pour le contrôle des ressources, tandis que la faible inclusion des femmes dans les processus décisionnels et de gouvernance perpétue les inégalités de genre, amplifiant leur vulnérabilité. De plus, la gouvernance faible, marquée par la corruption et l'impunité, entrave la résolution des conflits et exacerbe les frustrations. Les effets de ces conflits varient selon le genre, l'âge et la condition sociale : l'insécurité et les violences basées sur le genre touchent particulièrement les femmes et les filles, les litiges fonciers affectent différemment hommes et femmes selon leur accès aux droits, les tensions environnementales fragilisent les femmes, les ménages pauvres et les personnes en situation de handicap, et les jeunes des deux sexes subissent des obstacles spécifiques dans l'accès aux ressources et aux opportunités.

Ces facteurs sont renforcés par les normes patriarcales qui limitent l'autonomisation des femmes, creusent les inégalités socio-économiques, sociales et politiques et limitent l'efficacité des initiatives visant à renforcer la paix et la cohésion sociale. Les consultations régionales montrent que l'insécurité, les litiges fonciers, les tensions environnementales et les

violences basées sur le genre touchent différemment chaque groupe social selon le genre, l'âge et la condition socioéconomique des personnes.

Malgré les défis majeurs auxquels le pays est confronté, certains éléments positifs et indicateurs de progrès émergent. La représentation des femmes dans le gouvernement a récemment augmenté, passant de 37 % à 41 %, et des progrès ont été réalisés en matière de parité au sein de la Cour constitutionnelle, avec 44 % de femmes parmi les hauts conseiller·ère·s. De plus, des initiatives locales ont renforcé la participation des femmes dans les processus décisionnels communautaires et mené à la révision des règles coutumières, notamment en interdisant les violences basées sur le genre.

Les recommandations suivantes visent à améliorer la compréhension globale des conflits et du genre à Madagascar et à renforcer la capacité à formuler des programmes et des solutions adaptées à chaque contexte. Afin d'améliorer l'efficacité des interventions, les recommandations sont divisées en trois catégories :

### **1. Recommandations méthodologiques :**

- **Renforcer la collecte de données désagrégées (sexe, âge, handicap, région) pour documenter les impacts différenciés des conflits.**
- **Approfondir les analyses régionales, tenant compte des spécificités territoriales, socio-culturelles et coutumières.**
- **Intégrer de manière systématique les minorités de genre, les personnes LGBTQI+ et les personnes en situation de handicap dans les dispositifs d'analyse.**
- **Mettre en place des études longitudinales pour suivre l'évolution des rôles de genre et des dynamiques de conflit dans le temps.**
- **Mieux évaluer l'efficacité des politiques existantes en matière d'égalité de genre et de prévention des conflits.**

## **2. Recommandations thématiques :**

- Analyser l'impact différencié de la corruption, des trafics, de l'exploitation minière et du changement climatique sur les rapports de genre.
- Documenter les obstacles fonciers persistants limitant l'accès des femmes à la terre et leur rôle dans la gestion des ressources naturelles.
- Étudier le lien entre violences basées sur le genre et cohésion sociale, en renforçant la prise en compte des VBG dans les stratégies de paix.
- Promouvoir des approches de masculinités positives pour engager les garçons et les hommes comme alliés dans la prévention des violences et pour l'égalité de genre.

## **3. Recommandations programmatiques :**

- Former les autorités locales, partis politiques, structures coutumières et OSC, universités, aux principes d'égalité de genre et à la gouvernance inclusive.
- Structurer des réseaux de femmes médiatrices à partir des dynamiques communautaires existantes.
- Soutenir les initiatives économiques féminines dans les filières agroécologiques et la gestion des ressources naturelles.
- Renforcer les dispositifs communautaires de prévention et de prise en charge des violences basées sur le genre.
- Valoriser les savoirs et récits communautaires pour transformer les normes sociales discriminatoires.
- Promouvoir l'inclusion active des personnes en situation de handicap et des minorités de genre dans les stratégies de paix et de développement.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Préface</b>	4
<b>Résumé exécutif</b>	7
<b>Liste des acronymes</b>	13
<b>Glossaire Malagasy / Français</b>	14
<b>Contexte et justification</b>	16
<b>Méthodologie</b>	18
1. Revue documentaire et cadrage analytique	18
2. Consultations locales participatives (janvier–mars 2025)	19
3. Synthèse, priorisation et formulation	20
<b>Analyse intégrée des conflits sensibles au genre à Madagascar</b>	21
1. Caractérisation des conflits et dynamiques de genre à Madagascar	21
a. Les conflits liés à l'insécurité	22
b. Conflits fonciers et communautaires	28
c. Conflits environnementaux	34
d. Conflits domestiques et VBG	40
2. Différenciation régionale des conflits à Madagascar	47
3. Facteurs de conflits et autonomisation des femmes	51
a. Inégalités socio-économiques	51
b. Faible résilience face aux chocs	53
c. Instabilité politique chronique et faible inclusion des femmes	56
d. Gouvernance faible	61
e. Patriarcat et répartition des rôles entre les genres	62
f. Éducation et santé : des leviers d'autonomisation insuffisamment exploités	64
4. Principales parties prenantes	67
5. Cadre normatif et politique	73
a. Au niveau régional	73
b. Au niveau national	74

<b>6. Sensibilité au genre des mécanismes de réponse et de protection</b>	<b>76</b>
<b>Perceptions de la paix et femmes actrices dans cinq régions</b>	<b>81</b>
1. Perceptions locales de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale	81
2. Rôles et initiatives des femmes dans les dynamiques locales de paix	84
<b>Recommandations identifiées</b>	<b>88</b>
1. Lacunes et recommandations méthodologiques	88
2. Recommandations thématiques	93
3. Recommandations transversales	95
4. Recommandations programmatiques	95
<b>Conclusion</b>	<b>98</b>
<b>Annexe : Fiches régionales synthétiques</b>	<b>99</b>
1. Profil régional – Atsimo Atsinanana	100
2. Profil régional – Menabe	103
3. Profil régional – Alaotra Mangoro	106
4. Profil régional – Atsimo Andrefana	109
5. Profil régional – Analamanga	112
<b>Références</b>	<b>115</b>

# LISTE DES ACRONYMES

<b>ASM</b>	Exploitation Minière Artisanale et à Petite Échelle (Artisanal and Small-scale Mining)
<b>AVEC</b>	Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit
<b>COVID-19</b>	Coronavirus Disease 2019
<b>CURA</b>	Centre Universitaire Régional Androy
<b>EISA</b>	Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FDS</b>	Forces de Défense et de Sécurité
<b>INSTAT</b>	Institut National de la Statistique
<b>LGBTQI+</b>	Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer et intersexes, et autres
<b>MSIS-Tatao</b>	Madagascar Social Innovation for Sustainability
<b>NSPP</b>	Politique Nationale de Protection Sociale (National Social Protection Policy)
<b>OBS-Mada</b>	Observatoire de la Sécurité à Madagascar
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>PBF</b>	Fonds pour la Consolidation de la Paix (Peacebuilding Fund)
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>QMM</b>	QIT Madagascar Minerals (Projet minier de Rio Tinto)
<b>RSF</b>	Reporters sans Frontières
<b>SAP</b>	Système d'Alerte Précoce
<b>SADC</b>	Communauté de Développement de l'Afrique Australe
<b>SNL VBG</b>	Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre
<b>SRHR</b>	Droits et Santé Sexuelle et Reproductive (Sexual and Reproductive Health and Rights)
<b>UA</b>	Union Africaine
<b>UNFPA</b>	Fonds des Nations Unies pour la Population (United Nations Population Fund)
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (United Nations Children's Fund)
<b>VBG</b>	Violences Basées sur le Genre

# GLOSSAIRE MALAGASY / FRANÇAIS

## Malagasy

### Dahalo

## Définition en français

Bandit (autrefois, le vol de zébu était un rite de passage à l'âge adulte des jeunes hommes de l'ethnie Bara qui devaient voler des zébus pour montrer leur valeur et demander une femme. Cette pratique est devenue un système de criminalité organisée où les *dahalo*, bandes armées, terrorisent, pillent et tuent).

### Dina

Instrument normatif communautaire relevant de la justice coutumière malgache, élaboré et adopté collectivement par les membres d'une seule communauté ou village. Il vise à encadrer les comportements sociaux, prévenir les conflits, et établir un système de sanctions en cas d'infractions aux règles établies. Il est négocié et validé par les membres de la communauté, souvent en présence des autorités locales ou traditionnelles.

### Dina be

Le Dina Be est un accord coutumier intercommunal ou interrégional, élaboré dans le cadre d'une concertation élargie entre plusieurs communautés ou collectivités territoriales. Il constitue un instrument de gouvernance locale et de régulation sociale, reconnu par les autorités administratives et parfois intégré dans les dispositifs de justice de proximité.

### Fanjakana

Désigne l'ensemble des institutions officielles qui exercent le pouvoir politique, administratif et judiciaire dans un pays. Il représente l'autorité étatique, chargée de faire respecter les lois, de garantir la sécurité, et de gérer les affaires publiques. C'est l'État ou le pouvoir public.

### Fihavanana

Solidarité, paix sociale (valeur culturelle traditionnelle malgache)

<b>Fitolaha</b>	Désigne l'acte de lutte, de résistance ou de combat, souvent dans un contexte collectif ou symbolique. Il peut faire référence à une mobilisation communautaire ou à une action de défense face à une menace ou une injustice.
<b>Fokontany</b>	Subdivision administrative de base au niveau communal ( <i>foko</i> = tribu et <i>tany</i> = terre)
<b>Foroche</b>	Terme qui désigne les bandes de jeunes délinquants dans la région Diana, Nord de Madagascar
<b>Kéré</b>	Famine (principalement dans le grand Sud de Madagascar)
<b>Manjaka</b>	Régner, gouverner
<b>Moletry</b>	Pratique culturelle : mariages précoces où les filles sont réservées, parfois avant la naissance, en échange d'une dot et de zébus. Les noms de cette pratique varient selon les régions et ethnies : <i>Valifofo</i> et <i>Tsenan'ampela</i> dans le sud, <i>Moletry</i> dans le nord-ouest
<b>Reny ampela</b>	Littéralement "mères femmes" ou femmes âgées : leur âge leur confère un statut particulier et le respect de la part de la communauté, y compris des hommes
<b>Valy fofo</b>	Ou <i>Valifofo</i> : cf plus haut la définition de <i>moletry</i>



## CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Madagascar connaît une inégalité de genre prononcée : le pays se situe à la 145<sup>ème</sup> place sur 166 pays dans le classement 2023 du PNUD sur l'égalité des sexes. Les femmes y jouent encore principalement des rôles traditionnels et sont sous-représentées dans les domaines de l'éducation, de l'économie et de la politique, malgré un cadre normatif qui garantit généralement l'égalité des sexes. La violence sexiste est élevée, touchant 35 % des femmes entre 15 et 45 ans. La pauvreté généralisée et les effets néfastes du changement climatique exacerbent les vulnérabilités, notamment pour les femmes dans le sud du pays et pour les jeunes filles adolescentes à travers le pays. Les migrations internes et la criminalité accentuent encore ces défis.

Malgré l'adhésion de Madagascar aux instruments internationaux, des obstacles persistent pour assurer une participation équitable des femmes. Les femmes malgaches sont particulièrement confrontées à un défi de stagnation de leur niveau de représentation et la suppression d'une désignation et d'un mandat clairs pour les femmes au niveau ministériel. La législation électorale est un exemple de législation insuffisamment sensible au genre puisqu'il n'est pas favorable à une représentation féminine effective.

Compte tenu de la pertinence, pour Madagascar, de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2000), qui a établi les liens entre les femmes, la paix et la sécurité, la mission vise à initier un processus d'analyse des conflits sensible au genre en établissant un état des lieux des analyses déjà existantes, et en identifiant les lacunes, en vue de renforcer l'opérationnalisation de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité à Madagascar.

L'objectif général de cette étude est de présenter une analyse sensible au genre à Madagascar, en établissant un état des lieux des connaissances existantes et en identifiant les lacunes qui nécessitent des recherches et consultations approfondies. Issue d'une méthodologie mixte alliant revue documentaire et consultations de terrain, cette étude poursuit les objectifs spécifiques suivants :

1. Examiner de manière exhaustive les documents, études et analyses relatifs aux questions de genre, à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits à Madagascar ;
2. Analyser les dynamiques de genre dans différents contextes territoriaux, en mettant en lumière la diversité des identités, rôles et expériences des femmes, ainsi que leurs interactions avec les autres groupes sociaux ;
3. Recueillir et valoriser les perceptions locales de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale, en intégrant des témoignages directs issus des consultations régionales ;
4. Identifier les lacunes dans les analyses existantes et formuler des recommandations sur les thématiques, approches et zones géographiques prioritaires pour orienter les politiques publiques et les initiatives de consolidation de la paix.

# MÉTHODOLOGIE



Focus group avec des femmes  
Atsimo Atsinanana  
Crédit Photo ©PBF / Mananjaina RANDRIAMANARINTSOA, Francesca DANY  
RASAMIRISOA, Jaspierre Toavina John SOLOFOHANITRA, Koloina Mialitiana  
RAMAMONJSOA, Raïssa Ianja ANDRIANJATOVO / 2025

## 1. Revue documentaire et cadrage analytique

La première phase de l'analyse a consisté en une revue documentaire des études existantes portant sur les dynamiques de genre et les conflits à Madagascar, couvrant la période 2017–2024. Cette revue a mobilisé une grille d'analyse spécifique permettant de structurer les données selon les thématiques de paix et sécurité, droits des femmes, impacts différenciés des conflits, normes sociales et politiques publiques. Elle a été enrichie par des entretiens de cadrage avec les points focaux genre, paix et sécurité du système des Nations Unies à Madagascar.

Sur le plan méthodologique, elle insiste sur la nécessité d'adopter une approche sensible au genre, en collectant des données désagrégées (sexé, âge, région, handicap), en adaptant les analyses aux contextes locaux, en impliquant activement les communautés, et en encourageant des études longitudinales pour mieux mesurer les évolutions dans le temps.

Sur le plan thématique, elle recommande d'analyser l'impact différencié des violences, notamment celles liées aux raids des *dahalo*, en intégrant des approches de « masculinité positive » ; de documenter les obstacles juridiques et coutumiers à l'accès des femmes à la propriété foncière ; d'étudier leur rôle dans la gestion des ressources naturelles et leur exposition accrue aux effets du changement climatique ; et d'examiner les liens entre violences intrafamiliales et dynamiques communautaires de paix, en renforçant la participation des femmes à la gouvernance locale.

## 2. Consultations locales participatives (janvier–mars 2025)

La seconde phase s'est distinguée par une démarche innovante, inclusive et participative, reposant sur le déploiement d'équipes de chercheur·e·s volontaires issu·e·s du monde universitaire. Formé·e·s aux méthodes de recherche qualitative sensibles au genre, ces jeunes ont été mobilisé·e·s pour conduire une centaine d'entretiens et focus groups dans cinq régions représentatives du pays (Menabe, Analamanga, Atsimo Atsinanana, Atsimo Andrefana, Alaotra Mangoro).

Les étapes clés de cette phase comprenaient :

- Une formation méthodologique intensive de deux jours sur l'analyse des conflits, la conduite d'entretiens et les principes éthiques (do no harm, anonymat, consentement éclairé).
- L'utilisation d'un guide d'entretien structuré autour de la notion de paix, des dynamiques de conflits et des aspirations des femmes.
- La conduite de focus groups mixtes et spécifiques (femmes, jeunes, personnes en situation de handicap, représentant·e·s communautaires) dans des fokontany ciblés, choisis pour leur diversité socio-économique et leur exposition aux conflits.

- La restitution collective auprès des partenaires institutionnels (PBF, UNICEF, PNUD, UNFPA, OSC locales) et la valorisation des contributions des jeunes chercheur·e·s comme actrices et acteurs de la paix.

Cette approche a permis de capter la complexité des vécus locaux, de mettre en lumière les perceptions de la paix selon les femmes, et d'enrichir considérablement l'analyse avec des voix rarement entendues dans les processus de programmation.

### **3. Synthèse, priorisation et formulation**

La dernière phase vise à intégrer les résultats des consultations dans une analyse transversale, en croisant les perceptions locales avec les dynamiques structurelles identifiées dans la revue documentaire. Elle permettra également de prioriser des axes d'intervention pour l'agenda Femmes, Paix et Sécurité à Madagascar et d'élaborer des recommandations stratégiques pour les partenaires. Un accent particulier est mis sur l'identification des forces pour la paix, des leviers de transformation sociale et des actrices locales de changement.



# ANALYSE INTÉGRÉE DES CONFLITS SENSIBLES AU GENRE À MADAGASCAR



## 1. Caractérisation des conflits et dynamiques de genre à Madagascar

Les conflits à Madagascar sont multiples et complexes, impliquant des facteurs économiques, sociaux, environnementaux et politiques. De plus, en raison de la diversité qui caractérise le pays, il est impossible de se contenter d'une analyse des conflits unique. Les réalités économiques, sociales et culturelles varient considérablement entre les régions, ainsi qu'entre les zones rurales et urbaines.

Cette diversité se reflète dans la typologie des conflits, qui sont influencés par des facteurs aussi variés que l'accès aux ressources naturelles, les dynamiques de pouvoir traditionnelles, les pratiques coutumières, et les inégalités socio-économiques.



Association des personnes handicapées de Namahora :  
elles se revendent membres à part entière de la société.  
Menabe  
Crédit photo : © PBF/Ny Aina Andrianekena/2025

La caractérisation des conflits montre une prédominance des conflits liés à l'insécurité et aux vols de bétail, aux litiges fonciers, aux violences domestiques, et aux tensions environnementales avec les variations régionales significatives, telles qu'évoquées précédemment. Les effets de ces conflits diffèrent selon le genre, l'âge et la condition sociale, créant des vulnérabilités et des impacts spécifiques pour chaque groupe.

### a. Les conflits liés à l'insécurité

#### Caractérisation et synthèse régionale

L'insécurité, accrue depuis la COVID-19, est la principale préoccupation des Malgaches et la principale source de tension. Au niveau national, le conflict scan (février 2022) élaboré dans le cadre du projet OBS-Mada a identifié que le conflit prédominant a trait à la question d'insécurité (31,01 %). Cette insécurité résulte principalement de l'action des « dahalo » dans les zones rurales, mais également de crimes et délits tels que des meurtres, des braquages et des vols.<sup>1</sup>

Dans les régions rurales, l'insécurité est principalement caractérisée par les « *dahalo* », i.e. des bandes organisées de voleurs de bétail, principalement de zébus. Le phénomène a des racines historiques et culturelles profondes, dans certaines régions où le vol de bétail était autrefois un rite de passage, mais il a évolué en un problème de sécurité grave avec des implications économiques et sociales majeures. Les régions les plus touchées incluent l'Androy, l'Anosy, l'Ihorombe et l'Atsimo-Andrefana. Ces régions sont principalement rurales et dépendent fortement de l'élevage pour leur subsistance<sup>2</sup>. Le vol de bétail a des répercussions économiques, sociales et sécuritaires significatives. D'après divers médias et la gendarmerie nationale, 30 000 zébus auraient été volés en 2017, et lors des cinq années précédentes, 1000 civils et 3000 « *dahalo* » auraient trouvé la mort. En 2018, malgré une importante opération militaire, les « *dahalo* » ont réussi à voler plus de 155 000 têtes de bétail.<sup>3</sup> Ces dernières années, les zébus se faisant de plus en plus rares, les activités s'étendraient aux larcins, cambriolages, attaques armées et kidnapping, amplifiant l'insécurité ambiante.<sup>4</sup> Cependant, il est important de noter l'absence de données chiffrées récentes, ce qui complique l'évaluation des tendances liées à ce phénomène.

Dans les zones urbaines, l'insécurité (criminalité, violence urbaine, VBG, enlèvements, etc.) a nettement augmenté dans les zones urbaines, et surtout à Antananarivo.<sup>5</sup>

Les consultations locales menées dans les cinq régions ciblées viennent à la fois confirmer et nuancer cette analyse initiale. Elles confirment d'abord la centralité de l'insécurité dans les préoccupations quotidiennes des populations, tout en révélant des similitudes structurelles d'un territoire à l'autre. Les différences entre régions, en revanche, mettent en lumière la diversité des formes d'insécurité :

- À Atsimo-Andrefana, l'insécurité demeure dominée par le phénomène des « *dahalo* », notamment dans des localités comme Betsioky, où les conséquences sur la vie des communautés sont dramatiques.
- À Analamanga, dans des districts semi-urbains comme Anjozorobe, les violences sont plus interpersonnelles et domestiques, incluant aussi des litiges fonciers croissants.
- À Ambatondrazaka (Alaotra Mangoro), l'isolement géographique crée un climat de quasi-impunité dans des « zones

rouges » où les actes de viol, de braquage et d'intimidation se multiplient sans intervention des forces de l'ordre.

- À Menabe, la perception de la sécurité s'est améliorée ces dernières années, notamment grâce à l'intervention de nouvelles autorités sécuritaires. Toutefois, les tensions communautaires demeurent des sources d'insécurité persistantes.
- À Atsimo Atsinanana, les consultations ont mis en évidence une insécurité omniprésente, alimentée par la pauvreté, les inégalités structurelles et le manque d'infrastructures sécuritaires. Le phénomène des « *dahalo* » reste présent dans certaines zones, mais les autres formes de violences domestiques sont au cœur des préoccupations des communautés.

Ces disparités territoriales confirment que les risques sont à la fois géographiquement différenciés et contextuellement enracinés. Tandis que les centres urbains connaissent une criminalité modernisée, les zones rurales restent confrontées à des formes plus anciennes mais tout aussi violentes de conflit. L'enclavement, comme à Ambatondrazaka, aggrave encore la vulnérabilité des populations, en les privant d'accès à des dispositifs sécuritaires ou judiciaires de proximité.

### **Impact différencié et perceptions locales**

#### ► **Sur les femmes et les filles :**

Les raids des *dahalo* ont un impact destructeur sur les femmes et les filles dans les régions rurales de Madagascar, exacerbant à la fois leur précarité économique et leur vulnérabilité sociale. La perte de bétail, qui est une source majeure de revenus pour ces familles, conduit à une précarisation accrue, forçant parfois les familles à adopter des stratégies de survie telles que la migration forcée ou l'abandon de l'éducation pour les enfants, en particulier les filles. Les femmes, souvent devenues cheffes de ménage après la perte de leurs proches, se retrouvent confrontées à une insécurité alimentaire croissante, aggravant ainsi la pauvreté et accélérant la progression vers la famine. Plusieurs femmes rencontrées ont témoigné de leur peur :



“Quand ils savent que tu es seule à la maison, c'est à ce moment-là qu'ils en profitent. C'est aussi dans ces moments-là qu'ils commettent des viols. Je préfère mourir plutôt que d'être violée.”

En outre, l'augmentation de l'insécurité accroît également le risque de mariages d'enfants et de grossesses précoces, ce qui prive les adolescentes de nombreuses opportunités dans leur vie, y compris l'accès à l'éducation et à des choix futurs en matière de carrière et d'autonomisation. Ces pratiques sont souvent perçues par les familles comme une stratégie pour protéger les filles, mais elles aggravent leur vulnérabilité à long terme.

Socialement, les raids augmentent la vulnérabilité des femmes et des filles, qui sont fréquemment victimes de violences basées sur le genre lors de ces incursions. Les conditions de vie dans les forêts, où les populations fuient pour échapper aux dahalo, exposent les femmes, y compris les femmes enceintes, à de nombreuses maladies et à des conditions d'accouchement précaires et dangereuses. Par ailleurs, la nécessité de parcourir de plus longues distances pour aller chercher du bois ou de l'eau, en raison de la dégradation de l'environnement ou du manque d'accès aux ressources dans des contextes de conflit, expose davantage les femmes et les jeunes filles aux VBG.



La place des femmes  
Les normes culturelles assignent encore les femmes à une position sociale inférieure et dominée.  
Atsimo Atsinanana  
Crédit Photo ©PBF/ Mananjainaina RANDRIAMANARINTSOA, Francesca DANY RASAMIRISOA,  
Jaspierre Toavina John SOLOFOHANITRA, Koloina Mialitiana RAMAMONJISOA, Raissa Ianja  
ANDRIANJATOVO / 2025

De plus, l'insécurité causée par ces raids perturbe l'accès aux soins de santé, réduisant le taux de vaccination et augmentant le nombre de décès à domicile, car les familles et les agents de santé craignent les trajets dangereux vers les centres de santé. Dans les situations de conflit où les infrastructures de services publics se dégradent, la charge de travail reproductive des femmes et des adolescentes s'accroît considérablement. Cela inclut notamment le fait qu'au lieu de pouvoir accéder à des structures de soins médicaux pour des enfants malades et personnes âgées, elles doivent souvent s'en occuper à domicile, exacerbant ainsi leur charge mentale et physique. Ces conséquences profondes et multiples soulignent la gravité de l'impact des raids de dahalo sur les femmes et les filles, aggravant les inégalités et compromettant les efforts de développement et de paix dans les régions affectées.<sup>7</sup>

### ► Sur les hommes et les garçons :

Les raids des *dahalo* ont un impact particulièrement dévastateur sur les hommes et les garçons, qui sont souvent les premières victimes de violences physiques et de meurtres. Chargés de protéger leurs familles et leurs biens, les hommes sont en première ligne lors des attaques, ce qui les expose directement à la mort ou à des blessures graves, comme en témoigne une habitante d'Ambohibeloma : « *À Ambohibeloma, les femmes et les enfants restaient enfermés dans la maison, tandis que les hommes se préparaient à affronter les malfaiteurs.* »<sup>8</sup> La perte de bétail, qui constitue leur principal moyen de subsistance, ajoute à leur détresse, les privant de leur rôle de pourvoyeur et augmentant leur sentiment d'impuissance et de frustration. Les garçons, quant à eux, sont souvent contraints d'abandonner l'école pour aider leurs familles à faire face aux difficultés économiques, compromettant ainsi leur éducation et leur avenir. La violence et la destruction associées aux raids laissent des séquelles psychologiques profondes, augmentant les niveaux de traumatisme, de frustration et de détresse mentale chez les hommes et les garçons.<sup>9</sup> Le Chef de fokontany d'Ambohitsaratany rapporte :

**“**Dans le village là-bas, ils ont tiré sur un homme, un père de famille, et violé des femmes. Quatre femmes ont été victimes de ces actes, toutes mariées et avec des enfants. Les *dahalo* ont abusé d'elles sous les yeux de leurs maris et enfants, qui ne pouvaient rien faire car les criminels étaient armés.<sup>10</sup> **”**

Cette impuissance alimente un sentiment d'humiliation et de détresse. Ceci peut notamment avoir un impact sur la normalisation et perpétuation intergénérationnelle des cycles de violence, y compris intra-familiale.

La vulnérabilité accrue des jeunes hommes et garçons, résultant de ces pertes économiques et des traumatismes, est aggravée par leur faible inclusion dans les processus de décision, tant au niveau national que local. Exclue des structures de pouvoir et de prise de décision, cette population est davantage susceptible de se tourner vers des activités illégales pour subvenir à ses besoins.<sup>11</sup> En l'absence de perspectives économiques et d'un sentiment d'appartenance, certains jeunes

hommes et garçons sont tentés de rejoindre les groupes de *dahalo*, de s'engager dans des actes de délinquance ou de consommer de la drogue ou de l'alcool, substances associées à l'augmentation des VBG.<sup>12</sup> Comme le souligne le maire de la commune urbaine de Farafangana : « L'absence d'opportunités économiques légales conduit certains à adopter le banditisme comme moyen de subsistance. »<sup>13</sup>

#### ► Sur les personnes en situation de handicap

Si on étend le constat des impacts des raids de *dahalo* qui impliquent la fuite, l'exposition à des maladies et la réduction de l'accès à la santé, on comprend que les personnes en situation de handicap sont particulièrement sensibles à ces violences.<sup>14</sup>

### b. Conflits fonciers et communautaires

#### Caractérisation

Les litiges fonciers sont une cause récurrente de conflits communautaires à Madagascar, exacerbés par des lois complexes sur la propriété et les réformes foncières. Les migrations temporaires et les redéfinitions périodiques des droits de propriété, notamment lors des recensements fiscaux et des transmissions d'héritage, sont des moments propices aux conflits fonciers. Le Diagnostic de Conflits (*Conflict Scan*) réalisé en février 2022 a identifié que les conflits fonciers sont en deuxième position dans les préoccupations des Malgaches avec 25,25 % des conflits identifiés. Les conflits fonciers à Madagascar se divisent principalement en deux catégories : les conflits entre particuliers au niveau local et les conflits opposant l'État aux citoyen·ne·s et communautés.

Ces derniers résultent souvent des divergences entre les pratiques coutumières et le droit foncier formel. L'État privilégie fréquemment des projets d'exploitation agricole ou minière, souvent au détriment des populations locales qui dépendent des terres pour leur subsistance.<sup>15</sup> Ces projets, appuyés par l'État, exacerbent les tensions, particulièrement lorsque les terres sont réaffectées sans consultation ou compensation adéquates des communautés affectées. La législation malgache, en évoluant pour attirer davantage d'investissements étrangers, a contribué à l'augmentation des conflits fonciers. Les nouvelles lois favorisent souvent



le déplacement des communautés locales afin de céder des terres à des investisseurs, prolongeant ainsi un schéma de dépossession remontant à l'époque coloniale.<sup>16</sup> Le décalage entre le cadre juridique moderne et les pratiques coutumières crée un climat de méfiance et de frustration chez les communautés locales.<sup>17</sup> En outre, le droit coutumier tend à s'aligner sur les normes sociales dominantes, qui exacerbent souvent les inégalités entre les hommes et les femmes. Les tensions entre les communautés locales et les forces de l'ordre peuvent aussi dégénérer en violences.

Au niveau des conflits entre particuliers, ils concernent principalement des litiges entre familles ou à l'intérieur des communautés locales. Ils sont souvent liés à des questions de droits de propriété non résolus, où les différentes pratiques coutumières et les régulations officielles ne coïncident pas. Ces désaccords peuvent entraîner des tensions sur l'utilisation des terres, en particulier dans des régions rurales.<sup>18</sup> En Alaotra Mangoro, un jeune agriculteur a décrit une situation où plusieurs personnes revendiquaient les droits de récolte sur une même parcelle : le propriétaire de la terre s'est opposé aux exploitants présents, déclarant que les produits lui revenaient. Cette tension a mené à des affrontements, démontrant la gravité des conflits liés à la propriété foncière informelle. Une jeune fille a également rapporté qu'un ancien maire avait accaparé



un terrain rizicole de force en usant de son pouvoir, mais après sa destitution et incarcération, la terre fut restituée au propriétaire légitime.<sup>19</sup>

Dans les communes rurales, entre 2 et 10 % des parcelles auraient fait l'objet de conflits par le passé, le plus souvent entre membres de la famille.<sup>20</sup> En particulier, les conflits fonciers liés à l'héritage sont courants, alimentés par des successions non claires et des interprétations divergentes. Les conflits d'héritage surviennent souvent dans un contexte où la terre n'est pas officiellement enregistrée, ce qui rend les différends plus difficiles à résoudre.

Ces tensions foncières peuvent également cristalliser ou déclencher des conflits communautaires, notamment dans les zones où cohabitent des groupes aux systèmes coutumiers divergents, dans les territoires marqués par l'arrivée de migrants internes, ou encore là où la pression démographique, le changement climatique et les investissements extérieurs réduisent l'accès aux terres. Dans ces contextes, les différends sur l'usage ou la propriété prennent rapidement une dimension identitaire

et collective, exacerbant les clivages sociaux et fragilisant la cohésion locale.

Entre 2005 et 2021, une réforme foncière a été mise en œuvre, reposant sur l'enregistrement des droits de propriété privée à travers des certificats fonciers. En 2022, bien que la certification foncière ne soit pas encore généralisée à l'échelle nationale, elle concerne déjà un nombre significativement plus élevé de ménages ruraux par rapport à l'immatriculation (avec 1 370 000 certificats délivrés contre 680 000 titres). Près d'un tiers des communes disposent d'un guichet foncier. Dans ces communes, principalement rurales, environ 40 % des ménages sont concernés par la certification, bien que seulement 10 % des parcelles soient certifiées. En général, la certification n'a pas d'effet notable sur le nombre de conflits fonciers. Dans certains cas, elle permet de résoudre des litiges, tandis que dans d'autres, elle les ravive ou en crée involontairement. La majorité des conflits fonciers sont d'abord traités au sein de la famille, puis localement par les notables et chefs fokontany. Quelques affaires se poursuivent jusqu'au niveau communal, et plus rarement, elles atteignent les tribunaux. L'introduction du certificat n'a pas modifié ce processus, mais la décentralisation de la gestion foncière et les formations associées à l'ouverture des guichets ont renforcé le rôle du maire dans la gestion des conflits, facilitant ainsi les conseils et les tentatives de médiation.<sup>21</sup>

Un exemple réussi de médiation dans la province d'Analamanga a été rapporté concernant un conflit ayant opposé une femme propriétaire de terrain à la communauté locale, portant sur des terres revendiquées par les deux parties. Grâce à l'intervention d'un médiateur, une solution pacifique a été trouvée. Le litige judiciaire a été clos en faveur de la propriétaire légale, mais la délimitation précise des trois hectares attribués aux villageois reste à établir. Le médiateur continue d'assister les parties pour garantir un règlement définitif, soulignant l'importance de la médiation locale dans la résolution de tels différends.<sup>22</sup>

### Accès des femmes à la propriété foncière

Les droits des femmes à acquérir et posséder des terres sont définis légalement et sont supposés être égaux à ceux des hommes. Cependant, en pratique, les femmes rencontrent des difficultés. Selon l'enquête démographique et sanitaire de 2021, **seulement 9,4 % des femmes âgées de 15 à 49 ans sont propriétaires de terres, contre 24,1 % des hommes**.<sup>23</sup>

Cette situation persiste malgré une législation qui garantit un accès égal à l'héritage pour les deux sexes. Dans les zones rurales du Sud de Madagascar, les normes coutumières prédominent et restreignent l'accès des femmes à la propriété, réservant souvent la terre aux hommes. Les lois sur le mariage prévoient une gestion conjointe des biens acquis pendant le mariage, mais en cas de divorce, la répartition coutumière des biens donne souvent un tiers à l'épouse et deux tiers au mari.<sup>24</sup> De plus, bien que les femmes puissent bénéficier d'un droit d'usage, elles sont fréquemment exclues de l'héritage.<sup>25</sup>

Cette exclusion foncière ne se limite pas à une perte économique individuelle : elle alimente directement des conflits. Les cas d'usurpation posthume de terres destinées à des héritières, comme observé à Atsimo-Andrefana lorsque les titres sont mal enregistrés, déclenchent souvent des litiges familiaux prolongés. Les mécanismes coutumiers de justice, dominés par les hommes, restreignent la capacité des femmes à défendre leurs droits, exacerbant les tensions intrafamiliales.<sup>26</sup> D'après une mère de famille,

*“ à Betioky, ce sont les fils qui héritent. Ils ont une valeur plus importante et ce sont eux qui décident de donner ou non une part aux femmes, selon leur volonté. Les droits des femmes ne représentent pas 30 % de ceux des hommes.”*

De même, à Anjozorobe, région Analamanga, malgré l'existence de lois sur l'égalité des droits dans l'héritage, la terre est toujours perçue comme un bien à transmettre aux héritiers masculins, consolidant la marginalisation des femmes au sein des dynamiques foncières.<sup>27</sup> À Mahabobe (région Menabe), une femme en situation de handicap a rapporté avoir été ciblée par des violences physiques et des menaces dans le but de la priver de ses terres.<sup>28</sup>

Cette marginalisation foncière limite leur potentiel économique et contribue à accentuer les inégalités. Dans la région d'Atsimo Atsinanana, les conflits fonciers s'intensifient avec la raréfaction des terres cultivables. Les femmes, souvent exclues des processus décisionnels fonciers, font face à des discriminations croissantes dans l'accès aux ressources naturelles, ce qui accroît leur précarité et limite leur résilience économique. L'exclusion des femmes des décisions foncières renforce leur précarité, tout en accroissant les tensions communautaires autour de l'accès aux ressources.

Les femmes, qu'elles soient cheffes de ménage ou propriétaires individuelles d'une parcelle, ont un accès égal, voire supérieur, aux certificats fonciers comparé aux hommes. Cependant, les parcelles détenues en copropriété (par des membres d'une fratrie ou un couple, par exemple) sont fréquemment certifiées au nom d'une seule personne, bien que la loi permette d'inscrire plusieurs noms. Ainsi, les parcelles appartenant à un couple sont souvent enregistrées uniquement au nom de l'époux.<sup>29</sup> La nouvelle loi sur les investissements, adoptée en 2023, facilite l'accès des investisseurs étrangers aux terres. Cela pourrait réduire encore davantage l'accès des populations locales, y compris des femmes, aux terres, car ces investisseurs peuvent renouveler leurs baux emphytéotiques sur plusieurs générations, bloquant ainsi l'accès à la terre pour les femmes et d'autres groupes vulnérables.<sup>30</sup>





## c. Conflits environnementaux

### Caractérisation et perspectives régionales

Les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles, notamment l'eau et les terres agricoles, sont fréquents, surtout dans les régions affectées par la sécheresse.

Dans les régions du grand Sud, les sécheresses récurrentes ont gravement réduit l'accès à l'eau.

En 2020, le Programme Alimentaire Mondial estimait que 1,5 million de personnes – la moitié de la population du grand Sud – avait besoin d'une assistance

alimentaire d'urgence en raison des trois années consécutives de sécheresse.<sup>31</sup> Le manque d'accès à l'eau potable dans ces régions contribue à la désintégration du tissu social, augmentant la méfiance et les conflits intra-communautaires.<sup>32</sup> Dans l'Androy et l'Atsimo Andrefana, **89 % des résidents** ont été directement touchés par des conflits liés à la sécheresse.<sup>33</sup> Dans des districts comme Ampanihy, les habitants sont contraints de migrer vers les zones urbaines parce qu'ils ne peuvent pas cultiver leurs terres ou accéder à l'eau potable. Les coupures d'électricité quotidiennes et l'insuffisance de l'approvisionnement en eau, incapables de répondre à la demande croissante, aggravent les difficultés économiques et perturbent les moyens de subsistance. Ces problèmes récurrents suscitent fréquemment du mécontentement au sein de la population, entraînant des manifestations locales spontanées.<sup>34</sup> Les pénuries alimentaires qui en résultent exercent une pression supplémentaire sur les centres urbains, intensifiant la concurrence pour les ressources et contribuant aussi à l'agitation sociale.

Les enquêtes locales menées dans le cadre de la phase II confirment et illustrent ces dynamiques à l'échelle locale. Dans la région d'Atsimo

Andrefana, la sécheresse persistante a intensifié les tensions entre agriculteurs et éleveurs autour des points d'eau, sur fond de dégradation des terres et d'insécurité foncière croissante. Le projet Taliily Raike, financé par le PBF, a mis en évidence que les conflits liés à l'accès et la gestion de l'eau au sein des villages et entre communautés (eau potable et eau d'irrigation) constituaient les principaux conflits recensés dans cette région. Cette initiative de consolidation de la paix a appuyé des solutions identifiées par les communautés. Le projet a organisé des dialogues et redynamisé les structures locales de concertation - incluant jeunes et femmes - qui ont décidé d'un accès plus équitable à l'eau, à travers des citernes et la construction de points d'eau accessibles au bétail gérés par les communautés, et de mettre en place des comités de gestion de l'eau qui incluent les femmes à Basibasy et Tsianisiha<sup>35</sup>.

À Atsimo Atsinanana, l'absence d'eau potable pousse les femmes à parcourir plusieurs kilomètres à des heures dangereuses, accentuant leur vulnérabilité aux violences. De plus, l'insuffisance de points d'eau accroît les inégalités entre habitants et nourrit la tentation pour les détenteurs du pouvoir, des ressources économiques ou d'un accès privé à l'eau d'abuser et d'exploiter la situation, ce qui crée des tensions autour des rares sources et puits existants.

Modeste, un habitant de Marofatsy, témoigne :

**“** Il est nécessaire de parcourir une grande distance pour obtenir de l'eau. Le problème réside dans le fait que les personnes fortunées remplissent plusieurs récipients et condamnent les autres à leur propre sort. Parfois les individus possédant des puits ont tendance à refuser de donner de l'eau, ou ils la distribuent à leur convenance, même s'il y a de nombreuses personnes qui font la queue, on doit attendre leur consentement pour avoir de l'eau.





Dans le Menabe, le blocage d'un barrage a provoqué une grave pénurie d'eau, réduisant les rendements agricoles et déclenchant des conflits intra-communautaires sur la gestion de l'irrigation, y compris entre femmes. À Analamanga, la combinaison de la sécheresse, de la déforestation et de l'érosion des sols dégrade la qualité de l'eau et perturbe les systèmes agricoles, aggravant les tensions sociales dans un contexte déjà marqué par la précarité. Ces constats soulignent l'imbrication étroite entre pressions environnementales, insécurité hydrique et conflits sociaux, avec des répercussions différencierées selon le genre et les dynamiques locales.

Les crises récurrentes aggravent la situation en réduisant les financements pour les zones protégées. Elles renforcent également les mécanismes d'adaptation négatifs, tels que le braconnage et la déforestation. Ainsi, il est estimé qu'en 2020, lors de la pandémie de COVID-19, la présence de pièges de braconnage a augmenté de 26 %, la collecte illégale de bois précieux de 8 % et la déforestation dans les parcs nationaux a doublé.<sup>36</sup>

Les conflits liés aux activités minières à Madagascar, notamment autour de l'installation d'opérations à grande échelle et des pratiques

d'exploitation artisanale, sont marqués par des enjeux fonciers, sociaux et environnementaux complexes. Les activités minières causent des dommages environnementaux importants, notamment en contribuant à la déforestation et à la dégradation des forêts et des sols. Les effets sont ressentis de manière significative par les populations locales, en particulier par les mineurs, et ces impacts sont souvent exacerbés par une gestion inadéquate des ressources naturelles.<sup>37</sup>

Le cadre légal et stratégique actuel du secteur minier à Madagascar se concentre sur la réduction des impacts environnementaux, mais sans les éliminer totalement.<sup>38</sup> Les politiques de compensation mises en place par les entreprises minières, telles que la création de zones de compensation pour la biodiversité, se concentrent principalement sur la perte de biodiversité due à la déforestation, mais ignorent souvent la dégradation des forêts et l'accaparement des terres des communautés rarement consultées.<sup>39</sup> Bien que visant à réduire l'impact environnemental, ces stratégies provoquent des tensions en raison de leurs répercussions sur la biodiversité et sur les populations locales dépossédées de leurs terres et qui dépendent des ressources naturelles pour leur subsistance.<sup>40</sup> Par exemple, l'établissement de la mine Rio Tinto QMM dans le sud-est du pays a déclenché des conflits importants, alimentés par des accusations de "double accaparement" des terres, à la fois pour les activités minières et pour les compensations écologiques.<sup>41</sup> Dans la région d'Alaotra-Mangoro, l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (ASM) a exacerbé les conflits entre les mineurs et les communautés rurales. La compétition pour les terres et les ressources, combinée à des perceptions divergentes des risques environnementaux, alimente les tensions.<sup>42</sup>

### Dynamiques de genre dans l'utilisation des ressources naturelles

Une étude menée dans le parc national de Masoala<sup>43</sup> révèle des différences marquées dans les rôles des hommes et des femmes en ce qui concerne l'utilisation des ressources naturelles. Ces rôles sont fortement influencés par des normes sociales et des tabous culturels, qui varient selon les régions. Et bien que les femmes participent activement à la préservation des ressources forestières et marines, leur contribution reste souvent sous-estimée. Ces dynamiques de genre créent une séparation physique et symbolique entre hommes et femmes, avec des



implications significatives pour la gestion et la conservation des ressources naturelles.

Les hommes sont principalement responsables de la collecte des ressources végétales et forestières, alors que les femmes sont davantage impliquées dans la collecte de ressources aquatiques, notamment dans les rivières. Cette division est en partie dictée par des normes culturelles, comme les tabous interdisant aux femmes enceintes ou menstruées de participer à la collecte de certaines ressources. En conséquence, les femmes sont souvent plus susceptibles d'acheter des ressources naturelles, plutôt que de les collecter elles-mêmes. Les différences de genre se manifestent également dans l'usage des ressources : les hommes tendent à collecter des ressources dans un objectif de revenus, tandis que les femmes s'orientent plutôt vers une utilisation à des fins de subsistance. Cette distinction influence la manière dont chaque groupe contribue à la gestion des ressources naturelles, rendant nécessaire l'intégration de perspectives de genre dans les initiatives de conservation.

L'âge et le sexe jouent également un rôle important dans la répartition des responsabilités. Les garçons, presque aussi impliqués que les femmes adultes, participent activement à la collecte des ressources, tandis que les filles y contribuent beaucoup moins. Cette répartition genrée des responsabilités domestiques a des implications pour le développement des compétences et la future participation à la gestion des ressources.

Les enquêtes de terrain menées dans plusieurs régions ont illustré de manière concrète ces dynamiques. Dans la région **Atsimo Atsinanana**, les normes sociales confinent les femmes à des rôles subalternes dans la gestion des ressources. Elles sont considérées comme responsables de l'eau au quotidien, ce qui accentue leur vulnérabilité en période de sécheresse.<sup>44</sup> Les perceptions stéréotypées persistent à Madagascar : des expressions ancrées dans le langage commun pour désigner les femmes les dépeignent souvent comme faibles – par exemple l'expression « *fanaka malemy* », qui signifie littéralement « meuble mou ». En région Atsimo Andrefana, les femmes sont perçues comme fragiles et plus vulnérables aux aléas climatiques, et par conséquent peu habilitées à participer aux comités de village ou au *dina*. Cette vision limite leur implication dans les stratégies locales d'adaptation, bien qu'elles soient souvent les premières à gérer les conséquences concrètes des crises environnementales au sein du foyer.<sup>45</sup>

Les effets du changement climatique touchent aussi d'autres groupes vulnérables, avec des répercussions directes sur les tensions locales. Les personnes en situation de handicap, par exemple, voient leurs moyens de subsistance fragilisés par la saisonnalité des activités économiques et par un accès limité aux infrastructures adaptées, ce qui accroît leur dépendance aux réseaux familiaux et communautaires.<sup>46</sup> Les hommes et les garçons ne sont pas épargnés : la baisse des rendements agricoles et la raréfaction des terres cultivables, comme à Benenitra<sup>47</sup> ou Ambatondrazaka<sup>48</sup>, génèrent des conflits fonciers, des litiges d'héritage et des rivalités autour des points d'eau, alimentant parfois des violences physiques. Dans certains cas, la pression sur les ressources pousse à l'exploitation illégale des forêts ou à la chasse illicite, activités souvent masculines, qui dégradent davantage l'environnement et exacerbent les tensions entre communautés locales, migrants internes et autorités. Ces dynamiques montrent que si les impacts sont différenciés selon le genre, l'âge ou la situation de handicap, ils contribuent tous à fragiliser la cohésion sociale.

Dans le secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (ASM), qui constitue une source importante de revenus pour les communautés locales, les femmes représentent environ 50 % de la main-d'œuvre.<sup>49</sup> Toutefois, elles se trouvent souvent dans des situations précaires, avec des opportunités limitées et des revenus inférieurs à ceux des hommes. Cette inégalité de répartition des bénéfices souligne la nécessité de politiques plus inclusives pour garantir une répartition équitable des avantages économiques. Le travail des enfants dans le secteur minier à Madagascar est aussi une problématique importante qui affecte directement les femmes, en particulier celles qui doivent jongler entre leurs responsabilités domestiques et professionnelles. Environ 10 000 enfants travaillent dans l'industrie informelle du mica, souvent en raison de la pauvreté.<sup>50</sup> L'utilisation de la main-d'œuvre infantile est parfois perçue comme un moyen pour les enfants d'acquérir des compétences, mais elle représente aussi un recours à une source de revenus additionnels pour les familles.

#### d. Conflits domestiques et VBG

##### Caractérisation

Les conflits familiaux, domestiques et les violences basées sur le genre à Madagascar sont des problèmes graves et omniprésents, exacerbés par des facteurs économiques, sociaux et culturels. En 2021, 35 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont déclaré avoir subi des VBG et 31 % ont déclaré avoir subi des violences de la part de leur partenaire, avec une prévalence plus élevée dans les zones urbaines avec une incidence de 48 %.<sup>51</sup> Le déni d'accès aux ressources et opportunités est aussi fréquemment rapporté par les femmes. Bien que la loi interdise le mariage des enfants, cette pratique reste largement répandue. 38,8 % des femmes âgées de 20 à 24 ans se sont mariées pour la première fois avant l'âge de 18 ans, et 12,7 % avant l'âge de 15 ans. Dans certaines régions, comme à Sofia, **jusqu'à 65 % des femmes âgées de 20 à 24 ans ont été mariées avant 18 ans.**<sup>52</sup>

Les crises, telle que la pandémie de COVID-19, impactent négativement les VBG. Une enquête sur la période de COVID-19 et de confinement a révélé que la moitié des répondantes déclarait avoir subi au moins un type de violences. 79,5 % des survivantes ont subi des violences psychologiques, 31 % des survivantes ont été victimes de violences économiques et 26 % des violences sexuelles.<sup>53</sup>

## **Impact différencié et témoignages :**

### **► Sur les femmes et les filles :**

Les femmes sont les principales victimes des VBG. En plus de conséquences physiques dramatiques que ces violences peuvent avoir, incluant la mort, elles impactent gravement la santé mentale des femmes, entraînant des niveaux accrus de stress, d'anxiété, et de dépression, ce qui complique encore davantage leur capacité à faire face aux défis quotidiens et à soutenir leurs familles. Ainsi, les VBG créent une situation de cercle vicieux puisqu'elles impactent la situation nutritionnelle des enfants et la violence conjugale au sein d'un foyer (insuffisance pondérale à la naissance, pratiques d'allaitement maternel plus limitées, détérioration des indicateurs de croissance).<sup>54</sup>

Dans la commune d'Anjozorobe (Analamanga), les violences sont décrites comme une réalité omniprésente mais largement invisibilisée. Elles prennent des formes multiples et souvent perpétrées par des proches, ce qui rend leur dénonciation particulièrement difficile. Le caractère banalisé et rarement dénoncé des VBG contribue à leur enracinement dans les dynamiques sociales locales. Comme l'expriment des participantes à l'étude :

“

*Je préfère que les gens ne sachent pas ce que je traverse. J'ai juste supporté cela. »*

*« Une femme battue n'a personne vers qui se tourner. »*

*« On lui dit que c'est normal, que c'est comme ça. »*

*« Nous ne pouvons porter plainte que si nous avons des preuves, or nous n'en avons pas.<sup>55</sup> »*

”

Dans la région d'Atsimo Andrefana, les témoignages recueillis révèlent une résignation douloureuse face à des violences et à la peur d'en parler :

**“**Je n'ose même plus parler à mon mari. Il me frappe dès qu'il est en colère. Personne ne nous aide ici, et je n'ose pas en parler aux autres femmes, elles ont peur aussi. »

« Personne n'ose parler par peur du regard de ses enfants, de leur reproche, de perdre ses biens et de ne plus pouvoir subvenir à ses besoins. Elles craignent aussi le jugement des autres et les reproches de la famille »

« Les défenseurs des droits deviennent eux-mêmes victimes de violence, ce qui les rend inefficaces<sup>56</sup>



#### ► Sur les Minorités Sexuelles et de Genre

Les minorités de genre sont fréquemment victimes de discriminations, souvent justifiées par des interprétations religieuses, notamment depuis la christianisation. Leur existence même est encore trop souvent niée : les personnes qui osent exprimer une identité de genre différente sont rejetées par leurs familles, reniées, et parfois exclues du tombeau familial — une sanction considérée comme ultime dans la société malgache. Pourtant, l'Histoire et les études anthropologiques sur diverses cultures révèlent des exemples d'intégration sociale des personnes issues des minorités de genre, sans stigmatisation, et parfois même valorisées pour leur singularité spirituelle. Ainsi, dans la culture sakalava, les sekrata sont des garçons élevés comme des filles par leurs parents, en raison de leur personnalité ou de leur comportement perçu comme féminin — sans que cela ne détermine leur orientation sexuelle.<sup>57</sup> De même, dans la région de Boeny, les sarimbavy, hommes efféminés, jouent un rôle de

médiums spirituels dans les cérémonies de *tromba*, une transe permettant la communication avec les ancêtres.

Alors que les conflits à Madagascar ont généralement des impacts graves sur les minorités de genre, en exacerbant la discrimination et les violences auxquelles elles sont déjà confrontées, ceux-ci ne semblent que peu documentés à Madagascar. Une étude de Médecins du Monde<sup>58</sup> établit que les violences envers la communauté LGBTQI+ sont souvent classées comme "coups et blessures volontaires", plutôt que reconnues comme des VBG. Cette classification erronée contribue à l'exclusion des personnes LGBTQI+ des protections offertes aux autres victimes de VBG, bien que selon le Manuel de procédures opérationnelles standards pour une prévention et une réponse multisectorielle à la violence basée sur le genre (MPS, 2022) à Madagascar, l'annexe 9 reconnaît que les 'coups et blessures volontaires' peuvent constituer une forme de VBG. De plus, bien qu'aucune loi n'interdise explicitement les relations sexuelles entre personnes du même sexe à Madagascar, la législation actuelle, notamment la loi 98-024, reste discriminatoire envers la communauté LGBT<sup>59</sup>, avec des termes vagues comme « acte impudique » permettant des interprétations abusives et discriminatoires. Cette situation est aggravée par une discrimination sociétale généralisée et des violences ciblées, notamment contre les travailleurs du sexe transgenres, qui sont non seulement victimes d'agressions verbales et physiques, mais aussi parfois de meurtre.<sup>60</sup> Les forces de l'ordre elles-mêmes sont impliquées dans ces violences, en particulier lors de contrôles où les divergences entre le genre déclaré sur la carte d'identité nationale et l'apparence physique conduisent à des agressions.<sup>61</sup>



### ► Sur les personnes en situation de handicap

En 2018, l’Institut National des Statistiques (INSTAT) de Madagascar a recensé 154 255 personnes en situation de handicap, représentant un taux de prévalence de 0,7 % chez les hommes et de 0,6 % chez les femmes. La grande majorité de ces personnes, soit 82,2 %, vivent en milieu rural.<sup>62</sup> Il convient de noter que les chiffres relatifs aux personnes en situation de handicap sont souvent considérés comme sous-estimés. Selon l’Enquête Périodique auprès des Ménages (EPM) 2021-2022, 7,1 % des hommes et 7,8 % des femmes sont identifiés comme ‘personnes en situation de handicap élargie’, bien que ces estimations soient aussi probablement en deçà de la réalité.

Les données issues des consultations locales confirment et illustrent cette marginalisation à l’échelle locale. Dans la région Analamanga à **Anjozorobe**, aucun organisme ne se consacre à la promotion des droits des personnes handicapées. L’histoire d’une femme handicapée victime de violences psychologiques illustre la situation de vulnérabilité et l’insuffisance des mécanismes de protection. L’accès à la justice est également limité : les tribunaux sont éloignés, et les moyens de transport pour y déposer plainte font souvent défaut. À **Menabe**, la stigmatisation et des discriminations sous forme verbale et psychologique ont été rapportées. Dans la région d’**Alaotra Mangoro**, un élève handicapé a été exclu d’une école primaire, à la demande de parents refusant que leurs enfants partagent la classe avec lui. Enfin, dans la région d’**Atsimo Atsinanana**, de nombreuses personnes atteintes d’albinisme sont les cibles de violences allant du kidnapping au meurtre et trafic d’organes, en raison de croyances superstitieuses dangereuses. La majorité des victimes de ces crimes sont des enfants<sup>63</sup>.

D’après le Plan National d’Inclusion du Handicap,<sup>64</sup> les personnes handicapées, y compris les enfants, sont largement privées de leurs droits fondamentaux à l’éducation, à la santé, et à l’emploi. Elles subissent régulièrement une exclusion psychologique et font face à une discrimination répandue, vécue ou perçue. De plus, les aides techniques, essentielles pour leur autonomie et leur pleine participation à la vie communautaire, restent largement inaccessibles, soit en raison de leur coût élevé, soit parce qu’elles ne sont tout simplement pas disponibles. Le plan fait aussi état de violences psychologiques, physiques et sexuelles

en lien avec leur handicap. En outre, une inquiétante recrudescence des attaques contre les personnes atteintes d'albinisme a été signalée dans le sud-est de Madagascar. Depuis 2022, ces agressions, motivées par des croyances et superstitions locales, ont considérablement augmenté, plaçant les personnes albinos dans une situation de vulnérabilité extrême. Ces attaques incluent des violences physiques graves et des enlèvements, aggravant la marginalisation et l'insécurité que vivent les personnes en situation de handicap, notamment dans les zones rurales.<sup>65</sup> La loi sur la protection et l'autonomisation des personnes atteintes d'albinisme a une fois encore été invalidée par la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) en août 2025. Adoptée en décembre 2023, cette loi a été invalidée une première fois en février 2024 par la HCC pour non-conformité à certains principes constitutionnels.

### **Normes sociales et tolérance des VBG**

À Madagascar, les normes sociales rigides et discriminatoires perpétuent les VBG et renforcent l'exclusion économique et sociale des femmes. Ces normes contribuent à la tolérance des violences domestiques et sexuelles, plaçant les femmes et les filles dans une position de vulnérabilité accrue. Par exemple, 41 % des femmes et 29 % des hommes âgés de 15 à 49 ans considèrent que frapper sa femme est justifié dans au moins une circonstance.<sup>66</sup> Cette normalisation des violences basées sur le genre est encore plus marquée dans certaines communautés, où des pratiques comme le viol conjugal et l'exploitation sexuelle des enfants sont souvent tolérées ou ignorées. Les relations socialement construites entre hommes et femmes à Madagascar maintiennent les femmes dans une situation d'infériorité, contribuant ainsi à la perpétuation des violences sexuelles. Une étude dans six villes (Antananarivo, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Nosy Be et Toliara) a révélé que 33,2 % des membres de la communauté pensent que les femmes méritent les violences plus que les hommes, et 32,8 % des individus ont exprimé des opinions défavorables sur l'égalité des sexes. Les violences sexuelles contre les mineures, surtout celles de moins de 14 ans, sont toutefois perçues comme plus graves par les membres de la communauté, bien que cela ne se traduise pas toujours par une action en justice ou un soutien aux victimes.<sup>67</sup>

Les violences sexuelles se manifestent différemment selon la situation géographique, influencées par les différences culturelles et les normes sociales. Les filles mineures, particulièrement celles issues de milieux pauvres, sont doublement discriminées, car elles n'ont aucun pouvoir de décision au sein de la communauté. La majorité des survivantes tolèrent ces violences, avec seulement 14,9 % des femmes dans cinq provinces ayant subi des violences sexuelles au cours des 12 derniers mois ayant cherché de l'aide. De même, environ 21 % des survivantes âgées de 10 à 14 ans au moment des violences ont fait un recours quelconque.<sup>68</sup>

Le mariage des enfants est une forme courante de violence qui a des effets dévastateurs sur la vie des filles et des adolescentes à Madagascar. Ce phénomène est particulièrement répandu parmi les ménages pauvres, où il est souvent utilisé comme une stratégie d'adaptation face à la pauvreté.<sup>69</sup> Les familles, en proie à des difficultés économiques, voient dans le mariage un moyen de réduire la charge financière du foyer et de protéger leur fille en l'inscrivant dans une famille jugée convenable. Dans certaines régions, des pratiques comme le « valy fofo » au sud et « moletry » au nord (mariage arrangé dès la naissance) renforcent les liens sociaux et économiques entre les familles par le biais de mariages précoces.<sup>70</sup> Pour de nombreuses jeunes filles dans trois régions étudiées par la Banque Mondiale (Sofia, Atsimo-Atsinanana et Antananarivo),<sup>71</sup> le mariage est perçu comme la seule issue pour échapper à des situations familiales difficiles, telles que la violence psychologique ou matérielle, et pour acquérir une certaine indépendance. Cependant, ce choix est rarement motivé par une véritable aspiration personnelle, mais plutôt par l'absence d'alternatives viables, notamment en raison de la pauvreté qui limite l'accès à l'éducation et aux opportunités économiques. Dans une société où le célibat est stigmatisé et où les grossesses hors mariage sont source de honte, le mariage est souvent considéré comme un moyen d'améliorer le statut social de la jeune femme et d'apporter honneur à sa famille.

La polygamie reste aussi une pratique culturelle importante, ses conséquences sur les femmes, notamment sur le plan économique et social, sont profondes et entraînent des disparités persistantes entre les hommes et les femmes dans la société. L'insécurité économique joue un rôle majeur dans les mariages précoces et polygames, en particulier dans les régions où les familles reçoivent des avantages économiques, tels que du bétail ou de l'argent, en échange de leurs filles. Dans ces

cas, les hommes peuvent se marier plusieurs fois sans assurer une stabilité à long terme aux femmes concernées.<sup>72</sup> Dans certaines communautés, la polygamie est non seulement acceptée mais considérée comme un symbole de statut pour les hommes. En revanche, il est strictement interdit aux femmes de pratiquer la polyandrie ou l'adultère, qui, s'ils sont découverts, entraînent de graves conséquences, telles que l'ostracisme social ou l'expulsion du foyer.<sup>73</sup> Dans certains villages, des discussions sur l'abandon de la pratique de la polygamie initiées par les comités de femmes ont été documentées. Bien qu'aucun changement significatif ne soit encore intervenu, certains villages ont convenu que les femmes quitteraient le foyer si leur mari épousait d'autres femmes, ce qui semble avoir un effet dissuasif.<sup>74</sup>

## 2. Différenciation régionale des conflits à Madagascar

Il est communément admis que les situations et la prévalence des conflits varient à travers les différentes régions de Madagascar, puisque les dynamiques locales influencent fortement la nature et l'intensité des violences et des conflits. Cependant, il ne semble pas exister de recensement des types de conflits et de leurs facteurs différenciés pour l'intégralité du territoire. Le tableau ci-dessous ne se veut pas exhaustif mais tente de répertorier les types de conflits mentionnés par région dans la revue documentaire complétée par des documents plus anciens :<sup>75</sup>

Région	Types de Conflits et facteurs
Alaotra-Mangoro	VBG et violences conjugales, conflits fonciers, conflits liés à l'exploitation de la forêt, conflits liés à l'exploitation minière.
Amoron'i Mania	Vols de bétail, VBG et violences conjugales
Analamanga	Conflits politiques, conflits de gouvernance, insécurité et délinquance, VBG et violences conjugales

<b>Analanjirofo</b>	Conflits liés au trafic de ressources naturelles (bois de rose), conflits liés à la production de vanille, girofle.
<b>Androy</b>	Vols de bétail, application réputée abusive du <i>dina</i> , conflits de pouvoirs, conflits fonciers, conflits liés au Kéré
<b>Anôsy</b>	Conflits fonciers, vols de bétail, conflits d'origine politique, conflits engendrés par l'insécurité alimentaire, application réputée abusive du <i>dina</i>
<b>Atsimo-Andrefana</b>	Conflits fonciers, conflits domestiques et VBG, vols de bétail, abus de confiance et de pouvoir, conflit lié aux ressources minières
<b>Atsimo-Atsinanana</b>	Conflits liés à la production de girofle, conflits liés aux conséquences des cyclones (malnutrition, agriculture)
<b>Atsinanana</b>	Trafic des ressources naturelles, trafic de bois de rose, conflits d'origine politique, VBG et violences conjugales
<b>Betsiboka</b>	Conflits liés à l'exploitation minière
<b>Boeny</b>	VBG, accès difficile aux systèmes de santé dans les zones reculées, conflits liés aux migrations et aux ressources naturelles
<b>Bongolava</b>	Vols de bétail, VBG et violences conjugales
<b>Diana</b>	Prostitution des femmes/filles à cause de l'affluence du tourisme sexuel, VBG, délinquance et phénomène « foroche »
<b>Fitovinany</b>	Conflits liés à l'exploitation minière
<b>Haute Matsiatra</b>	Trafic des ressources naturelles, vols de bétail, VBG et violences conjugales
<b>Ihorombe</b>	Vols de bétail, application réputée abusive du <i>dina</i>
<b>Itasy</b>	Conflits fonciers, conflits liés à l'exploitation de la forêt, vols de bétail, VBG et violences conjugales
<b>Melaky</b>	Conflits fonciers, déforestation

<b>Menabe</b>	Vols de bétail, application réputée abusive du Dina, conflit entre communautés migrantes et populations locales, accès aux ressources et destruction de l'aire protégée Menabe Antimena
<b>Sava</b>	Trafic des ressources naturelles, trafic de bois de rose, vanille
<b>Sofia</b>	Conflits fonciers, non homologation du Dina, VBG et violences conjugales
<b>Vakinankaratra</b>	Conflits fonciers, VBG et violences conjugales
<b>Vatovavy</b>	Trafic des ressources naturelles

En complément, les consultations locales ont fait émerger les éléments suivants pour les 5 régions concernées :

- **Alaotra Mangoro** : Les femmes identifient l'insécurité, les conflits fonciers et les violences intrafamiliales comme les principaux obstacles à leur épanouissement. Elles jouent un rôle central dans l'agriculture et la gestion des ressources naturelles, mais font face à des barrières juridiques et sociales. Les consultations révèlent une forte demande d'autonomisation économique, d'amélioration des mécanismes de protection et d'une plus grande inclusion dans les processus de résolution de conflits.
- **Analamanga** : La région présente des dynamiques mixtes entre zones urbaines et rurales. Les conflits y sont marqués par les vols, les violences conjugales, les conflits fonciers et les effets du changement climatique. Les femmes, bien qu'actives dans la résolution informelle des conflits et les dynamiques de solidarité, restent sous-représentées dans les structures de gouvernance locale. Des témoignages poignants illustrent les violences subies, y compris au sein des mécanismes coutumiers comme le Dina Be. Les attentes portent sur la justice équitable, l'accès aux droits, et la reconnaissance du rôle des femmes dans la paix.
- **Atsimo Andrefana** : La région est confrontée à une insécurité persistante liée aux vols de bétail, aux conflits fonciers, et à l'exploitation minière. Les entretiens révèlent une forte prévalence de violences basées sur le genre et de violences intrafamiliales.

Les femmes, souvent exclues des mécanismes formels de résolution des conflits, participent néanmoins activement à la cohésion sociale à travers leur implication, dans des rôles de soutien et de médiation informelle. Le Dina Be est perçu comme une structure de paix efficace mais non exempte de dérives, notamment en matière de droits humains.

- **Atsimo Atsinanana** : Les populations locales décrivent une situation de paix négative marquée par une insécurité économique, alimentaire et sociale. Les femmes sont particulièrement affectées par la précarité, les violences domestiques et l'inégalité d'accès aux ressources. Néanmoins, elles jouent un rôle clé dans la résilience communautaire et la production agricole. Des aspirations fortes à une participation accrue des femmes dans la gouvernance locale et à une meilleure reconnaissance de leurs droits sont exprimées, en particulier par les jeunes femmes et les femmes élues.
- **Menabe** : La situation sécuritaire s'est améliorée depuis l'arrivée d'un commandement militaire particulièrement craint, mais sa capacité à instaurer une paix et une stabilité durables est questionnée. Les inégalités de genre persistent, notamment en matière d'accès foncier et de participation à la vie publique. Des cas de violences conjugales, de discriminations





envers les personnes en situation de handicap et de prostitution juvénile ont été rapportés. Les femmes expriment le souhait d'un environnement paisible, équitable, avec accès au travail et à la reconnaissance sociale. Les blocages hydrauliques et les conflits fonciers aggravent la précarité, en particulier pour les femmes rurales.

### 3. Facteurs de conflits et autonomisation des femmes

Les conflits à Madagascar sont multifactoriels, alimentés par des inégalités socio-économiques, un accès inégal aux ressources, une gouvernance faible, des dynamiques de genre discriminatoires et des facteurs environnementaux. Les effets varient entre le niveau national et régional, avec des régions comme l'Androy et l'Atsimo-Andrefana particulièrement vulnérables en raison de leurs taux de pauvreté élevés et de l'accès limité aux ressources. Ces causes détaillées ci-dessous s'alimentent mutuellement et se recombinent selon les dynamiques territoriales et régionales :

#### a. Inégalités socio-économiques

Madagascar est l'un des pays les plus pauvres du monde, avec un taux de

pauvreté élevé et persistant de 80,7 % de la population en 2023.<sup>76</sup> Cette pauvreté généralisée crée un terrain fertile pour les conflits, en exacerbant les frustrations et les tensions sociales. Les régions du sud de Madagascar, telles que l'Androy et l'Atsimo-Andrefana, sont particulièrement touchées par la pauvreté et les inégalités économiques. Ces régions enregistrent des taux de pauvreté extrême plus élevés que la moyenne nationale, atteignant jusqu'à 90 % dans certaines communautés rurales.

L'accès inégal à la terre, à l'eau et aux ressources naturelles est une source majeure de conflit. Les terres agricoles fertiles sont souvent limitées, et les communautés se disputent ces ressources essentielles. Les sécheresses fréquentes aggravent la situation en réduisant encore plus la disponibilité des ressources en eau. De manière générale, la prédateur et la pression sur les ressources naturelles sont continues et liées à la grande pauvreté, la croissance démographique et le trafic illégal permis par le niveau élevé de corruption et le climat d'impunité.

### Participation économique des femmes

Les inégalités structurelles dans l'accès aux ressources économiques et technologiques entravent considérablement le potentiel des femmes à participer pleinement au développement économique de Madagascar, exacerbant nettement leur vulnérabilité aux chocs et aux conflits. Les femmes sont moins présentes sur le marché du travail que les hommes, avec un taux de participation de 71,3 % contre 82,4 % pour les hommes (EPM 2021-22). Même lorsqu'elles participent au marché du travail, les femmes sont souvent cantonnées à des emplois de moindre qualité. Seulement 24 % des femmes actives occupent des emplois salariés, contre 35 % des hommes. De plus, les femmes sont surreprésentées parmi les travailleur·euse·s familiaux non rémunérés (14 % contre 5 % des hommes) et dans l'agriculture de subsistance (32 % contre 23 % des hommes). Ces conditions de travail précaires sont aggravées par des écarts salariaux significatifs entre les sexes, avec un avantage de 28,9 points de pourcentage en faveur des hommes.<sup>77</sup>

Cette précarité économique renforce leur dépendance financière et limite leurs capacités de résilience face aux crises. Elle les expose ainsi davantage à des formes spécifiques de violence basée sur le genre

(VBG) comme l'exploitation économique, le travail forcé ou les mariages précoces comme stratégie de survie. En période de crise (sécheresse, instabilité politique, insécurité), les femmes peuvent être contraintes à migrer ou à accepter des conditions de travail abusives, augmentant leur risque d'exploitation et réduisant leur marge de négociation ou d'autoprotection.

L'inclusion financière des femmes malgaches est extrêmement faible, avec seulement 4,4 % des femmes âgées de 15 à 49 ans possédant un compte bancaire, contre 5,3 % des hommes.<sup>78</sup> De plus, les femmes rurales sont particulièrement défavorisées en matière de propriété foncière. Seulement 10,7 % des femmes rurales possèdent une terre, contre 24,8 % des hommes ruraux.<sup>79</sup> Cette inégalité est exacerbée par des normes sociales et coutumières qui réservent l'accès à la terre principalement aux hommes, notamment dans le Sud, chez les communautés Antandroy et Mahafaly. Bien que la législation actuelle garantisse l'égalité des sexes en matière de succession et d'héritage, le droit coutumier reste prédominant, empêchant de nombreuses femmes d'exercer pleinement leurs droits de propriété.<sup>80</sup> L'accès au crédit est également limité pour les femmes, en particulier celles vivant en milieu rural. En 2013, seulement 3,8 % des femmes de 15 à 49 ans en couple avaient accès à un système de microfinance, avec une proportion encore plus faible en milieu rural (3,0 %) par rapport aux zones urbaines (7,5 %).<sup>81</sup>

L'accès à Internet varie considérablement selon le niveau de vie et le sexe, renforçant les inégalités existantes. Chez les femmes, l'accès à Internet varie de seulement 0,4 % pour les catégories socio-économiques les plus basses à 48 % pour les catégories les plus élevées. Pour les hommes, ces proportions sont légèrement meilleures, allant de 1,2 % à 58,3 % respectivement pour les mêmes catégories.<sup>82</sup> Ce fossé numérique limite leur accès à l'information, aux services et aux opportunités économiques.

### b. Faible résilience face aux chocs

Les crises climatiques, notamment les cyclones, tempêtes, inondations et sécheresses, qui ont causé des pertes significatives dans les secteurs agricoles et de l'élevage. Par exemple, les pertes dues aux cyclones Batsirai et Emnati en 2022 ont été estimées à 78 millions USD dans



l'agriculture de rente et 1,5 million USD dans l'élevage.<sup>83</sup> Les risques climatiques, tels que les cyclones et les sécheresses, liés aux crises humanitaires, deviennent de plus en plus fréquents et sévères en raison du changement climatique. Cela exacerbe la vulnérabilité des communautés et rend la résilience face à ces chocs encore plus cruciale. De plus, les catastrophes naturelles ont souvent un impact disproportionné sur les femmes et les filles par rapport aux hommes et aux garçons, renforçant ainsi les inégalités de genre qui préexistaient à la situation d'urgence.

Ces disparités augmentent la vulnérabilité des femmes et des filles dans les contextes de crise et entravent leur capacité à se rétablir efficacement.

Ainsi, les changements climatiques entraînent des sécheresses récurrentes et des catastrophes naturelles, exacerbant la pénurie de ressources et les déplacements de population. En 2021, le Grand Sud de Madagascar a connu la sécheresse la plus grave que la région ait connue depuis au moins 40 ans, ce qui a entraîné une grave crise humanitaire, affectant plus de 1,13 million de personnes. Le nombre

d'enfants admis en traitement pour malnutrition aiguë sévère (MAS) dans le Grand Sud au premier trimestre 2021 a quadruplé par rapport à la moyenne quinquennale, tandis qu'environ 49 500 femmes enceintes ont été exposées à un excès de morbidité et de mortalité maternelles en raison du manque d'accès aux soins obstétricaux essentiels.<sup>84</sup>

Si le Sud se distingue par la sévérité de la sécheresse et l'insécurité alimentaire, d'autres zones du pays cumulent plusieurs risques climatiques et socio-économiques. Les régions côtières orientales, comme Analanjirofo, Atsinanana ou Vatovavy, subissent de manière récurrente l'impact des cyclones et inondations, combiné dans certains cas à une pauvreté chronique qui limite leur capacité de préparation et de relèvement.

Ces phénomènes climatiques extrêmes combinés à la croissance démographique et aux migrations internes aggravent les conflits liés aux ressources. La vulnérabilité des femmes face aux chocs et au changement climatique affecte de manière disproportionnée leur charge de travail domestique, amplifiant l'insécurité alimentaire et entravant l'accès à l'éducation.<sup>85</sup> Dans ce contexte, la proportion des femmes vivant seules s'est accrue, notamment dans le district d'Ambovombe où les départs prolongés des maris ont laissé les femmes sans ressources, augmentant les conflits liés aux ressources et les violences basées sur le genre.<sup>86</sup>

Pour sa part, la pandémie de COVID-19 et les conséquences des confinements imposés a aggravé la situation, annulant plus d'une décennie de progrès en matière de réduction de la pauvreté et poussant 1,8 million de personnes dans la pauvreté. L'accès à la santé et à l'éducation et les VBG se sont également détériorés.<sup>87</sup>

### **Impact sur les migrations**

Les chocs climatiques, notamment les sécheresses, jouent un rôle déterminant dans les flux migratoires à Madagascar. Les migrations induites par les chocs climatiques se manifestent de diverses manières. Les hommes, souvent les premiers à migrer, se déplacent sur de longues distances pour chercher du travail, notamment vers le nord du pays où les conditions climatiques sont moins extrêmes. Ces migrations sont généralement temporaires, motivées par la recherche d'opportunités d'emploi dans les secteurs agricoles ou de gardiennage. Les femmes, en revanche, tendent

à rester dans les communautés locales, prenant en charge les tâches domestiques et agricoles lorsque cela est encore possible.<sup>88</sup> Cela reflète une répartition genrée des rôles en réponse aux chocs climatiques, exacerbée par les inégalités économiques et sociales. Les migrations sont souvent coûteuses, limitant les capacités de certaines familles à envisager cette option. Les ménages disposant de ressources financières limitées, en particulier les jeunes adultes, restent « piégés » dans des zones dégradées, incapables de migrer vers des régions plus prospères.

Les conséquences de ces migrations affectent tant les régions d'origine que les destinations. Dans les zones de départ, la migration des hommes contribue à fragiliser les systèmes communautaires et familiaux, tandis que dans les régions d'accueil, comme les centres urbains de Mahajanga et Toliara, ou les parcs et aires protégées à l'ouest comme au nord dans la région Menabe (Aire protégée Menabe Antimena) et la région Boeny (parc national Ankarafantsika), l'arrivée massive de migrants provoque des tensions liées à la pression sur les infrastructures et les services publics, et à la compétition pour les ressources.<sup>89</sup>

### c. Instabilité politique chronique et faible inclusion des femmes

Au cours des trois dernières décennies, Madagascar a traversé plusieurs crises politiques majeures (1972, 1991-92, 2001-02, 2009, 2018), qui ont gravement entravé sa croissance économique. La plupart de ces crises coïncident avec les cycles électoraux, révélant les luttes pour le contrôle de l'État et l'accès aux rentes économiques.<sup>90</sup> Ces instabilités ont systématiquement entraîné une contraction économique et annulé les bénéfices des épisodes de croissance modeste.<sup>91</sup> Le cycle électoral 2023-2024 s'est déroulé dans un climat relativement calme, probablement en raison de plusieurs facteurs : les menaces d'utiliser les forces armées pour décourager les manifestations, un sentiment généralisé d'apathie et d'impuissance parmi la population face à la possibilité de provoquer un réel changement, ainsi que la priorité donnée aux défis socio-économiques, perçus comme plus urgents que les enjeux électoraux.

La représentation des femmes dans les structures de gouvernance à tous les niveaux n'est pas seulement une question de droits humains, mais un élément clé pour assurer des gouvernements plus justes, inclusifs

et efficaces, ainsi qu'une paix et une sécurité durables. A titre d'exemple, une étude de l'UNICEF a récemment montré qu'à Madagascar, les écoles dirigées par des femmes et celles ayant un personnel enseignant féminin en proportion élevée obtiennent de meilleurs résultats.<sup>92</sup>

## Représentation des femmes dans les structures de pouvoir à Madagascar

Historiquement, les femmes à Madagascar ont occupé des rôles politiques majeurs. La reine Rafohy a uniifié les tribus sous un seul dirigeant, et la reine Ranavalona I a régné en parallèle avec la reine Victoria du Royaume-Uni. La période de la colonisation française (1896-1960) a restreint le leadership féminin, mais les femmes se sont engagées activement dans la lutte pour l'indépendance et les droits humains. Gisèle Rabesahala, par exemple, a exigé la fin de la domination française et est devenue la première femme ministre de Madagascar.<sup>93</sup>

Bien que les femmes aient légalement le droit de participer à la vie politique, leur présence est faible. Depuis l'indépendance, la scène politique malgache a été dominée par des citoyens plus âgés, souvent masculins, issus de la classe aisée, ce qui a contribué à l'exclusion systématique des jeunes, en particulier des jeunes femmes, des débats politiques et des instances de prise de décision. Cette exclusion est renforcée par des normes sociétales qui perçoivent les jeunes comme inexpérimentés et immatures, rendant difficile leur engagement politique. Les jeunes femmes subissent une double discrimination en raison de leur genre, avec des stéréotypes et des normes sociales qui pèsent lourdement sur elles.<sup>94</sup>

- Au niveau central et régional :

Alors que Madagascar a adopté un plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies<sup>95</sup>, visant à promouvoir la participation des femmes dans les instances décisionnelles et à consolider la paix et la sécurité, des obstacles structurels persistent. Le taux de participation des femmes dans les structures de gouvernance à Madagascar reste faible, malgré des efforts pour améliorer leur représentativité. Le poste de Président·e de la République a toujours été occupé par des hommes, bien que des femmes aient été candidates

aux élections présidentielles depuis 1992. Après le cycle électoral de 2019, la représentation des femmes au Parlement a diminué de 6 % par rapport à 2013. Les femmes représentaient à peine 16 % de l'Assemblée nationale.<sup>96</sup> Ce chiffre est resté stable en 2024.<sup>97</sup> En ce qui concerne le Sénat, la représentation y est de 20,63 %. Enfin, lors des dernières élections communales, **les femmes ne représentaient que 4,8 % des maires élus et 6,3 % des conseillers municipaux.**<sup>98</sup>

De manière plus encourageante, la représentation des femmes au sein du gouvernement vient de passer de 37 % à 41 %.<sup>99</sup> Madagascar enregistre aussi des progrès en matière de parité au sein de la Cour constitutionnelle, où les femmes représentent 44 % des hauts conseillers. Dans le domaine de la justice, les femmes sont majoritaires avec 52 % des juges dans les tribunaux supérieurs et 51 % des avocats.<sup>100</sup> Toutefois, ces avancées restent insuffisantes pour compenser les nombreuses barrières qui subsistent dans d'autres secteurs de la gouvernance.

Malgré la présence de plus de 200 partis politiques enregistrés légalement auprès du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, dont seulement 20 sont considérés comme véritablement actifs, l'implication des femmes, en particulier des jeunes femmes, en politique est faible. Les partis politiques à Madagascar sont souvent perçus comme des arènes de concurrence pour l'accès aux avantages, ce qui les rend peu attrayants pour les militantes potentielles qui souhaitent promouvoir des programmes collectifs. Un audit de genre réalisé en 2021 par EISA au sein des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale révèle que très peu de ces structures disposent d'un programme pour l'égalité des sexes, et les membres féminins occupent rarement des postes décisionnels dans les bureaux politiques.<sup>101</sup>

Malgré l'existence de réseaux nationaux composés de femmes ministres, députés ou dirigeantes, comme le Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires (REFAMP Madagascar), l'influent mouvement Vondrona Miralenta ho an'ny Fampandrosoana (VMLF), et le Conseil National des Femmes Malgaches, qui promeuvent la parité en politique et la participation effective de la femme malagasy à toutes les instances de décisions, la représentation des femmes dans les bureaux politiques reste limitée.

La participation des femmes est généralement limitée aux branches féminines des partis politiques, bien qu'elles jouent un rôle crucial dans les campagnes et la mobilisation électorale. À l'issue des élections législatives de 2024, la mission d'observation électorale de la SADC a relevé que la participation des femmes au processus électoral demeure faible. Les parties prenantes ont attribué ce faible taux de participation aux nombreux défis économiques et sociaux auxquels les femmes sont confrontées. En outre, il a été noté que la contribution obligatoire de vingt millions d'Ariary, exigée par décret, a constitué un obstacle supplémentaire, limitant davantage l'implication des femmes dans le processus électoral.

Le processus de sélection et de nomination au sein des partis est souvent biaisé contre les femmes, mettant en avant des « caractéristiques masculines » comme critères de sélection. Cette situation est en partie due au manque d'éducation politique des femmes aspirantes, limitant ainsi leur influence et leur participation active dans la sphère politique. De plus, l'intimidation, y compris au niveau culturel, à l'encontre des femmes qui cherchent à jouer un rôle de leader-euse est courante et constitue un facteur dissuasif majeur pour leur participation active.<sup>102</sup>

- Au niveau communautaire :

La participation des femmes dans les mécanismes de gouvernance communautaire connaît de grandes disparités régionales. Ainsi les données qualitatives recueillies par la Banque Mondiale<sup>103</sup> dans trois régions révèlent des différences importantes en ce qui concerne la participation des femmes à la vie sociale à Madagascar. Dans les régions de Sofia et Analamanga, les femmes sont fortement encouragées à se constituer en associations, avec des campagnes de sensibilisation dédiées. Cependant, dans la région d'Atsimo-Atsinanana, le rôle public des femmes dans la communauté est quasi inexistant. Les chefs traditionnels de cette région ont néanmoins exprimé une certaine ouverture à l'intégration des femmes, après avoir entendu des exemples positifs de leur participation sociale dans d'autres districts.

Très peu de femmes, et souvent aucune, et de jeunes siègent au sein des comités d'application des *dina*. Parmi les comités appuyés par l'ONG MSIS-Tatao dans les régions de Menabe et Analanjirofo, la proportion des femmes membres de ces comités n'est que de 2,3 %, et de 14 % pour les jeunes de moins de 30 ans (hommes et femmes confondus).<sup>104</sup> Cette



Sous l'arbre à palabre, les hommes en première ligne. Au second plan, les femmes Atsimo Andrefana  
Crédit photo : © PBF / Erico Randriarimalala /2025

faible participation féminine est également observée dans les régions d'Androy et d'Atsimo-Andrefana, où les femmes jouent un rôle limité dans les décisions communautaires et le leadership des groupements ou comités. Leur participation est souvent conditionnée par des initiatives de développement telles que la création d'associations de femmes (AVEC, etc.), qui visent à encourager leur implication dans les communautés.<sup>105</sup> Cependant, il est important de nuancer ces observations : ainsi dans l'Androy, bien que les femmes soient officiellement exclues des décisions d'importance sociale et que les hommes justifient leur absence par divers stéréotypes, elles jouent un rôle indirect mais significatif. En effet, les hommes consultent souvent leurs épouses avant de participer aux réunions, utilisant des moments de réflexion comme le fitolaha pour recueillir discrètement leurs avis.<sup>106</sup>

Malgré ces défis, certaines initiatives ont démontré qu'il est possible de faire évoluer les pratiques. Par exemple, le projet financé par le PBF "Répondre aux menaces à la paix et à la cohésion sociale liées aux migrations non maîtrisées par l'appui à l'autonomisation et à la promotion des femmes à Madagascar" mis en œuvre dans huit villages de l'Androy a permis d'augmenter significativement l'inclusion des femmes dans les processus décisionnels communautaires. Grâce à la création de comités de femmes et au renforcement des capacités sur les droits des femmes et la résolution des conflits, ces comités sont désormais reconnus comme des entités formelles dans les villages. Ce changement

a également conduit à la révision des règles coutumières (*dina*) pour interdire les violences basées sur le genre et les pratiques discriminatoires, telles que le mariage précoce et les viols. Le renforcement de la place des femmes dans les villages a ainsi contribué à améliorer la cohésion sociale.<sup>107</sup> D'autres initiatives, axées sur la protection de l'environnement et des espèces protégées, ont également montré des résultats positifs dans l'évolution des règles coutumières. Cependant, pour être efficaces et durables, ces initiatives doivent émaner de la communauté elle-même, plutôt que d'être imposées par les autorités centrales ou la communauté internationale.<sup>108</sup>

#### **d. Gouvernance faible**

La corruption et la mauvaise gouvernance affaiblissent l'État et sapent la confiance de la population dans les institutions publiques. Madagascar se classe parmi les pays les plus corrompus au 145<sup>ème</sup> rang sur 180, avec un score de 25/100 dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International.<sup>109</sup> Cette faiblesse de l'État central se manifeste par une incapacité à maintenir l'ordre et à fournir des services de base, ouvrant la voie à des conflits locaux.<sup>110</sup> Cependant, malgré ces défis, Madagascar a enregistré une amélioration significative dans le Global Peace Index (GPI) 2024, se classant au 44<sup>ème</sup> rang, une hausse de deux places par rapport à l'année précédente.<sup>111</sup> Cette progression reflète une amélioration dans plusieurs indicateurs, notamment la sécurité et la stabilité intérieure. Néanmoins, des tensions sociales subsistent.

Les tensions sociales et les manifestations en réponse à ces problèmes sont fréquentes, comme en témoigne le fait que 27 % des grèves et manifestations dans la région d'Analambana en 2020 étaient directement liées à la perception de corruption dans la gestion du Covid-19. Une enquête menée par Transparency International a révélé que 62 % de la population était insatisfaite de la transparence dans la gestion financière et budgétaire du Covid-19.<sup>112</sup> En effet, un rapport de la Cour des comptes publié en février 2022 a mis en lumière de graves irrégularités dans la gestion des fonds alloués à la lutte contre la pandémie, pointant du doigt une mauvaise utilisation des ressources, des manques de transparence, et des allocations suspectes de contrats publics.<sup>113</sup>

Parallèlement, l'espace civique et démocratique se réduit, limitant la capacité de la société civile à jouer son rôle dans la vie politique,

économique et sociale. Cette perception est renforcée par le recul de Madagascar dans le classement mondial de la liberté de presse, publié par RSF en 2024, le plaçant désormais au 100ème rang.<sup>114</sup>

### e. Patriarcat et répartition des rôles entre les genres

Les rôles et responsabilités des femmes et des hommes dans le contexte des conflits à Madagascar sont profondément enracinés dans des normes traditionnelles qui limitent souvent la participation des femmes à la vie publique et économique. Cependant, des initiatives récentes montrent des progrès vers une plus grande inclusion et une égalité des sexes, bien que l'impact de ces initiatives restent limité aux zones où les projets sont mis en œuvre.

À Madagascar, la société patriarcale impose une division traditionnelle des rôles entre hommes et femmes, influençant profondément les dynamiques de genre, surtout en période de conflits.<sup>115</sup> Dès leur plus jeune âge, garçons et filles sont socialisés dans des rôles distincts, avec une répartition des tâches qui devient plus rigide en grandissant. Par exemple, les filles de 17 ans sont plus de deux fois plus susceptibles que les garçons d'effectuer la corvée d'eau, tandis que les garçons sont généralement chargés de la corvée de bois.<sup>116</sup> Cette répartition inégale des responsabilités varie en fonction des régions et se traduit par exemple dans le sud par une *double journée*, voire une *triple journée* pour les femmes, qui assument la majorité des tâches ménagères sans reconnaissance ni rémunération.<sup>117</sup>

Ces trois exemples de la région d'Atsimo Atsinanana<sup>118</sup> montrent que la socialisation différenciée dès l'enfance consolide les inégalités de genre et accroît la charge de travail des femmes et des filles :

**“Tu n'as rien fait. Ne laisse pas notre fils préparer le riz, c'est uniquement ta tâche. »**

**« Mon frère n'a pas le droit de faire la vaisselle ni la lessive. Ces tâches nous sont réservées, à ma sœur et à moi,**

*car nous sommes des filles. Un jour, quand nous serons mères, c'est à nous d'apprendre ces tâches à nos enfants. »*

*« J'ai deux frères à la maison, âgés de 11 et 15 ans, mais ils n'ont pas le droit de m'aider, ni d'aider ma mère à préparer le repas.*



Dans une commune de l'Androy, une étude a montré que les femmes sont responsables de 65 % des tâches domestiques, les hommes n'en assumant que 5 %, le reste étant pris en charge par les enfants ou des personnes payées. Cette répartition aggrave la pauvreté des femmes, réduisant leur temps pour des activités génératrices de revenus.<sup>119</sup> La crise de l'insécurité alimentaire a encore alourdi leur charge de travail, sans modifier les rôles traditionnels.

Les rituels traditionnels liés à la naissance, au mariage et à la mort sont au cœur de la société malgache et jouent un rôle clé dans la définition des rôles des hommes et des femmes. Les hommes et les femmes exercent des responsabilités distinctes au cours de ces rituels, qui renforcent les conceptions traditionnelles de la masculinité et de la féminité. Les rôles des hommes sont souvent liés au leadership et aux activités publiques, tandis que les rôles des femmes sont liés à l'éducation et à la sphère domestique.

Les normes sociales patriarcales sont également à l'origine de nombreuses inégalités, notamment en poussant les jeunes femmes, surtout celles des ménages pauvres, à fonder une famille très tôt, au détriment de leur éducation et de leur avenir professionnel. Bien que les femmes participent aux décisions familiales (seulement 2 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ne participent pas aux principales décisions du ménage et ces chiffres varient peu d'une région à l'autre)<sup>120</sup>, leur pouvoir reste limité par rapport à celui des hommes, notamment dans des régions comme Atsimo-Atsinanana, où les pères ont le dernier mot sur des décisions importantes comme la scolarisation des enfants.<sup>121</sup>

## f. Éducation et santé : des leviers d'autonomisation insuffisamment exploités

Pendant l'enfance, les filles à Madagascar sont souvent avantagées par rapport aux garçons en matière d'éducation, notamment dans les familles les plus pauvres et dans les zones rurales, où les garçons sont plus impliqués dans le travail. Cependant, cet avantage se réduit avec l'âge des enfants. L'abandon scolaire devient une réalité pour les garçons et les filles à partir de 16 ans, affectant plus de 60 % des enfants en milieu rural. En milieu urbain, l'abandon scolaire touche davantage les filles (50 %) que les garçons (42 %), illustrant une dynamique de genre défavorable aux filles dans les zones urbaines, particulièrement après la puberté.<sup>122</sup> Les jeunes filles adolescentes sont plus vulnérables et souffrent de beaucoup plus de privations que leurs homologues masculins.

Les obstacles à l'éducation des filles ne se limitent pas à l'abandon scolaire. Les chances des filles d'achever le cycle secondaire sont réduites par plusieurs facteurs, notamment leur forte implication dans les tâches domestiques, la violence sexiste à l'école, le risque de VBG sur le chemin de l'école, le manque de pouvoir d'action et les pressions liées aux mariages d'enfants et aux grossesses précoces. Ces défis compromettent gravement leur éducation et leurs perspectives. Par ailleurs, le secteur éducatif à Madagascar est également entaché par la corruption sexuelle. Les enquêtes menées par Transparency International Initiative Madagascar en 2021 et 2022<sup>123</sup>, auprès de 8 501 personnes dans cinq régions (2 098 à Analamanga, 1 805 à





Atsinanana, 1 550 à DIANA, 1 174 à Boeny et 1 424 à Atsimo Andrefana), révèlent l'ampleur du phénomène. Les femmes, qui représentaient 67 % de l'échantillon, perçoivent légèrement moins la corruption sexuelle que les hommes (61 % contre 64 %), mais elles en sont les principales victimes. Au total, 62 % des répondant·e·s reconnaissent l'existence de la corruption sexuelle dans le milieu éducatif ou universitaire, avec une prévalence particulièrement élevée dans la région DIANA (9 %, soit 146 personnes). En valeur absolue, les étudiant·e·s sont les plus nombreux à rapporter un cas, mais les enseignant·e·s sont proportionnellement plus touchés (6 % contre 4 % des étudiants). Les cas débutent souvent dès la classe de sixième, et à l'université, la sextorsion reste une monnaie d'échange courante contre de meilleures notes. Ces pratiques affectent gravement l'intégrité du système éducatif et exposent les filles à des risques accrus de violences sexuelles.

Le taux élevé de grossesses adolescentes, avec 31,1 % des filles âgées de 15 à 19 ans ayant déjà commencé à avoir des enfants, est associé à de nombreux risques pour le bien-être des jeunes filles, y compris des impacts négatifs potentiels à long terme sur leur éducation, leur santé, leurs perspectives d'emploi, leur vulnérabilité accrue à la pauvreté et leur autonomisation en général.<sup>124</sup> Ces grossesses précoces sont les résultats des mariages d'enfant, de pratiques et normes sociales valorisant le rôle reproductif des femmes et des filles, et de VBG. Les jeunes femmes à Madagascar font aussi face à de nombreux obstacles pour accéder aux services de santé sexuelle et

reproductive (SSR), exacerbant leur vulnérabilité. Le manque de sources d'information fiables sur la SSR, l'absence de cliniques adaptées aux jeunes, et les normes sociales négatives qui découragent l'utilisation des services de planification familiale, en particulier pour les femmes non mariées ou sans enfant, limitent gravement leurs options.<sup>125</sup>

Ces constats se retrouvent de manière générale dans les régions où les communautés ont été consultées. Les analyses régionales ont fait ressortir que la santé sexuelle et reproductive fait partie des thématiques à approfondir pour la paix, la cohésion sociale à travers les droits des jeunes femmes et femmes : le manque d'accès à l'information et aux services de SSR constitue un obstacle à l'autonomisation des femmes et à leur droit de disposer de leur corps, voire comme des instruments de domination et de violence des hommes envers les femmes. Deux femmes de la région Analamanga affirment sans détour :

“

*Les femmes sont juste des objets pour assouvir les désirs sexuels des hommes ». « Les hommes ne nous laissent pas prendre des médicaments contraceptifs et pourtant une fois enceinte, ils nous diront que c'est notre faute.*<sup>126</sup>

”

Le personnel médical interrogé constate sur terrain que dans la majorité des cas, les femmes doivent obtenir l'accord de leurs maris pour accéder à la contraception. L'un de ses personnels a par exemple indiqué que le taux de couverture contraceptive au Centre de Santé de Base de Vangaindrano est d'environ 13 %.<sup>127</sup>

Inversement, l'éducation des filles, ainsi que l'accès à l'information et aux services de SSR constituent de puissants facteurs pour la paix, en tant que leviers d'autonomisation et de développement des femmes. L'une des analyses régionales conclut ainsi :

**“** L'éducation, longtemps perçue comme un simple outil de transmission des savoirs, est apparue dans toute sa puissance transformatrice. Plus qu'un concept, elle est un levier essentiel, capable de briser les cycles d'inégalité et d'ouvrir la voie à un changement durable.<sup>128</sup>

**”**

## 4. Principales parties prenantes

### ► Groupes de banditisme

Les dahalo, connus pour leurs raids de vol de bétail, sont l'un des principaux groupes de banditisme responsables des violences dans le sud de Madagascar, en particulier dans les régions de l'Androy et de l'Atsimo-Andrefana. Ils opèrent souvent en groupes organisés, pouvant compter jusqu'à plusieurs dizaines d'individus armés. Les communautés donnent aux dahalo un profil d'hommes, surtout jeunes, ayant des capacités physiques de courir vite sur de longues distances à travers des topographies difficiles, provenant de villages différents de ceux qu'ils attaquent. Cependant, des jeunes femmes, les baraondry, en nombre limité, accompagneraient également des dahalo dans leurs opérations depuis 2016.<sup>129</sup> Ces groupes sont généralement associés en système mafieux à des personnalités politiques issues des cercles de pouvoir.<sup>130</sup>

Dans les zones urbaines, deux groupes distincts de jeunes potentiellement impliqués dans les tensions. Le premier est constitué de jeunes hommes, souvent surnommés « gros bras », qui sont fréquemment enrôlés dans des émeutes en temps de crise. Ce sont principalement des chômeurs ou des travailleur·euse·s précaires, évoluant dans des environnements où la violence et la délinquance sont courantes. Attirés par des opportunités de gain rapide, ils sont parfois manipulés par des politiciens pour provoquer des troubles en échange d'argent ou d'immunité. Le second groupe comprend des adolescents non scolarisés ou en situation d'abandon scolaire, qui peuvent se mobiliser rapidement en période de crise. Souvent influencés par leurs pairs, ces jeunes sont impliqués dans des actes de délinquance juvénile, comme le phénomène foroche dans le nord de Madagascar.<sup>131</sup> Les initiatives de dialogue et de consolidation de la paix pour atteindre

les jeunes ont rencontré des succès, même si ceux-ci tendent à se limiter à la zone géographique de mise en œuvre. Ainsi, on pourra noter l'atténuation des fractures sociales dans les villes d'Antananarivo, Antsirabe, Tamatave, Majunga, Morombe, Ambovombe, Diego-Suarez, Ambalavao, Fort Dauphin, Fianarantsoa, notamment en ce qui concerne la fragilité des jeunes, à travers le renforcement de leur position de leader·euse·s responsables dans les relations intergénérationnelles, intergenres et entre la population et l'État.<sup>132</sup>

#### ► Forces de Sécurité (Armée, Police, Gendarmerie)

Malgré l'amélioration progressive des capacités des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) à Madagascar, des défis subsistent quant à leur efficacité et leur relation avec la population. Bien que des efforts aient été déployés pour stabiliser certaines régions, notamment par l'installation de postes avancés et de brigades de gendarmerie, la confiance du public envers ces institutions reste fragile.<sup>133</sup> Le principal grief de la population concerne l'inefficacité perçue des FDS, exacerbée par un système de sécurité minimaliste qui limite leur marge d'action et favoriserait la corruption. Par exemple, dans certains sites, la population est contrainte de prendre en charge les coûts liés au déplacement et à l'alimentation des FDS lorsqu'ils sont sollicités, y compris des compensations financières pour les besoins des familles des gendarmes pendant leur absence.<sup>134</sup> Les FDS, notamment les gendarmes, sont régulièrement accusées de violations graves des droits humains, notamment des exécutions extrajudiciaires. En outre, des cas de torture et de traitements inhumains ont été signalés, les forces de sécurité soumettant régulièrement des prisonniers et des suspects à des abus physiques et mentaux, notamment lors de confessions forcées. Des membres des forces armées, parfois ivres et hors service, ont également agressé des civils, mais ces incidents mènent rarement à des poursuites, en raison d'un manque de coopération des autorités policières.<sup>135</sup> De plus, les FDS ont été impliquées dans des incidents graves, notamment l'usage excessif de la force lors de manifestations, qui ont augmenté de 300 % entre 2021 et 2022, entraînant des décès.<sup>136</sup>

L'impunité reste un problème majeur, les forces de sécurité – armée, police et gendarmerie – échappant fréquemment aux poursuites, ce qui permet à ces abus de se perpétuer sans conséquence. Cependant, des initiatives pour rapprocher les FDS des communautés locales ont

montré des résultats positifs, comme la réduction de moitié des vols de bœufs dans les districts d'intervention des projets de consolidation de la paix entre 2018 et 2020, avec un taux de récupération des zébus volés atteignant 71,09 % en 2020.<sup>137</sup>

#### ► Autorités Locales

Les autorités locales et traditionnelles, y compris les fokontany, jouent un rôle crucial dans la résolution des conflits à Madagascar, en particulier dans les zones rurales où l'État est souvent peu présent. Les fokontany, qui sont les plus petites divisions administratives du pays, sont dirigés par des chefs qui constituent le premier niveau de gouvernance et de gestion des affaires communautaires. Les différentes études de la revue documentaire montrent qu'en cas de conflit, les populations se tournent en priorité vers ces autorités, juste après leur famille, pour chercher des solutions. Elles interviennent fréquemment pour prévenir et résoudre les conflits, qu'il s'agisse de litiges fonciers, de différends familiaux ou de tensions intercommunautaires. Leur approche privilégie la médiation et la réconciliation, utilisant des mécanismes traditionnels de justice, tels que les *dina* (pactes communautaires), qui visent à maintenir l'harmonie sociale, ou *fihavanana*. Les fokontany et les comités traditionnels jouent également un rôle essentiel dans la gestion de la violence, en mobilisant la communauté pour assurer et rétablir l'ordre.

#### ► La société civile

La société civile occupe un rôle central dans la surveillance des conflits, en se positionnant comme un lanceur d'alerte sur des questions sensibles telles que la corruption et les violations des droits humains. En outre, la société civile s'investit dans l'autonomisation des femmes et des jeunes, en les impliquant dans des dialogues inclusifs et des actions visant à renforcer la cohésion sociale, notamment pour prévenir les conflits autour des ressources naturelles, tout en œuvrant pour l'égalité des genres.<sup>138</sup> Ces efforts incluent des initiatives locales, notamment dans le sud du pays, où des groupes tels que les églises ont aidé à réduire la violence, bien qu'ils rencontrent des difficultés liées à leur capacité organisationnelle et à leur dépendance aux financements extérieurs.<sup>139</sup> De plus, son action est limitée par un contrôle étroit de l'État sur l'espace civique, ce qui réduit son impact.

L'implication croissante des OSC dans la promotion de l'égalité des genres et la lutte contre les VBG est notable, particulièrement dans les zones rurales où des associations de femmes militent pour l'accès à l'eau, au foncier et au crédit. Ces dernières années, le nombre de femmes participant aux réunions de la société civile a considérablement augmenté, les femmes représentant désormais plus de 30 % dans de nombreux espaces, alors qu'elles étaient beaucoup moins nombreuses auparavant. Des coalitions thématiques sur l'égalité des genres se sont formées depuis le lancement du forum Génération Égalité en juin 2021. Toutefois, la plupart des OSC, y compris celles axées sur l'autonomisation des femmes, font face à des difficultés structurelles, notamment un manque de financement stable, une dépendance à des projets ponctuels, et un dialogue souvent difficile avec les autorités locales. De plus, Le cadre légal régissant les OSC à Madagascar est relativement obsolète, fragmenté et imprécis sur des questions clés comme l'octroi de l'agrément ou le statut juridique des plateformes. Ces défis sont exacerbés par une perception négative de leur rôle par certaines autorités, qui considèrent leurs actions comme politiquement motivées plutôt que comme des efforts constructifs de plaidoyer.<sup>140</sup>

Une approche de masculinité positive peut aussi jouer un rôle clé dans la prévention des conflits, en encourageant les hommes et les garçons à reconsiderer les notions traditionnelles de masculinité et à adopter des comportements constructifs. En travaillant avec des modèles masculins positifs, il est possible de réduire la colère, la frustration et les comportements violents qui alimentent les conflits. Cette approche, en parallèle avec l'autonomisation des femmes, permettrait de renforcer la résilience des communautés et de promouvoir une paix durable.

#### ► **Les chefs religieux**

À Madagascar, les Églises ont été directement impliquées dans certains conflits violents tout en jouant le rôle d'artisans de la paix. Par exemple, en 2000, un conflit a éclaté entre l'Église protestante (FJKM) et l'un de ses chefs de congrégation.<sup>141</sup> Malgré ces incidents, les acteur·rice·s religieux à Madagascar ont souvent utilisé leur influence sociale, politique et culturelle pour promouvoir la paix pendant les conflits. Ce rôle est profondément enraciné dans la perception culturelle des chefs religieux en tant que « parents », considérés comme les gardiens de la stabilité sociale et de la paix. Les églises ont notamment participé à la médiation

des conflits pendant les périodes d'instabilité politique, comme en 1972, lorsqu'elles ont plaidé en faveur de réformes politiques pour maintenir la paix.<sup>142</sup> Les autorités religieuses, en particulier dans les contextes du christianisme et de l'islam, jouent un rôle important dans le renforcement des normes de genre patriarcales. Leur influence peut parfois consolider des structures sociales, qui perpétuent les inégalités entre les hommes et les femmes.

### ► Groupes politiques et élites économiques

Les conflits politiques entre les partis au pouvoir et l'opposition sont fréquents et peuvent dégénérer en violence, surtout pendant les périodes électorales. Les manipulations politiques et les conflits d'intérêts parmi les élites exacerbent les tensions dans les tentatives de contrôle de l'appareil étatique et la captation de rentes économiques.<sup>143</sup>

A Madagascar, élites politiques et élites économiques se confondent souvent : les grandes familles nobles, dirigeantes politiques ou d'entreprises, forment des alliances par les mariages, s'assurant ainsi de conserver leurs positions privilégiées et de garantir la transmission de leurs positions et /ou du pouvoir entre générations. L'endogamie est très prégnante, conduisant à une forte reproduction sociale. Les femmes dans ces classes sociales sont considérées comme des faire-valoir, à travers ces alliances, en tant que potentielle épouse issue d'une « bonne » famille qui propulserait le mari à une fonction ou à des ressources (réseau, financement, patrimoine), mais elles en tirent aussi partie en tant que bénéficiaires, car les "filles de" héritent d'un poste haut placé de dirigeante d'entreprise ou peuvent alors plus facilement accéder aux espaces politiques et de décision. Les oligarchies politico-économiques (y compris l'armée) ont toujours noué des alliances.<sup>144</sup> L'accès aux hautes fonctions, notamment la plus haute fonction de l'État, ne peut se faire sans l'appui des élites économiques qui appuient financièrement, légitiment le pouvoir et peuvent éventuellement contribuer à faire tomber ce pouvoir. Des membres de l'élite politique et économique du pays participeraient à des réseaux de trafic, notamment d'or et de bois de rose, et utiliseraient leur influence politique pour protéger les réseaux criminels et perturber les enquêtes.<sup>145</sup> Les normes culturelles justifient la hiérarchie sociale, qui serait héritée des ancêtres

et de Dieu et donc difficile à remettre en cause, malgré le fait que cette hiérarchie puisse contribuer à des dérives, abus, aux inégalités socioéconomiques et aux injustices. L'Etat et les autorités sont ainsi nommés *fanjakana*, dérivé du verbe *manjaka* ou régner. « Le fait d'entrer dans la sphère du Fanjakana engendre à son tour des alliances matrimoniales en chaîne qui cimentent une nouvelle oligarchie »<sup>146</sup>. Les autorités seraient considérées comme dépositaires du pouvoir de régner, il est alors mal vu de contester, du moins ouvertement, certaines pratiques de corruption, de prédatation et d'abus de pouvoir.

#### ► Réseaux de Trafic et de Contrebande

Des organisations criminelles impliquées dans le trafic de ressources naturelles, comme les bois et les pierres précieuses, et la contrebande d'espèces rares et protégées contribuent à l'instabilité.<sup>147</sup>

De plus, Madagascar est en train de devenir un centre de transit important pour l'héroïne et, dans une moindre mesure, pour la cocaïne. Cette évolution, largement due à sa position géographique, est facilitée par la corruption généralisée qui contribue à la protection des réseaux de traquants de drogue. Bien que la consommation d'héroïne à Madagascar soit plus faible que dans les îles voisines, elle a fortement augmenté, en particulier dans les zones urbaines comme Antananarivo et Nosy Be. Le cannabis, pour sa part, est largement consommé et cultivé dans le pays, et Madagascar sert de producteur et d'exportateur. Le commerce du cannabis semble contrôlé par de vastes réseaux criminels, qui se livrent souvent à d'autres activités illicites telles que le vol de bétail et le banditisme.<sup>148</sup>

Madagascar est aussi affecté par la traite des personnes, incluant le travail forcé et l'exploitation sexuelle des enfants, ce qui en fait à la fois un pays d'origine et de destination pour ces crimes. Les traquants exploitent des pratiques traditionnelles, comme les mariages arrangés et l'achat de mariées, pour piéger les filles dans la traite à des fins d'exploitation sexuelle.<sup>149</sup>



Le fokontany d'Ampasy inondé, la route est coupée au barrage de Dabaraha  
Menabe  
Crédit photo : © PBF/Ny Aina Andrianekena/2025

## 5. Cadre normatif et politique

### a. Au niveau régional<sup>150</sup>

Madagascar, en tant qu'État membre de l'Union Africaine (UA) et de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), a souscrit à plusieurs instruments internationaux et régionaux qui promeuvent l'égalité des sexes et l'inclusion des femmes dans les processus de paix et de sécurité.

Au niveau continental, Madagascar a adhéré aux principes directeurs de l'Union Africaine en matière d'égalité des sexes, tels qu'énoncés dans l'Acte constitutif de l'UA (2001). En outre, Madagascar a soutenu la Déclaration solennelle sur l'égalité des sexes en Afrique (2004) et la politique de l'UA en matière d'égalité des sexes (2009), affirmant ainsi son engagement envers l'égalité des genres sur le continent. Cependant, Madagascar n'est pas signataire du Protocole de Maputo (2003), qui fait partie de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, et promeut les droits des femmes et vise à assurer leur participation active dans la vie politique, sociale et économique. En juin 2017, la SADC a

adopté une stratégie régionale pour la paix et la sécurité des femmes, encourageant tous les pays membres, y compris Madagascar, à adhérer aux objectifs de la Résolution 1325 et à élaborer des Plans d'Actions Nationaux. Madagascar, bien qu'engagé dans ce processus, doit encore renforcer ses efforts pour une mise en œuvre effective de ces objectifs.

Madagascar a également accepté de prendre les mesures nécessaires pour prévenir les violations des droits humains, notamment celles qui touchent les femmes et les enfants, et de traduire en justice les auteur·rice·s de ces violations.

### b. Au niveau national

Madagascar a développé un cadre législatif et politique solide pour promouvoir l'égalité des sexes et protéger les droits des femmes, en se basant sur plusieurs initiatives nationales et internationales. La Constitution de 2010, la loi nationale sur la politique de la jeunesse (2014-2015), la Politique Nationale de Protection Sociale (NSPP 2015-2030), la Stratégie Nationale de Lutte contre la Violence Sexiste (SNL VBG 2017-2024), la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS 2019-2023), la Stratégie Nationale de Lutte contre le Mariage des Enfants (2017-2024), le Plan stratégique national sur le mariage d'enfants (2018-2024) ainsi que la Stratégie sur le Genre et les Élections (2015-2020), constituent les principaux cadres nationaux visant à intégrer une perspective sexospécifique et à protéger les femmes. Madagascar est en cours d'élaboration de sa Politique Nationale pour l'Égalité Femmes-Hommes (PNEFH 2025-2035). Des étapes importantes, telles que l'élaboration de l'Analyse Situationnelle de l'Égalité Femmes-Hommes (AS-EFH) et l'organisation de consultations régionales et nationales, ont déjà été réalisées dans le but de finaliser cette politique.

Le Plan d'Action National Malagasy pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (2022-2027) est un autre pilier essentiel dans cette stratégie. Ce plan quinquennal vise à garantir la paix, la sécurité et la dignité pour tous, en mettant l'accent sur la promotion des femmes en tant qu'actrices de la paix. Il s'articule autour de quatre piliers : Participation, Prévention, Protection, et Secours et Relèvement. Il a pour objectif de renforcer la participation des femmes, de prévenir la violence à leur égard, de protéger leurs

droits, et de soutenir leur relèvement après les conflits.<sup>151</sup> Néanmoins, ce Plan ne dispose pas encore d'un budget dédié, ni d'une stratégie permettant sa mise en œuvre systématique par l'ensemble des parties prenantes concernées. Enfin, une politique sur l'égalité des sexes est également en cours d'élaboration.

Malgré ces cadres institutionnels robustes, plusieurs défis persistent. Le pays a réalisé des progrès notables dans la consolidation de l'État de droit, l'accès à l'information publique, la législation contre les violences faites aux femmes, et la représentation de l'égalité entre les sexes, comme en témoignent les améliorations de l'indice Mo Ibrahim entre 2008 et 2017. En pratique, l'État malgache fait face à des limitations en raison de moyens humains, techniques, financiers et budgétaires insuffisants, ce qui entrave la pleine mise en œuvre de ses missions.<sup>152</sup>

Le cadre normatif présente encore des lacunes qui, combinées à certaines pratiques coutumières, entravent l'autonomisation des femmes. Par exemple, la loi de 2007 relative au mariage et aux régimes matrimoniaux continue de désigner automatiquement l'homme comme chef de famille, renforçant ainsi les inégalités de pouvoir au sein du foyer. Bien que cette même loi interdise le mariage des enfants, elle comporte des clauses qui permettent des exceptions, affaiblissant ainsi la protection des droits des filles. De plus, dans certaines régions du Sud, l'accès à la terre reste largement dominé par les hommes. Malgré les droits légaux des femmes à la propriété, ces droits sont souvent subordonnés à des pratiques coutumières qui favorisent systématiquement les hommes, limitant ainsi l'accès des femmes à des ressources cruciales pour leur autonomisation économique. Le Parlement malgache a adopté une loi controversée autorisant la castration chimique ou chirurgicale des violeurs d'enfants, une mesure soutenue par certains activistes pour enrayer la « culture du viol » dans le pays, mais critiquée par des organisations de défense des droits humains.<sup>153</sup>

## 6. Sensibilité au genre des mécanismes de réponse et de protection

Les impacts humanitaires du conflit sur les femmes et les filles à Madagascar sont sévères, exacerbés par les VBG ainsi que par les crises économiques et alimentaires. Bien que des réponses humanitaires sensibles au genre existent, elles nécessitent un renforcement significatif pour garantir une protection adéquate et promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles.

### ► Représentation des femmes dans les forces de sécurité<sup>154</sup>

À Madagascar, l'intégration des femmes dans les forces de maintien de la paix et de maintien de l'ordre reste limitée. Bien que la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) recommande un taux de 30 % de femmes dans le secteur de la sécurité, Madagascar est encore loin d'atteindre cet objectif. La participation des femmes dans l'armée malgache reste extrêmement faible, faisant de Madagascar l'un des pays de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) avec la plus faible proportion de femmes dans les forces de défense. En effet, seulement 0,1 % des effectifs militaires sont composés de femmes, reflétant la nature historiquement dominée par les hommes de cette institution. L'accès des femmes aux postes militaires a longtemps été restreint, et même la nomination d'une femme au poste de ministre de la Défense en 2007 a suscité de vives controverses, entraînant finalement son éviction en 2009. Cependant, des réformes récentes visent à accroître la présence féminine dans ce secteur. En 2011, un quota a été instauré, réservant six places pour les femmes sur les 60 postes disponibles à l'académie militaire.

Des progrès ont aussi été réalisés dans l'intégration de la dimension de genre au sein de la Gendarmerie Nationale, où une politique d'égalité de traitement sans distinction de sexe est appliquée. Cependant, l'adoption d'un système de quotas, visant un recrutement de 15 à 20 % de femmes pour chaque poste budgétaire, n'a pas encore été concrétisée. Actuellement, les femmes représentent environ 4 % de la main-d'œuvre totale de la gendarmerie nationale, bien que la politique de recrutement fixe à 10 % le nombre de femmes recrutées, une directive qui n'est pas strictement appliquée.

En ce qui concerne la police nationale, bien que la loi n° 96-026 du 4 octobre 1996 stipule qu'il ne doit y avoir aucune discrimination basée sur le sexe et prévoit des dispositions spécifiques pour les femmes, celles-ci restent sous-représentées, avec un taux de 10 % en 2019, en légère baisse par rapport à 2016 où il était de 12 %.



La police nationale dispose depuis 2017 de deux brigades féminines de proximité<sup>155</sup>, composée exclusivement de femmes policières, avec pour mission la prévention des VBG, particulièrement les abus sexuels sur mineurs et l'accompagnement des victimes. Cependant, ces brigades ne couvrent actuellement que la capitale Antananarivo et Toliara en région Atsimo Andrefana et leur mission se concentre sur des actions de sensibilisation.

#### ► **Intégration du genre dans la réponse aux conflits et à l'insécurité**

L'intégration de la question du genre dans la réponse aux conflits et à l'insécurité à Madagascar reste largement absente des politiques de sécurisation menées par l'État, que ce soit face aux conflits liés aux *dahalo* ou à la délinquance urbaine. Les acteurs impliqués dans ces conflits, tant du côté des perpétrateur·rice·s (*dahalo*, délinquants) que du côté des forces de l'État (autorités locales, politiques, forces armées), sont majoritairement masculins, et les problématiques de genre sont rarement abordées. Cette négligence empêche la mise en place de mécanismes qui pourraient mieux répondre aux besoins spécifiques des femmes et autres groupes marginalisés. Bien que certaines initiatives récentes de consolidation de la paix prennent en compte la dimension genre et l'inclusion des jeunes, en l'absence d'une architecture

systémique sensible au genre, ces initiatives, bien qu'importantes, ne produisent que des résultats limités et à petite échelle. De plus, il existe un risque de renforcer des stéréotypes genrés en incluant les femmes dans la résolution des conflits, où elles sont souvent perçues comme plus aptes à apaiser les tensions : un rôle qui, bien que potentiellement bénéfique, perpétue des idées restrictives sur leurs compétences.

Cette carence se reflète également dans d'autres approches, notamment celles liées à des facteurs de conflits grandissants comme le changement climatique et à la gestion des ressources naturelles, où une analyse a déterminé que moins de 5 % des études actuelles considèrent l'impact de l'implication des femmes sur la conservation.<sup>156</sup> Le manque de prise en compte de la dimension genre dans ces politiques peut donc entraîner des résultats inefficaces, voire l'exclusion des femmes, pourtant souvent gestionnaires de certaines ressources.

Enfin, les besoins et la participation des groupes LGBTQI+ ou des personnes en situation de handicap ne semblent généralement pas pris en compte. Ce constat a été confirmé pour les districts d'Anjozorobe, en région Analamanga, lors de la phase de consultations locales.<sup>157</sup>

### ► Réponse aux VBG

Les réponses aux violences basées sur le genre sont confrontées à de nombreux défis. Par exemple, une enquête a révélé que les mécanismes de signalement étaient absents pour 28 % des répondantes et que les services de confiance et abris sûrs pour les femmes et les filles manquaient. De plus, bien que Madagascar dispose d'une ligne verte pour les signalements, son fonctionnement est limité, comme en témoigne le fait que seulement 23 589 appels sur 41 142 ont été pris en charge en février 2021.<sup>158</sup>

Une étude dans six villes (Antananarivo, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Nosy Be et Toliara) a montré que 4,5 % des femmes qui ont signalé des violences ont été considérées comme fautives. La peur des représailles, la méconnaissance du système de signalement et les menaces de l'auteur·rice découragent souvent les survivantes de signaler les violences ou d'entamer des procédures judiciaires. Le manque de ressources financières empêche également les survivantes de poursuivre les auteur·rice·s en justice. Souvent, les parents des survivantes, en

particulier les mineures, privilégident les arrangements informels, plutôt que de procéder à des poursuites judiciaires, ce qui perpétue l'impunité.<sup>159</sup>

Au niveau institutionnel, des défis persistants entravent la prise en charge efficace des survivantes de violences. Le manque de ressources humaines qualifiées, la rotation fréquente du personnel, ainsi que le manque de ressources financières et d'appui technique compromettent la qualité des services psychosociaux, judiciaires et médicaux disponibles pour les survivantes.

### ► Défis des mécanismes communautaires

Les mécanismes communautaires, bien qu'établis pour limiter et résoudre les conflits au sein des communautés, tendent parfois à minimiser les violences et à encourager les victimes à se résigner pour éviter les tensions. Les leader·euse·s traditionnel·les, garants de ces mécanismes, favorisent souvent les personnes au statut élevé, renforçant ainsi l'infériorité des femmes et les pressant de se conformer aux rôles traditionnels, notamment celui de « bonne épouse » dédiée au bien-être de son mari et de la famille.

Pourtant, ces mécanismes communautaires disposent aussi de certains atouts : leur ancrage local, leur accessibilité immédiate, leur faible coût et leur légitimité culturelle favorisent un recours rapide et socialement accepté en cas de conflit. Dans plusieurs localités, comme dans le Menabe ou Atsimo Atsinanana, leur proximité géographique et leur capacité à résoudre les conflits, en maintenant l'harmonie sociale, leur confèrent une pertinence que les services judiciaires formels ne parviennent pas à égaler.

De plus, une grande méfiance à l'égard des services étatiques existe au sein des communautés, qui perçoivent ces services comme générant plus de problèmes que de solutions. Les obstacles incluent les coûts financiers, l'éloignement physique des services, et l'incompatibilité perçue de ces services avec les valeurs communautaires. Les solutions judiciaires, telles que l'emprisonnement des auteur·rice·s de violences, sont souvent vues comme déstabilisantes pour la solidarité communautaire, entraînant des tensions et des vengeances potentielles, et ne répondant pas aux besoins matériels et sécuritaires des communautés.<sup>160</sup>

Si les mécanismes communautaires demeurent des leviers incontournables de gestion des conflits dans les zones rurales, leur efficacité dépend largement de leur capacité à évoluer vers une gouvernance plus inclusive. Des signes d'ouverture apparaissent. À Ambatondrazaka, certaines femmes sont membres de comités comme les *loharano* (source d'eau) au niveau des *fokontany*. L'une d'elles rapporte toutefois des actes d'intimidation pour son engagement, illustrant les tensions sociales que leur participation peut susciter. En région Analamanga, à Anjozorobe, un comité local compte 10 membres dont 5 femmes. Leurs rôles couvrent la gestion des conflits, y compris les cas liés au *dina*, et la promotion des droits des femmes et des enfants. Si ces exemples témoignent d'avancées concrètes, la pérennité de ces expériences, leur ancrage local durable et leur potentiel de réPLICATION à plus large échelle restent à observer, documenter et renforcer.

#### ► **Intégration du genre dans la réponse humanitaire**

Au niveau national, Madagascar a mis en place plusieurs cadres politiques visant à intégrer la dimension de genre dans les interventions humanitaires. La Politique Nationale de l'Égalité des Genres inclut des mesures spécifiques pour sensibiliser et former les acteur·rice·s humanitaires sur la prise en compte du genre dans les situations d'urgence. De plus, le Plan d'Action National sur les Femmes, la Paix et la Sécurité (2022-2027) vise à accroître la participation des femmes dans les processus de paix et de sécurité, tout en cherchant à réduire la violence à leur égard durant les crises. Les systèmes d'alerte précoce, tels que le Système d'Alerte Précoce (SAP), sont utilisés pour anticiper et répondre rapidement aux urgences humanitaires dans les régions à risque.

Il est difficile de suivre et de classer les actions liées au genre par les acteur·rice·s de la gestion des risques et des catastrophes (GRC) à Madagascar, car ces interventions peuvent être confondues avec des actions de protection sociale ou de genre. Bien que le concept de genre soit théoriquement compris, sa mise en pratique reste floue et difficile à concrétiser.<sup>161</sup>



# PERCEPTIONS DE LA PAIX ET FEMMES ACTRICES DANS CINQ RÉGIONS

## 1. Perceptions locales de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale

Les éléments présentés ici sont issus d'une synthèse des consultations locales menées dans cinq régions de Madagascar : Alaotra Mangoro, Analamanga, Atsimo-Andrefana, Atsimo Atsinanana et Menabe. Ces enquêtes ont permis de recueillir des perceptions communautaires riches et nuancées sur la paix, la sécurité et la cohésion sociale. Ces perceptions offrent un éclairage essentiel sur les représentations ancrées dans les réalités locales, en particulier celles des femmes, et révèlent que la paix, dans ces contextes, va bien au-delà de l'absence de conflit.

Les perceptions de la paix sont multiples et profondément enracinées dans la vie quotidienne des communautés. Loin de se limiter à l'absence de conflit armé, la paix est décrite comme un état de stabilité globale, en lien direct avec les dimensions de la sécurité humaine : intégrant sécurité économique, alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle, communautaire et politique. Pour beaucoup, la paix signifie avant tout la stabilité économique – c'est-à-dire la capacité à générer un revenu régulier et à répondre aux besoins de base. La sécurité alimentaire est également centrale : avoir suffisamment de nourriture pour sa famille est perçu comme un indicateur fondamental de bien-être et une base essentielle de la paix sociale. Comme le dit un habitant d'Ambatondrazaka, « Pour moi, le bonheur, c'est avoir de quoi manger et dormir paisiblement avec la famille ».<sup>162</sup>

La paix est aussi associée à l'harmonie familiale et communautaire. Une famille unie, protégée des violences et du stress quotidien, incarne un idéal de stabilité. Pour d'autres, la foi religieuse et la sérénité intérieure jouent un rôle déterminant : prier, être en paix avec soi-même, et sentir une forme de protection spirituelle sont considérés comme des dimensions essentielles de la paix.

Les femmes, particulièrement vulnérables aux effets des crises, expriment des priorités spécifiques. Leur conception de la paix inclut la sécurité physique, la lutte contre les violences basées sur le genre, l'accès équitable aux ressources (notamment foncières) et la reconnaissance de leurs droits. Pour beaucoup, la paix ne peut exister sans justice sociale, équité et inclusion réelle dans les espaces de décision.

Ces aspirations s'inscrivent dans un cadre culturel fortement imprégné par l'esprit du *fihavanana* – bien qu'il ne soit pas toujours nommé tel quel. Cette notion malgache de solidarité, d'entraide, de respect mutuel et de cohésion communautaire structure profondément les représentations locales de la paix. Lors des enquêtes de terrain, un chef religieux du *fokontany* Ambohitsaratany a ainsi souligné : « Nous avançons ensemble, main dans la main, et nous partageons les fardeaux sur nos épaules ».<sup>163</sup> Le vivre-ensemble, l'entraide entre voisin·e·s, ou encore les initiatives communautaires spontanées en contexte de crise témoignent de la centralité de ces valeurs collectives.

Enfin, les aspirations à la paix se retrouvent dans toutes les tranches d'âge, bien qu'elles s'expriment différemment. Les jeunes souhaitent vivre dans un environnement sûr, accéder à l'éducation et à des opportunités économiques.

La mobilisation menée par les jeunes en septembre et octobre 2025 semble marquer une évolution significative dans la conception de la paix, notamment chez les jeunes urbains, éduqués et très connectés aux réseaux sociaux — la Génération Z. Pour cette génération, le respect des droits humains constitue une composante essentielle, non négociable, de la dignité et de la justice, piliers fondamentaux de la paix. Les droits humains sont perçus comme intangibles et inaliénables : leur déni ou leur non-respect appelle une sanction et légitime les revendications et la lutte des jeunes, y compris leur demande de rupture avec un régime considéré comme peu enclin à respecter ces droits.

Ce constat se retrouve également dans l'étude anthropo-sociologique du projet *LANDJA*.<sup>164</sup> Les jeunes y démontrent une connaissance approfondie de leurs droits et expriment un besoin fort de reconnaissance et de respect. Ils se sont approprié cette approche et l'utilisent comme base argumentative pour réclamer un meilleur accès à la justice, une participation accrue aux décisions, la reconnaissance de leurs voix, ainsi qu'une redevabilité plus forte des autorités. Cette vision alimente chez les jeunes de la Gen Z une volonté de réforme profonde de la gouvernance et du système politique en place. Beaucoup promeuvent un changement des mentalités, notamment par l'éducation civique et l'éducation aux droits humains. En contraste, les générations plus âgées, particulièrement dans les zones rurales, manifestent souvent une réticence vis-à-vis des droits humains, qu'elles perçoivent comme un concept étranger à la culture malgache, imposé de l'extérieur.

Les adultes insistent sur la stabilité familiale et sociale, et les aîné·e·s soulignent l'importance de transmettre les valeurs de paix aux générations futures.

Lors d'un focus group avec l'Association des Femmes Handicapées à Madagascar, les femmes ont partagé leur vision de la paix : « *La paix, c'est quand les femmes handicapées ne sont plus exclues, quand on peut vivre sans peur ni violence* ».<sup>165</sup> Ces différentes voix convergent autour d'une exigence commune : celle de faire de la paix une réalité tangible, partagée et inclusive.

## **2. Rôles et initiatives des femmes dans les dynamiques locales de paix**

Les consultations menées dans les cinq régions révèlent une perception différenciée des rôles des femmes et des hommes dans la construction et le maintien de la paix. Si les femmes sont largement reconnues par les communautés pour leur capacité à préserver l'harmonie familiale, apaiser les tensions et jouer un rôle de médiateuses dans les conflits du quotidien, elles restent toutefois marginalisées dans les processus décisionnels formels. Leur participation aux instances de gouvernance locale est souvent limitée par des structures sociales et coutumières profondément ancrées, malgré une volonté clairement exprimée de contribuer activement à la réconciliation, à la prévention des conflits et à la vie politique locale.

Dans certaines zones, une complémentarité des rôles entre hommes et femmes est évoquée. Les femmes seraient plus investies dans les dynamiques relationnelles et la médiation familiale, tandis que les hommes interviendraient dans les espaces publics ou institutionnels. Toutefois, cette répartition, si elle peut être perçue comme équilibrée dans certains contextes, traduit le plus souvent une hiérarchisation des rôles où la parole et le pouvoir des femmes restent limités. L'invocation de la Résolution 1325 des Nations Unies par des acteur·rice·s locaux·les témoigne néanmoins d'une prise de conscience croissante du rôle crucial que les femmes peuvent jouer dans la prévention et le règlement des conflits.

Les témoignages issus des consultations montrent aussi que les aspirations des femmes sont fortes : elles souhaitent être reconnues comme actrices à part entière de la paix, non seulement dans la sphère familiale, mais aussi dans la gouvernance communautaire et politique. Elles expriment le besoin de participer aux prises de décisions, de contribuer à la stabilité sociale, et d'être associées aux processus de réconciliation locale.

Malgré les obstacles culturels et sociaux, les femmes à Madagascar jouent des rôles essentiels dans la promotion de la paix et la gestion des conflits, tant au niveau formel qu'informel. Leurs contributions, souvent invisibles ou sous-estimées, sont pourtant cruciales pour maintenir la

cohésion sociale et prévenir l'escalade des conflits. Dans la région d'Atsimo Atsinanana, par exemple, les femmes participent activement à des médiations informelles pour résoudre les tensions au sein de leurs familles et communautés.<sup>166</sup>

Ces interventions permettent de désamorcer de nombreux conflits avant qu'ils ne prennent une ampleur plus grave.

À Atsimo-Andrefana, certaines femmes âgées sont considérées comme des conseillères respectées dans les conflits fonciers familiaux.

Par ailleurs, cette même région abrite des structures comme le Réseau de Protection Sociale (RPS) et l'association FI.MPI.TE.FA.B.A, qui offrent des espaces d'entraide et de soutien mutuel entre femmes et jeunes.<sup>167</sup> À Anjozorobe (Analamanga), les femmes sont perçues comme particulièrement sensibles aux tensions sociales et davantage impliquées dans leur résolution. Bien qu'elles soient exclues des structures formelles de résolution des conflits telles que le comité *dina be* composé exclusivement d'hommes, elles sont actives en soutien logistique aux actions de sécurité menées par les hommes, comme la préparation des repas et des affaires, avant les traques de zébus volés. Mais au-delà de ce soutien, elles jouent également un rôle important dans la gestion des conflits familiaux et communautaires.<sup>168</sup>

Ces avancées restent toutefois freinées par de fortes résistances culturelles, sexistes et sociales. Dans certaines localités, les femmes subissent des discours dévalorisants ou sont écartées des décisions importantes sous prétexte que « les affaires sérieuses » relèveraient des hommes. La prise de parole féminine en réunion est parfois moquée ou ignorée, et des normes coutumières persistent pour réservier les espaces



décisionnels aux hommes mariés ou âgés. Ces résistances s'expriment aussi à travers le contrôle social informel, plus difficile à dénoncer que des interdictions explicites, et par la solidité des réseaux masculins de pouvoir qui marginalisent les voix des femmes.

Face à ces obstacles, les femmes développent des stratégies multiples pour contourner les blocages. Elles s'appuient sur le tissu associatif local pour renforcer leurs compétences et créer des réseaux de solidarité capables de peser collectivement. Elles investissent les espaces informels (marchés, groupes religieux, associations communautaires, etc.) pour initier des discussions et influencer indirectement les décisions prises dans les arènes formelles. Certaines s'appuient sur des alliés masculins, qu'ils soient membres de la famille ou leaders communautaires, pour négocier leur participation. D'autres utilisent des mandats techniques (santé, éducation, environnement) comme leviers pour élargir progressivement leur rôle dans la gouvernance locale.

Sur les territoires des consultations locales, des signaux encourageants montrent que les femmes prennent une place croissante dans les dynamiques locales de leadership et de gouvernance communautaire. À travers des engagements individuels comme des initiatives collectives, elles investissent progressivement les espaces de décision, souvent depuis des points d'ancrage associatifs ou communautaires. À Anjozorobe, la Présidente du Tribunal Terrier Ambulant organise des campagnes de sensibilisation et des formations destinées à soutenir les femmes en situation de précarité, tout en jouant un rôle central dans la régulation foncière à travers des structures communautaires.<sup>169</sup>

Le tissu associatif joue un rôle essentiel dans cette dynamique. À Atsimo-Andrefana, des réseaux structurés tels que FI.MPI.TE.FA.B.A. et les réseaux de protection sociale assurent des fonctions de médiation, d'entraide et de gestion communautaire des conflits.<sup>170</sup> À Ambatondrazaka, en l'absence de programmes institutionnels spécifiques, ce sont des organisations de la société civile comme les Jeunes Paires Éducateurs ou l'Association JEA qui portent les efforts de renforcement du leadership féminin. Parallèlement, plusieurs femmes y accèdent à des fonctions stratégiques : Préfète, Conseillère municipale, Cheffe de brigade de gendarmerie ou de quartier, illustrant une percée réelle dans les structures de gouvernance.<sup>171</sup> Enfin, à Vangaindrano, une femme élue Maire constitue un exemple fort de leadership en contexte rural. Malgré

les résistances culturelles et les propos sexistes qu'elle subit, elle dirige également un centre de santé de base.<sup>172</sup>

Les femmes sont traditionnellement exclues des rituels de paix dans le sud de Madagascar, notamment ceux impliquant le sacrifice rituel d'un zébu pour sceller la fin d'un conflit. Dans ces cérémonies, les parties impliquées, qu'il s'agisse de clans, d'ethnies, de villages ou d'individus, boivent un mélange de sang et de lait comme symbole d'un engagement sacré à cesser les violences. Ce serment est inviolable : le rompre constitue un sacrilège majeur. Bien que les projets de consolidation de la paix aient permis aux femmes d'assister à ces rituels, elles restent exclues du geste central : boire le mélange et prêter serment. La parole et l'engagement formel demeurent l'apanage des hommes.

Pourtant, une dynamique d'évolution s'observe à travers plusieurs initiatives. Dans certaines communautés, les hommes consultent discrètement leurs épouses avant les décisions majeures prises lors des réunions masculines (*fitolaha*), montrant une influence féminine indirecte mais réelle.<sup>173</sup> D'autres projets, comme celui mis en œuvre dans le massif d'Andriary<sup>174</sup>, reconnaissent la place des « *Reny ampela* », femmes âgées respectées, et leur rôle dans les mécanismes sociaux de résolution de conflit, bien que limité. Dans le cadre du projet REAP<sup>175</sup>, les femmes issues des communautés migrantes et des communautés hôtes ont joué un rôle déterminant dans la réduction des tensions intercommunautaires dans la région de Menabe, à l'ouest de Madagascar. Face aux frictions entre les migrants du sud et les populations locales, ce sont les femmes qui ont initié les premiers dialogues dans des espaces informels exclusivement féminins. Ces échanges leur ont permis de reconnaître des points de convergence, de dépasser les clivages identitaires, et de tisser des liens de solidarité. Le projet leur a offert un appui structurant pour aller plus loin : mise en place d'activités génératrices de revenus partagées, comme des pépinières communautaires, mais aussi co-gestion de ressources vitales telles que l'eau ou la forêt. Ces dispositifs ont contribué à ancrer la paix par le développement économique et la co-responsabilité environnementale. Des espaces d'échange formels et réguliers ont également été institués, renforçant leur rôle de médiatrices au sein de leurs communautés respectives.

# RECOMMANDATIONS IDENTIFIÉES



Malgré les efforts considérables pour comprendre les dynamiques de genre dans le contexte des conflits à Madagascar, plusieurs lacunes persistent dans les analyses existantes. Ces lacunes limitent la capacité à développer des interventions efficaces et à promouvoir une approche réellement sensible au genre. Les principales lacunes et recommandations identifiées sont les suivantes :

## 1. Lacunes et recommandations méthodologiques

**Insuffisance des données désagrégées** : Les analyses actuelles manquent souvent de données désagrégées par sexe, âge et situation de handicap, rendant difficile l'évaluation précise des impacts des conflits

sur différents groupes de la population. Cette absence de données spécifiques empêche une compréhension fine des besoins distincts des femmes, des hommes, des filles et des garçons, ainsi que des autres groupes vulnérables tels que les personnes en situation de handicap et les minorités de genre.

Les analyses de genre à Madagascar se concentrent principalement sur les femmes et les filles, en négligeant souvent les expériences des minorités de genre, des personnes LGBTQI+ et des personnes en situation de handicap. Ces groupes sont pourtant particulièrement vulnérables dans les contextes de conflit, et leur marginalisation continue dans les analyses empêche de développer des réponses adaptées à leurs besoins spécifiques.

Ces carences ont été confirmée par les équipes d'enquête lors des consultations locales, qui ont souligné la difficulté de capturer les vulnérabilités spécifiques des femmes, des hommes, des filles et des garçons, ainsi que des personnes en situation de handicap ou issues de minorités de genre. Les consultations ont démontré que ces groupes vivent des réalités de conflit radicalement différentes, invisibilisées par les outils analytiques standards. On notera que seul un des cinq groupes a pu collecter des informations sur les populations LGBTQI+. Il est donc essentiel d'approfondir les approches intersectionnelles et inclusives dans les futurs dispositifs de collecte et d'analyse. En complément, il conviendra de renforcer les capacités des équipes de terrain à la collecte de données sensibles au genre et à l'intersectionnalité, d'adapter les outils méthodologiques à la diversité des profils sociaux, et de garantir la participation active des groupes marginalisés dans la conception des analyses, tout en veillant à la confidentialité, à la sécurité des répondants et à l'éthique dans le traitement des données sensibles. Une revue périodique des outils devra également être mise en place, afin d'identifier et corriger les biais genrés ou normatifs qui limitent la prise en compte de certaines expériences de conflit.

**Manque de précision sur les dynamiques régionales** : Madagascar est caractérisé par une grande diversité culturelle, socio-économique et environnementale. La diversité des contextes régionaux a été confirmée tant par la revue documentaire que de façon empirique lors des consultations locales. Les récits recueillis dans les cinq régions ciblées révèlent des dynamiques de conflit, des normes culturelles et sociales,



Focus group avec les femmes de Marofatsy, région Atsimo Atsinanana

Crédit Photo ©PBF/ Manajainaina RANDRIAMANARINTSOA, Francesca DANY  
RASAMIARISOA, Jaspierre Toavina John SOLOFOHANITRA, Koloina Midiliana  
RAMAMONJISOA, Raissa Ianja ANDRIANJATOVO / 2025

et des obstacles à la participation des femmes très différenciés selon les territoires. À titre d'exemple, la perception de la paix à Ambatondrazaka repose sur la stabilité économique, tandis qu'à Betioky, c'est la faim qui structure les tensions sociales. Ces éléments plaident pour l'adoption systématique d'une approche territorialisée et pour le développement d'analyses différencierées par région, associant autorités locales, OSC régionales, leaders traditionnels et femmes leaders à la co-construction et validation des diagnostics, afin de garantir leur pertinence contextuelle et d'intégrer les spécificités ethniques, économiques, environnementales et coutumières.

**Nécessité d'une analyse régionale et différenciée des conflits et de leurs dynamiques genres :** Lors de la revue documentaire, l'une des principales lacunes identifiées portait sur l'absence d'analyses différencierées par région, en lien avec les typologies de conflit, les normes sociales, les formes de gouvernance coutumière et les obstacles spécifiques à l'égalité des genres. La diversité culturelle, socio-économique et écologique du pays implique pourtant que les conflits – et les façons dont

ils affectent les femmes et les hommes – ne peuvent être appréhendés de manière uniforme à l'échelle nationale.

Les consultations participatives menées dans cinq régions (Analamanga, Atsimo-Andrefana, Atsimo-Atsinanana, Alaotra Mangoro, Menabe) ont permis d'engager une première réponse à cette lacune. Elles ont fourni des éléments qualitatifs précieux sur les formes de conflits les plus prégnantes, les normes de genre en vigueur, les mécanismes communautaires de régulation et les aspirations à la paix propres à chaque territoire. Ces apports permettent désormais de mieux saisir les spécificités régionales et de commencer à différencier les dynamiques de genre à l'échelle infranationale.

Néanmoins, cette réponse reste partielle : les cinq régions couvertes n'épuisent pas la diversité du pays, et les matériaux produits demeurent hétérogènes selon les zones. Certaines dimensions clés – telles que les variations dans l'application du droit coutumier, les formes d'exclusion politique ou foncière des femmes, ou encore la perception des institutions étatiques – mériteraient d'être approfondies à travers une enquête systématique couvrant l'ensemble des régions. De plus, une articulation plus poussée entre les données qualitatives issues des consultations et les systèmes d'information existants (statistiques locales, bases INSTAT, données du BNGRC ou de la Gendarmerie) renforcerait la capacité de suivi et d'analyse différenciée des conflits à Madagascar. Cela suppose de concevoir des outils de collecte standardisés mais adaptables, pour garantir la comparabilité des données entre régions tout en tenant compte des spécificités locales (langue, structure sociale, type de conflit, etc.), et de mettre en place une base de données centralisée regroupant les informations issues des consultations régionales croisées avec les statistiques officielles, afin de faciliter le suivi temporel et territorial des conflits sensibles au genre.

**Absence d'études longitudinales :** Les témoignages récoltés illustrent des changements progressifs dans les rôles sociaux des femmes, notamment dans certaines zones rurales, mais il est difficile d'en apprécier la portée et la durabilité sans données dans le temps. Les études existantes font généralement état d'une situation à un moment précis et se concentrent sur des zones géographiques précises, ce qui limite la compréhension des changements dans les rôles de genre et des impacts des interventions au fil du temps et des leviers qui peuvent les activer. Cependant, ce

type d'étude nécessite des ressources considérables et un engagement à long terme pour lesquels un ancrage au sein des structures institutionnelles et gouvernementales seraient préférables.

### **Limites dans l'évaluation des politiques et programmes et de leur**

**sensibilité au genre** : Bien que certaines politiques et programmes visent à intégrer une perspective de genre, la mise en œuvre reste parfois en retrait et les évaluations ne sont pas toujours présentes. Il manque des analyses approfondies sur l'efficacité de ces initiatives, en particulier sur leur capacité à transformer les normes de genre et à réduire les inégalités dans le temps.

Malgré les efforts entrepris pour l'intégration des femmes dans des rôles traditionnellement masculins et la promotion de l'égalité de genre, il existe des défis évidents. Les initiatives actuelles restent fragmentées, et une analyse approfondie des raisons de ces échecs serait essentielle pour obtenir des résultats plus significatifs. De plus, explorer des exemples concrets ou des études de cas sur la manière dont ces stéréotypes se manifestent dans la pratique pourrait enrichir la réflexion et fournir des pistes d'intervention plus ciblées.

Il conviendrait également d'intégrer dans les systèmes de suivi-évaluation des indicateurs spécifiques mesurant non seulement la participation des femmes, mais aussi la transformation des normes de genre, par exemple le partage des rôles décisionnels, l'évolution des perceptions sur la place des femmes ou les changements dans les pratiques coutumières, afin de dépasser la seule mesure de présence et d'évaluer le changement structurel.

Il serait notamment nécessaire d'évaluer l'impact des stratégies de sécurisation et de pacification sur les femmes et d'identifier comment elles peuvent être mieux intégrées aux initiatives de paix et sécurité. Cela implique également d'analyser les obstacles à leur participation, qu'ils soient culturels, institutionnels ou liés à la sécurité, et de définir des mesures concrètes pour renforcer leur implication dans ces processus. Des études pourraient être menées pour comprendre les obstacles à la participation des femmes dans les processus de sécurisation, et proposer des stratégies pour accroître leur implication.

## 2. Recommandations thématiques

La revue documentaire comportait finalement peu d'analyses des conflits à Madagascar. La majorité des documents se concentre sur les dynamiques de genre, mais peu d'entre eux abordent spécifiquement la typologie, les causes, et les acteur·rice·s des conflits de manière systématique. Cela limite la compréhension globale des conflits, de leurs impacts sur les différentes communautés et des leviers de prévention, notamment par le biais de la participation des femmes.

Il serait important de mieux comprendre l'impact différencié de la corruption, de l'accaparement des terres, de l'extraction minière, des trafics, de la criminalité, et du changement climatique sur les femmes et les hommes. Il est essentiel de mener des études approfondies qui explorent comment ces facteurs exacerbent les inégalités de genre, notamment en marginalisant davantage les femmes dans l'accès aux ressources naturelles, économiques et politiques. Ces analyses doivent inclure l'identification des mécanismes par lesquels les femmes peuvent être impliquées dans la prévention et la gestion des conflits liés à ces facteurs, tout en proposant des solutions spécifiques pour renforcer leur résilience face à ces menaces. Les points d'entrée ci-dessous ont été identifiés pour chacune des typologies de conflits.

Les consultations locales menées dans cinq régions ont partiellement comblé ce vide et permis de continuer à nuancer les quatre grandes catégories de conflits en fonction des territoires, avec des enjeux générés transversaux. Parmi les points communs qui en ressortent, on note :

- **Conflits liés à l'insécurité** : Les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables face aux violences, aux pertes de ressources et à la mobilité restreinte. Les hommes, en revanche, peuvent être mobilisés comme alliés dans des stratégies de prévention basées sur les masculinités positives.
- **Conflits fonciers et communautaires** : Les droits fonciers des femmes restent entravés par des normes coutumières et des pratiques discriminantes. Leur inclusion dans les mécanismes de médiation (ex. *dina*) demeure limitée, malgré leur rôle actif dans la gestion des tensions.



Jeunes filles unies, solidaires, elles ont des rêves à partager  
Atsimo Atsinanana  
Crédit Photo ©PBF/ Manajainaina RANDRIAMANARINTSOA, Francesca DANY RASAMARISSOA, Jaspierre  
Toavina John SOLOFOHANITRA, Koloina Mialitiana RAMAMONJISOA, Raissa Ianja ANDRIANJATOVO / 2025

- **Conflits environnementaux** : Les femmes sont en première ligne de la gestion des ressources naturelles, mais rarement reconnues dans les dispositifs de gouvernance. Le changement climatique accentue leurs charges et les expose à de nouveaux risques.
- **Violences basées sur le genre** : Les VBG, notamment intrafamiliales, affectent directement la cohésion sociale et constituent un facteur d'instabilité. Leur prise en compte dans les stratégies de paix reste insuffisante, tout comme la représentation des femmes dans les instances de gouvernance locale.

### 3. Recommandations transversales

- **Reconnaitre et valoriser les savoirs communautaires** pour transformer les normes sociales et appuyer des pratiques de résolution des conflits plus inclusives.
- **Documenter et soutenir les rôles des femmes dans la prévention et la gestion des conflits**, en allant au-delà de leur simple présence dans les espaces décisionnels.
- **Renforcer les capacités locales** (autorités, OSC) pour la collecte et l'analyse de données sensibles au genre, afin d'éclairer les politiques publiques et le suivi des interventions.

### 4. Recommandations programmatiques

Les recommandations suivantes visent à orienter les futures programmations vers des actions concrètes, sensibles au genre et ancrées dans les contextes socioculturels, économiques et environnementaux propres à chaque territoire.

- **Renforcer les capacités des autorités locales, des OSC, partis politiques et des actrices communautaires** pour intégrer pleinement les dimensions de genre dans les actions de prévention, de médiation et de gouvernance. Cela inclut des cycles de formation-action, des mécanismes de coordination multi-acteurs et un accompagnement méthodologique soutenu. Une attention particulière doit être portée à la structuration de réseaux de femmes médiatrices, en s'appuyant sur les pratiques locales existantes (groupes de solidarité, réseaux religieux, collectifs agricoles) et en outillant ces femmes en médiation, leadership et analyse des conflits. Ces espaces doivent devenir de véritables pépinières de leadership féminin, capables d'influencer les décisions locales et de porter des initiatives de transformation sociale.

- **Former et sensibiliser les structures coutumières et administratives locales** (chefs de fokontany, juges populaires, comités dina, structures locales de concertation, etc.) aux principes d'égalité de genre et aux droits fonciers des femmes. En parallèle, il est essentiel d'assurer une représentation significative des femmes dans les instances locales de sécurité, de gestion foncière et environnementale, en leur garantissant des rôles d'influence au-delà de la présence symbolique, et en remettant en cause les normes sociales qui freinent encore leur participation active.
- **Soutenir les initiatives économiques collectives portées par des femmes** dans les secteurs de la gestion durable des ressources naturelles – agroforesterie, eau, produits forestiers non ligneux – en réponse aux défis du changement climatique. Ces initiatives doivent s'accompagner d'un renforcement de la participation des femmes dans les comités de gouvernance environnementale, en veillant à adapter les modalités de participation (langue, horaires, accessibilité) et à valoriser leur expertise locale.
- **Appuyer les dispositifs communautaires de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre (VBG)** à travers la formation de relais communautaires mixtes, la mise en place d'espaces sûrs pour les femmes et les filles, et le développement de mécanismes confidentiels de signalement. Ces dispositifs doivent être articulés aux systèmes institutionnels de protection pour garantir un véritable accès à la justice.
- **Promouvoir la transformation des normes sociales à partir des savoirs, récits et dynamiques communautaires**, en mobilisant les leaders traditionnels et religieux, les hommes, les jeunes et les porteur-euse-s de mémoire collective. Il s'agit de valoriser les pratiques qui encouragent les masculinités non violentes, la parentalité partagée, la solidarité et la coopération intergénérationnelle. Ces leviers endogènes doivent être reconnus comme des ressources centrales pour faire émerger des modèles alternatifs de gouvernance et de cohésion.

- Dans cette perspective, il est fondamental de s'appuyer sur **la conception élargie de la paix telle que formulée par les communautés elles-mêmes** – combinant sécurité physique, harmonie familiale, stabilité économique, justice sociale et respect des droits – pour concevoir des interventions réellement holistiques, enracinées dans le vécu local et alignées avec des approches de type triple nexus (humanitaire – développement – paix).
- **Veiller à l'inclusion active des personnes en situation de handicap (PSH) et des minorités de genre**, par des approches ciblées, participatives et adaptées (langage inclusif, accessibilité physique et cognitive). Les témoignages issus de la phase II ont mis en lumière l'ampleur des discriminations et violences systémiques subies par les PSH, souvent sans recours institutionnel, ainsi que l'invisibilisation des personnes LGBTQI+, pourtant exposées à des vulnérabilités spécifiques dans les contextes d'instabilité. Leur inclusion explicite et proactive dans les stratégies de paix et de développement est indispensable pour garantir une approche véritablement inclusive, équitable et durable.

# CONCLUSION

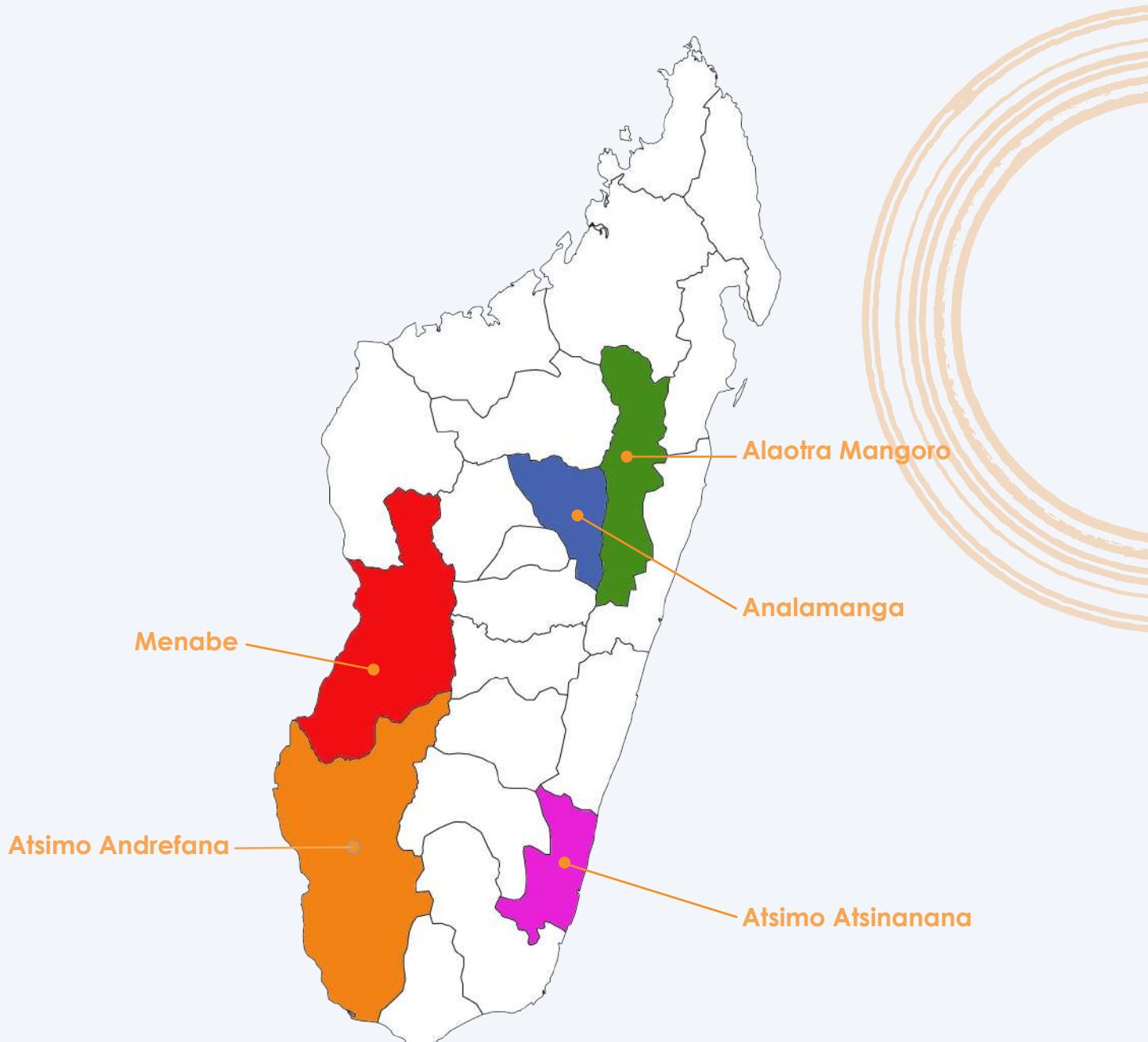
Cette étude confirme la pertinence d'une approche territorialisée, intersectionnelle et participative pour comprendre les conflits à Madagascar. En croisant les dynamiques structurelles identifiées dans la revue documentaire avec les vécus des communautés, elle révèle une cartographie des vulnérabilités et des capacités de résilience genrées.

Les témoignages recueillis dans les cinq régions consultées illustrent la normalisation des violences, la marginalisation persistante des femmes dans la gouvernance locale, mais aussi leur rôle central dans la préservation de la cohésion sociale et la gestion des ressources. Ils rappellent l'urgence d'ancrer les politiques publiques et les stratégies de consolidation de la paix dans les réalités locales.

L'expérience de cette phase a également permis d'expérimenter une approche innovante, en mobilisant un réseau d'étudiant·e·s chercheur·e·s Malagasy pour conduire les consultations locales. Ce dispositif a facilité un accès direct aux perceptions des communautés, permis de recueillir des récits souvent invisibilisés et renforcé les capacités nationales en matière de recherche appliquée sur les conflits sensibles au genre. Il constitue ainsi un levier à consolider pour associer davantage les expertises locales aux processus d'analyse et de programmation.

Il est désormais essentiel de renforcer les passerelles entre analyses empiriques et programmation stratégique. Cela implique de soutenir les actrices locales de changement, d'adapter les interventions aux contextes spécifiques, de systématiser la collecte de données désagrégées, et de garantir la redevabilité des institutions face aux violences et injustices de genre. Seule une approche transversale, ancrée dans le quotidien des communautés et portée par une volonté politique forte, permettra de bâtir un socle de paix inclusif et durable.

# ANNEXE : FICHES RÉGIONALES SYNTHÉTIQUES



Ces fiches régionales synthétiques  
résument les informations collectées  
lors des consultations régionales.

# 1. Profil régional – Atsimo Atsinanana

**Date de la mission :** 13 au 25 janvier 2024

## Districts et fokontany visités :

District de Farafangana : Mahatsara Nord, Morafeno, Fenoarovo Nord,

Tanambao, Marofatsy, Ambohitrabo, Ambalakininy

District de Vangaindrano : Morafeno, Manombo, Ampahatelo,

Vangaindrano Be

## Contexte général

- **Aperçu géographique, socio-économique et démographique :**

Région du Sud-Est de Madagascar, composée principalement des districts de Farafangana et Vangaindrano

Activité économique dominante : agriculture vivrière et de rente, pêche côtière, collecte d'eau et bois de chauffe

Population majoritairement issue des ethnies Antaifasy et Antesaka

Vulnérabilité économique élevée, infrastructures limitées, accès restreint à l'eau potable et aux services de santé

- **Particularités culturelles ou ethniques :**

Organisation sociale en clans dirigés par des patriarches (lonaky)

Fort ancrage du système patriarcal influençant l'accès des femmes aux ressources et à la prise de décision

## Paix et sécurité

- **Situation sécuritaire actuelle :**

Insécurité multidimensionnelle : économique, alimentaire, environnementale, physique et institutionnelle

Présence de violences interpersonnelles et de tensions liées aux ressources naturelles (eau, terres)

Criminalité et corruption affaiblissant la confiance dans les institutions

•

- **Principaux facteurs d'insécurité :**

Conflits fonciers, effets du changement climatique (inondations, sécheresses), pauvreté chronique, corruption

- Évolutions récentes :

Maintien des tensions, aggravées par la dégradation environnementale et la rareté des ressources

### Situation des femmes

- **Rôle et participation :**

Forte contribution à la sécurité alimentaire (production agricole, collecte d'eau, préparation des repas)

Participation limitée aux instances décisionnelles, place subordonnée dans la gouvernance locale

- **Impacts spécifiques de l'insécurité :**

Risques accrus lors des déplacements pour collecter l'eau ou le bois

Vulnérabilité aux violences domestiques et sexuelles, mariages précoces et forcés

- **Principaux obstacles :**

Normes patriarcales, accès limité à l'éducation et aux ressources, dépendance économique

### Thématisques clés

- **Genre et conflits fonciers :**

Conflits récurrents liés à l'attribution multiple de titres fonciers, discrimination dans l'accès des femmes à la terre

- **Genre et changement climatique :**

Femmes en première ligne face aux impacts (récoltes, accès à l'eau), mais rarement impliquées dans la gestion des crises

- **Autres enjeux :**

Corruption institutionnelle, migrations liées à la pauvreté, insécurité alimentaire saisonnière

## VBG et cohésion sociale

- **Types de violences :**

Violence économique (la plus répandue), suivie des violences sexuelles et physiques

Mariages forcés et précoces, violences punitives, privation d'accès à l'éducation et aux soins

- **Réponses institutionnelles et communautaires :**

BIANCO, UNFPA, Tranq Aro Zo, comités de fokontany, boîtes à doléances, groupes de surveillance nocturne, autorités religieuses

## Acteurs et leviers de paix

- **Mécanismes communautaires :**

Groupes de surveillance nocturne et couvre-feux organisés au niveau des fokontany.

Chefs traditionnels (lonaky) mobilisés dans la médiation et la gestion des conflits locaux.

Comités de fokontany et andrimasompokonolona (comités de vigilance) assurant la veille sécuritaire.

Association Aro Zo, active dans la défense des droits des femmes et des enfants, en lien avec BIANCO pour la lutte contre la corruption et l'amélioration de la gouvernance locale.

- **Initiatives ou programmes :**

AFAFI Sud (appui foncier), programmes de sensibilisation aux droits des femmes, comités locaux contre les VBG

## 2. Profil régional – Menabe

**Date de la mission :** 15/02/2025 – 01/03/2025

**Districts et fokontany visités :**

Morondava : Morondava Centre, Ampasy, Namahora

Mahabo : Tanandava, Anja, Mahabobe

### Contexte général

- **Aperçu géographique, socio-économique et démographique :**

Région située sur la côte ouest, chef-lieu Morondava

Activité économique centrée sur l'agriculture (canne à sucre, manioc, patate douce) et la pêche

- Population multiethnique, marquée par un mélange culturel

- **Particularités culturelles ou ethniques :**

Forte diversité ethnique entraînant parfois des tensions

Héritages historiques influençant encore les rapports sociaux

Perception patriarcale du rôle des femmes, souvent limité à la procréation

### Paix et sécurité

- **Situation sécuritaire actuelle :**

Sécurité nettement améliorée depuis l'arrivée du Colonel Fanevarison

Réduction des raids de Dahalo, sentiment de sécurité élevé

- **Principaux facteurs d'insécurité :**

Conflits interethniques, tensions liées aux ressources en eau (barrage Dabaraha), conflits entre agriculteurs et éleveurs, tensions conjugales

- **Évolutions récentes :**

Diminution des violences basées sur le genre grâce aux projets OBS-Mada/PBF et aux systèmes de dénonciation

## Situation des femmes

- **Rôle et participation :**  
Présence limitée dans les prises de décision  
Participation plus active dans certains districts comme Mahabo, mais structure patriarcale dominante
- **Impacts spécifiques de l'insécurité :**  
Violences conjugales, infidélité, exclusion des femmes handicapées lors des événements publics
- **Principaux obstacles :**  
Normes patriarcales, discriminations ethniques et envers les personnes handicapées, manque d'emplois adaptés

## Thématisques clés

- **Genre et conflits fonciers :**  
Méfiance lors de collectes de données, crainte de dépossession des terres
- **Genre et changement climatique :**  
Inondations liées au blocage du barrage Dabaraha impactant les moyens de subsistance
- **Autres enjeux :**  
Tensions interethniques, exclusion sociale des femmes handicapées

## VBG et cohésion sociale

- **Types de violences :**  
Violences conjugales, infidélité, violences psychologiques et physiques
- **Réponses institutionnelles et communautaires :**  
Projets OBS-Mada/PBF, système de dénonciation au ministère de la Population, interventions locales des autorités

## Acteurs et leviers de paix

- **Mécanismes communautaires :**

Chefs de village (olobe) et présidents de fokontany jouant un rôle de relais dans la prévention et la résolution des conflits.

Mouvement Menabe Mivoatse, regroupant des femmes mobilisées lors d'événements communautaires et dans des actions de sensibilisation.

Associations locales (FTMM, AFHAM, APHM) et Consortium des Jeunes Mahery, engagés dans la cohésion sociale et l'inclusion des personnes handicapées.

- **Initiatives ou programmes :**

Aides humanitaires (Vatsy Tsinjo, Tosika Fameno, ASA Avotra Mirindra), programmes de lutte contre les VBG via OBS-Mada et PBF

### 3. Profil régional – Alaotra Mangoro

**Date de la mission :** 12/02/2025 – 26/02/2025

**Districts et fokontany visités :**

Ambatondrazaka : Ambohimasina, Ambalabako, Anosindrafilo, Madiotsifafana, Avaradrova Avaratra, Atsimondrova, Ambodimanga, Ampasambazimba, Antanifotsy

#### Contexte général

- **Aperçu géographique, socio-économique et démographique :**  
Région agricole majeure, centrée sur la riziculture  
Faible infrastructure de transport urbain, recours aux taxis-bicyclettes, motos et Bajaj  
Diversité ethnique importante influençant les interactions sociales  
Réduction volontaire de l'usage des plastiques sur les marchés
- **Particularités culturelles ou ethniques :**  
Culture Sihanaka peu favorable aux femmes leaders, frein à leur accès aux postes décisionnels

#### Paix et sécurité

- **Situation sécuritaire actuelle :**  
Insécurité variée : vols, cambriolages, violences domestiques, tensions communautaires et foncières  
Zones rurales périphériques plus touchées
- **Principaux facteurs d'insécurité :**  
Isolement géographique, chômage élevé et manque d'opportunités pour les jeunes  
Corruption et lacunes judiciaires, consommation d'alcool et de drogues par les jeunes

- Évolutions récentes :  
Augmentation des tensions liées à l'accès aux ressources,  
exacerbées par le changement climatique  
Exode rural accru

## Situation des femmes

- **Rôle et participation :**  
Faible représentation dans les instances décisionnelles  
Associations locales (Jeunes Paires Éducateurs, JEA, Mitsinjo, ONG Saina, La Source) encourageant l'entrepreneuriat féminin
- **Impacts spécifiques de l'insécurité :**  
Femmes seules particulièrement vulnérables aux agressions et cambriolages  
Violences domestiques exacerbées par la dépendance économique
- **Principaux obstacles :**  
Barrières culturelles, manque de soutien familial, faible rémunération dans les postes de gouvernance

## Thématisques clés

- **Genre et conflits fonciers :**  
Tensions récurrentes, frein à la paix sociale
- **Genre et changement climatique :**  
Charge accrue liée à la collecte d'eau, impact fort sur le quotidien des femmes
- **Autres enjeux :**  
Déscolarisation des filles, difficulté d'accès aux financements, vulnérabilité accrue des personnes handicapées

## VBG et cohésion sociale

- **Types de violences :**  
Violences domestiques, violences sexuelles, harcèlement, discriminations envers les femmes handicapées

- **Réponses institutionnelles et communautaires :**  
Comités de sécurité locaux (« comity loharano »), mais manque de ressources et disparités de participation selon les classes sociales

## Acteurs et leviers de paix

- **Mécanismes communautaires :**  
Comités de sécurité (« comity loharano ») actifs dans la surveillance et la médiation, avec des variations de participation selon les catégories sociales.  
Associations locales telles que Jeunes Paires Éducateurs, JEA, ONG Saina, La Source, menant des actions de sensibilisation sur la prévention des violences et la résolution pacifique des conflits.  
Mobilisation communautaire pour appuyer l'entrepreneuriat féminin et des activités génératrices de revenus.
- **Initiatives ou programmes :**  
Formations en activités génératrices de revenus, sensibilisation à la résolution pacifique des conflits.

## 4. Profil régional – Atsimo Andrefana

**Date de la mission :** 14/03/2025

**Districts et fokontany visités :**

Districts : Benenitra, Bétioky

Fokontany : Benenitra I, Benenitra II, Benenitra III, Bétioky Centre, Bétioky II, Ampasimandroake, Ambalaviro, Ambalahazo

### Contexte général

- **Aperçu géographique, socio-économique et démographique :**  
Région située dans le sud-ouest de Madagascar, zones rurales et urbaines différencierées (Bétioky : commune urbaine 2<sup>e</sup> catégorie ; Benenitra : commune rurale 1<sup>re</sup> catégorie)  
Économie basée sur l'agriculture et l'élevage, vulnérable aux sécheresses et aux crises climatiques  
Forte pauvreté, malnutrition (Kéré) et isolement géographique freinant les interventions
- **Particularités culturelles ou ethniques :**  
Utilisation des Dina (justice communautaire) et implication des anciens dans la résolution des conflits

### Paix et sécurité

- **Situation sécuritaire actuelle :**  
Amélioration relative à Benenitra grâce au Dina Be et à des initiatives locales  
Persistance de vols et violences, insécurité à Bétioky liée à la pauvreté et aux vols de bétail
- **Principaux facteurs d'insécurité :**  
Kéré, pauvreté, absence d'infrastructures, chômage des jeunes, consommation de drogues et d'alcool
- **Évolutions récentes :**  
Réduction des vols de bétail à Benenitra  
Maintien d'incidents isolés violents

## Situation des femmes

- **Rôle et participation :**  
Souvent exclues des décisions, comparées aux enfants dans les réunions communautaires  
Participation limitée à la gouvernance locale
- **Impacts spécifiques de l'insécurité :**  
Violences basées sur le genre fréquentes, mariages précoces, vulnérabilité accrue en période de crise
- **Principaux obstacles :**  
Peur des représailles, absence de structures d'accueil, dépendance économique

## Thématiques clés

- **Genre et conflits fonciers :**  
Conflits intercommunautaires exacerbés par la pression sur les terres
- **Genre et changement climatique :**  
Sécheresses et inondations augmentant la charge de travail des femmes et provoquant des migrations
- **Autres enjeux :**  
Chômage des jeunes, consommation de stupéfiants, isolement géographique

## VBG et cohésion sociale

- **Types de violences :**  
Violences conjugales, sexuelles et intracommunautaires
- **Réponses institutionnelles et communautaires :**  
Dina Be, groupes de veille communautaire (Jado), appui des anciens, mais manque de structures d'accueil

## Acteurs et leviers de paix

- **Mécanismes communautaires :**

Dina Be et Dina locaux comme instruments traditionnels de régulation, avec un rôle central des ray aman-dReny (anciens) et du fokonolona dans la médiation.

Groupes de veille communautaire (Jado) et organisation Kalony pour la prévention de l'insécurité et la cohésion sociale.

Association BEMITA et autres OSC menant des actions de sensibilisation et de cohésion.

- Scouts locaux impliqués dans des activités éducatives et citoyennes.

- **Initiatives ou programmes :**

Sensibilisation aux droits des femmes, projets d'infrastructures, développement agricole, éducation au fihavanana

## 5. Profil régional – Analamanga

**Date de la mission :** 01/04/2025

**Districts et fokontany visités :**

District : Anjozorobe

Fokontany : Anjozorobe, Morarano, Ambohibeloma, Ambohimamory, Antsorindrana, Amboasarianala, Ambohitsaratany

### Contexte général

- **Aperçu géographique, socio-économique et démographique :**

Commune urbaine d'Anjozorobe, mais majoritairement rurale  
85 % de la population vit de l'agriculture (cultures vivrières et de rente)

Infrastructures limitées, routes en mauvais état, accès restreint à Internet (usage principalement via Facebook, surtout par les femmes)

- **Particularités culturelles ou ethniques :**

Valeurs du fihavanana (solidarité et entraide)

Rôle des tangalamena (chefs traditionnels) et Dina Be Miray dans la cohésion communautaire

### Paix et sécurité

- **Situation sécuritaire actuelle :**

Globalement calme, mais vols à l'étalage et rares cas de kidnapping

Cas marquant en 2024 à Ambohimamory : meurtre d'un père et de son fils, enlèvement de deux filles

- **Principaux facteurs d'insécurité :**

Pauvreté, manque d'effectifs et de moyens pour la gendarmerie (1 gendarme pour 3000 habitants)  
Isolement de certains fokontany éloignés

- **Évolutions récentes :**

Maintien d'une relative stabilité, mais insécurité persistante dans certaines zones périphériques

## Situation des femmes

- **Rôle et participation :**

Rôles traditionnels fortement ancrés : hommes décideurs, femmes exécutantes

Rôle central des femmes dans l'agriculture et certaines activités génératrices de revenus

- **Impacts spécifiques de l'insécurité :**

Forte prévalence des violences basées sur le genre, souvent banalisées et peu dénoncées

Dépendance économique et faible accès aux instances décisionnelles

- **Principaux obstacles :**

Méconnaissance des droits, faible niveau d'éducation, peur des représailles et des démarches administratives

## Thématisques clés

- **Genre et conflits fonciers :**

Accès aux terres influencé par les structures traditionnelles, peu de conflits fonciers majeurs documentés

- **Genre et changement climatique :**

Sécheresses et dégradation des ressources accentuant les inégalités de genre

Femmes actives dans la résilience communautaire et les projets environnementaux

- **Autres enjeux :**

Jeunesse en manque d'opportunités économiques, isolement rural

## VBG et cohésion sociale

- **Types de violences :**

Violences conjugales, sexuelles, économiques et psychologiques

Auteurs souvent connus des victimes (membres de la famille ou proches)

- **Réponses institutionnelles et communautaires :**  
Plateforme locale VBG regroupant ministère de la Population, santé et gendarmerie  
Dina Be Miray et initiatives communautaires, mais faible confiance envers les structures formelles

### Acteurs et leviers de paix

- **Mécanismes communautaires :**  
Dina Be Miray et tangalamena (chefs traditionnels) mobilisés dans la résolution des conflits et le maintien de la cohésion sociale.  
Andrimasom-pokonolona (vigiles communautaires) assurant la surveillance et la prévention de l'insécurité.  
Commissions locales de protection en partenariat avec des associations de défense des droits des femmes et des enfants.  
Plateformes locales VBG regroupant le ministère de la Population, les services de santé et la gendarmerie pour coordonner les réponses.
- **Initiatives ou programmes :**  
Commissions de protection des droits des femmes et enfants  
Projets de soutien à l'entrepreneuriat féminin et à la reforestation

# RÉFÉRENCES

- 1 Référence exacte manquante.
- 2 PBF, *Demande de rééligibilité pour Madagascar*, Septembre 2022, p3
- 3 Laurent Declotire, *A Madagascar, les vols de zébus toujours plus sanglants*, Novembre 2019 & RFI, *Madagascar : les attaques de voleurs de zébus font 4000 morts en cinq ans*, Juin 2018 & RFI, *Madagascar : les femmes et les enfants, premières victimes des dahalos*, Juin 2018
- 4 Équipe Pays des Nations Unies à Madagascar, *Étude sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) pendant les Raids des Dahalo à Madagascar*, Novembre 2017
- 5 Équipe Pays des Nations Unies à Madagascar, *Analyse approfondie de la P-PAIX du Développement Durable à Madagascar*, 2022
- 6 *Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Alaotra Mangoro, District Ambatondrazaka*, Avril 2025, p23.
- 7 Équipe Pays des Nations Unies à Madagascar, *Étude sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) pendant les Raids des Dahalo à Madagascar*, Novembre 2017
- 8 *Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Anamalanga, District Anjozorobe*, Avril 2025, p97.
- 9 Équipe Pays des Nations Unies à Madagascar, *Étude sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) pendant les Raids des Dahalo à Madagascar*, Novembre 2017
- 10 *Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Anamalanga, District Anjozorobe*, Avril 2025, p149.
- 11 PBF, *Promotion de la participation civique et politique des jeunes et femmes pour le renforcement du système démocratique et la consolidation de la paix à Madagascar*, MAHASAKY - Document de projet du PBF, Septembre 2023
- 12 Institut National de la Statistique (INSTAT) et ICF. 2022. *Enquête Démographique et de Santé à Madagascar*, 2021. Antananarivo, Madagascar et Rockville, Maryland, USA : INSTAT et ICF.

- 13 Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Atsimo Atsinana, District Farafangana et Vangaindrano, Avril 2025, p13.
- 14 Équipe Pays des Nations Unies à Madagascar, Étude sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) pendant les Raids des Dahalo à Madagascar, Novembre 2017
- 15 USAID, Madagascar — Profil du régime foncier et de la propriété foncière
- 16 V. Razakamaharavo & L. Rakotondranaivo, How Madagascar's new foreign investment law will perpetuate the colonial dispossession of the people, June 16, 2023
- 17 J. RABEHERIFARA Land and Resources in Madagascar : the Population's Resistance against New Cupidity, 2014.
- 18 USAID, Madagascar — Profil du régime foncier et de la propriété foncière
- 19 Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Alaotra Mangoro, District Ambatondrazaka, Avril 2025, p8.
- 20 P. Burnod et E. Bouquet, La certification foncière à Madagascar entre 2005 et 2021 : quels bénéficiaires et quels effets ?, janvier 2022
- 21 P. Burnod et E. Bouquet, La certification foncière à Madagascar entre 2005 et 2021 : quels bénéficiaires et quels effets ?, janvier 2022
- 22 Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Analamanga, District Anjozorobe, Avril 2025, p136.
- 23 Institut National de la Statistique (INSTAT) et ICF. 2022. Enquête Démographique et de Santé à Madagascar, 2021. Antananarivo, Madagascar et Rockville, Maryland, USA : INSTAT et ICF.
- 24 USAID, Madagascar — Profil du régime foncier et de la propriété foncière, p9.
- 25 Action Contre la Faim, Rapport d'Analyse de Genre et Protection - Régions Androy et Atsimo-Andrefana, 2023, p21.
- 26 Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Atsimo Andrefana, Districts de Benenitra et Betsioky, Avril 2025, p8.
- 27 Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Analamanga, District Anjozorobe, Avril 2025, p9.
- 28 Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Menabe, Districts de Morondava et Mahabo, Avril 2025, p12.
- 29 P. Burnod et E. Bouquet, La certification foncière à Madagascar entre 2005 et 2021 : quels bénéficiaires et quels effets ?, janvier 2022
- 30 V. Razakamaharavo & L. Rakotondranaivo, How Madagascar's new foreign investment law will perpetuate the colonial dispossession of the people, June 16, 2023

- 31 PAM, *Dans le sud de Madagascar, des millions de personnes menacées par la faim en raison des sécheresses*, Communiqué de Presse, 30 novembre 2020
- 32 ACDEM, *Mise en œuvre de la phase de localisation du projet sur le climat et la prévention des conflits - Rapport final*, 2024, p49
- 33 ACDEM, *Mise en œuvre de la phase de localisation du projet sur le climat et la prévention des conflits - Rapport final*, 2024, p57
- 34 Coordonnateur Résident des Nations Unies à Madagascar, *Rapport stratégique annuel du PBF Madagascar 2023*, p3
- 35 Rapport final, PBF/IRF - *415 Promouvoir la résolution pacifique des conflits à travers le renforcement du leadership des femmes dans les processus de prise de décision - TALILY RAIKE*, 2023
- 36 Banque Mondiale, *Systematic Country Diagnostic Update for Madagascar*, Avril 2022, p29-30.
- 37 Stoudmann N, Reibelt LM, Rakotomalala AG, Randriamanjakahasina O, Garcia CA, Waeber PO. *A double-edged sword : Realities of artisanal and small-scale mining for rural people in the Alaotra region of Madagascar*, 2021.
- 38 L. Hubert Ta, B. Campbell, *Environmental protection in Madagascar : Biodiversity offsetting in the mining sector as a corporate social responsibility strategy*, 2023.
- 39 S. Eckert, L. Schmid, P. Messerli, J. G. Zaehringer, *Spatiotemporal assessment of deforestation and forest degradation indicates spillover effects from mining activities and related biodiversity offsets in Madagascar*, 2024.
- 40 Stoudmann N, Reibelt LM, Rakotomalala AG, Randriamanjakahasina O, Garcia CA, Waeber PO. *A double-edged sword : Realities of artisanal and small-scale mining for rural people in the Alaotra region of Madagascar*, 2021.
- 41 A. Huff, Y. Orengo, *Resource warfare, pacification and the spectacle of 'green' development : Logics of violence in engineering extraction in southern Madagascar*, 2020.
- 42 Stoudmann N, Reibelt LM, Rakotomalala AG, Randriamanjakahasina O, Garcia CA, Waeber PO. *A double-edged sword : Realities of artisanal and small-scale mining for rural people in the Alaotra region of Madagascar*, 2021.
- 43 S. Shrestha, *Gender roles in natural resource use in Madagascar*, 2022.
- 44 *Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Atsimo Atsinanana, Districts de Farafangana et Vangaindrano*, Avril 2025, p22.

- 45 Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Atsimo Andrefana, Districts de Benenitra et Betsioky, Avril 2025, p12.
- 46 Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Alaotra Mangoro, District d'Ambatondrazaka, Avril 2025, p26.
- 47 Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Atsimo Andrefana, Districts de Benenitra et Betsioky, Avril 2025, p11.
- 48 Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Alaotra Mangoro, District d'Ambatondrazaka, Avril 2025, p8.
- 49 Stoudmann N, Reibelt LM, Rakotomalala AG, Randriamanjakahasina O, Garcia CA,  
Waeber PO. *A double-edged sword : Realities of artisanal and small-scale mining for rural people in the Alaotra region of Madagascar*, 2021.
- 50 PACT, *To combat child labor in Madagascar's mica mining sector, Pact focuses on families*, June 2024.
- 51 Institut National de la Statistique (INSTAT) et ICF. 2022. *Enquête Démographique et de Santé à Madagascar, 2021*. Antananarivo, Madagascar et Rockville, Maryland, USA : INSTAT et ICF.
- 52 Institut National de la Statistique (INSTAT) et ICF. 2022. *Enquête Démographique et de Santé à Madagascar, 2021*. Antananarivo, Madagascar et Rockville, Maryland, USA : INSTAT et ICF.
- 53 UNFPA, ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, *Rapport d'enquête - Perception des Femmes des Impacts du COVID-19 et les Violences Basées sur le Genre à Madagascar*, Juillet 2020
- 54 UNICEF, *A rapid evidence assessment on exposure to gender-based violence and children's nutrition*, Novembre 2022
- 55 Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Analamanga, District Anjozorobe, Avril 2025, p12.
- 56 Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Atsimo Andrefana, Districts de Benenitra et Betsioky, Avril 2025, p14-15.
- 57 UNOY Gender Toolkit : A Practical Guide to Gender Transformative Approaches for Youth Peace Organisations – unoy
- 58 Médecins du Monde, *Violences basées sur le genre envers les professionnel·les du sexe à Madagascar - Recherche qualitative*, Mai 2024

- 59 PNUD, *Rapport de l'évaluation de l'environnement juridique sur la protection des droits des jeunes populations clés en matière de VIH à Madagascar*, 2019
- 60 US Department of State, *2022 Country Reports on Human Rights Practices : Madagascar*, 2022
- 61 Freedman J., Rakatoarindrasata M. & Randraianasolorivo JdD, *Santé sexuelle et reproductive chez les jeunes 'populations clés' à Madagascar*, HEARD, 2020
- 62 INSTAT, résultats globaux du recensement général de la population et de l'habitation de 2018 de Madagascar (RGPH-3), Décembre 2020
- 63 Des experts des Nations Unies ont exhorté Madagascar à prendre des mesures immédiates pour protéger les personnes atteintes d'albinisme, face aux attaques en hausse, <https://news.un.org/fr/story/2022/03/11153522222>
- 64 Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, *Plan National d'Inclusion du Handicap Madagascar 2015-2019*,
- 65 RFI, *Madagascar : hausse alarmante des attaques contre les albinos dans le sud-est du pays*, Juillet 2024.
- 66 Institut National de la Statistique (INSTAT) et ICF. 2022. *Enquête Démographique et de Santé à Madagascar*, 2021. Antananarivo, Madagascar et Rockville, Maryland, USA : INSTAT et ICF.
- 67 ECPAT France, *Étude sur les Violences Sexuelles*, Juillet 2021
- 68 ECPAT France, *Étude sur les Violences Sexuelles*, Juillet 2021
- 69 Caterina Arciprete, Sebastian Silva Leander, *Inégalités de genre à Madagascar*, Avril 2022, UNICEF
- 70 Jeanne Simonnin, *Étude sur les Barrières d'accès aux services VBG dans le Sud de Madagascar*, Février 2023, Médecins du Monde Madagascar, p31.
- 71 Banque Mondiale, *Libérer le potentiel des femmes et des adolescentes*, 2023
- 72 Banque Mondiale, *Libérer le potentiel des femmes et des adolescentes*, 2023, p46.
- 73 Jeanne Simonnin, *Étude sur les Barrières d'accès aux services VBG dans le Sud de Madagascar*, Février 2023, Médecins du Monde Madagascar.
- 74 PBF, *Étude sur les changements dans les rapports et les inégalités de genre dans le cadre du projet REAP*, Janvier 2022, p16.
- 75 Notamment PBF, *Rapprochement de la justice traditionnelle et formelle pour une meilleure cohésion sociale*, LANDJA - Document de projet du PBF, Octobre 2023
- Search For Common Ground, *Rapport consolidé des diagnostics de conflits – régions Alaotra-Mangoro, Atsimo-Andrefana, Analamanga, Androy, Anosy*, Août 2015

DI ROBERTO H, *Les conflits fonciers et leur résolution à l'échelle locale dans un contexte de marchandisation de la terre. Une étude de cas dans les Hautes Terres à Madagascar*. Comité Technique Foncier et Développement (AFD-MEAE), 2021

Institut National de la Statistique (INSTAT) et ICF. 2022. *Enquête Démographique et de Santé à Madagascar, 2021*. Antananarivo, Madagascar et Rockville, Maryland, USA : INSTAT et ICF.

76 Banque Mondiale, *Vue d'ensemble*, 2023.

77 Enquête permanente auprès des ménages (EPM) 2021-2022 citée par Banque Mondiale, *Libérer le potentiel des femmes et des adolescentes*, 2023

78 Institut National de la Statistique (INSTAT) et ICF. 2022. *Enquête Démographique et de Santé à Madagascar, 2021*. Antananarivo, Madagascar et Rockville, Maryland, USA : INSTAT et ICF.

79 Institut National de la Statistique (INSTAT) et ICF. 2022. *Enquête Démographique et de Santé à Madagascar, 2021*. Antananarivo, Madagascar et Rockville, Maryland, USA : INSTAT et ICF.

80 Action Contre la Faim, *Rapport d'Analyse de Genre et Protection - Régions Androy et Atsimo-Andrefana*, 2023

81 INSTAT, *Enquête nationale sur le suivi des objectifs du millénaire pour le développement à Madagascar 2012-2013*

82 Institut National de la Statistique (INSTAT) et ICF. 2022. *Enquête Démographique et de Santé à Madagascar, 2021*. Antananarivo, Madagascar et Rockville, Maryland, USA : INSTAT et ICF.

83 FAO. *Évaluation des dommages et des pertes causées par les cyclones Batsirai et Emnati pour le secteur agricole dans le Grand Sud-Est de Madagascar*, Juin 2022

84 OCHA, *Madagascar : 2021-2022 Drought and Cyclone Response in Review*, Septembre 2023.

85 Banque Mondiale, *Libérer le potentiel des femmes et des adolescentes*, 2023, p14.

86 Médecins du Monde Madagascar, *Impact du Kere sur la situation sanitaire dans les districts d'Ambovombe Androy et Amboasary sud Madagascar*, Juin 2021

87 Banque Mondiale, *Systematic Country Diagnostic Update for Madagascar*, Avril 2022

88 S. Harivola, *Analyse genre sur la SSR et la résilience climatique, Madagascar – régions ANOSY et DIANA*, Avril 2021.

- 89 E. p. Mueller, *Climate Change and Migration in Madagascar : Investigating the impacts on people, ecosystems, and natural resources*, 2020, p8.
- 90 Équipe Pays des Nations Unies à Madagascar, *Analyse approfondie de la P-PAIX du Développement Durable à Madagascar*, 2022.
- 91 Banque Mondiale, *Systematic Country Diagnostic Update for Madagascar*, Avril 2022.
- 92 UNICEF Innocenti – Centre mondial de la recherche et de la prospective, ministère de l'Éducation Nationale de Madagascar et bureau de l'UNICEF à Madagascar, *Comprendre les facteurs de performance des écoles malgache*, 2023.
- 93 Jane Kellum, Holitiana Randrianarimanana, Landy Miary Andrianaivosoa, and Sue Telingator, *USAID/Madagascar Gender Analysis Report*. Prepared by Banyan Global. 2020.
- 94 PBF, *Promotion de la participation civique et politique des jeunes et femmes pour le renforcement du système démocratique et la consolidation de la paix à Madagascar- MAHASAKY*, Document de projet du PBF, Septembre 2023
- 95 Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, *Plan d'Action National Malagasy pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies - Madagascar 2022 - 2027*, Décembre 2023
- 96 Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, *Plan d'Action National Malagasy pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies - Madagascar 2022 - 2026*, Décembre 2023
- 97 Parline UIP, *Données mondiales sur les parlements nationaux*.
- 98 Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, *Plan d'Action National Malagasy pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies - Madagascar 2022 - 2026*, Décembre 2023
- 99 RFI, A Madagascar, de nombreux défis attendent le nouveau gouvernement paritaire, Août 2024.
- 100 Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, *Plan d'Action National Malagasy pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies - Madagascar 2022 - 2026*, Décembre 2023
- 101 PBF, *Promotion de la participation civique et politique des jeunes et femmes pour le renforcement du système démocratique et la consolidation*

- de la paix à Madagascar- MAHASAKY, Document de projet du PBF, Septembre 2023*
- 102 Coordonnateur Résident des Nations Unies à Madagascar, *Rapport stratégique annuel du PBF Madagascar 2023*, p10
- 103 Banque Mondiale, *Libérer le potentiel des femmes et des adolescentes*, 2023
- 104 PBF, *Rapprochement de la justice traditionnelle et formelle pour une meilleure cohésion sociale- LANDJA, Document de projet du PBF*, Octobre 2023
- 105 Action Contre la Faim, *Rapport d'Analyse de Genre et Protection - Régions Androy et Atsimo-Andrefana*, 2023
- 106 Centre Universitaire Régional Androy (CURA), *Rapport de mise en œuvre des activités dans le cadre du programme Planification du Développement, Secteur Privé et Emploi*, Janvier 2019
- 107 PBF, Étude sur les changements dans les rapports et les inégalités de genre dans le cadre du projet REAP, Janvier 2022
- 108 Centre Universitaire Régional Androy (CURA), *Rapport de mise en œuvre des activités dans le cadre du programme Planification du Développement, Secteur Privé et Emploi*, Janvier 2019
- 109 Transparency International, *Corruption Perceptions Index*, 2023.
- 110 PBF, *Demande de rééligibilité pour Madagascar*, Septembre 2022
- 111 Institute for Economics & Peace. *Global Peace Index 2024 : Measuring Peace in a Complex World*, Sydney, Juin 2024. Disponible : <http://visionofhumanity.org/resources>
- 112 Transparency International Initiative Madagascar, *Covid-19 et gouvernance : les leçons apprises de la crise de 2020 & Mesure de la satisfaction citoyenne par rapport aux réponses étatiques à la crise Covid-19*, janvier 2021.
- 113 Cour des Comptes de Madagascar, *Rapport sur l'audit des flux financiers liés à la lutte contre la COVID-19, gestion 2020*, Février 2022.
- 114 Reporters Sans Frontières, *Classement mondial de la liberté de la presse*, 2024.
- 115 Caterina Arciprete, Sebastian Silva Leander, *Inégalités de genre à Madagascar*, Avril 2022, UNICEF
- 116 Caterina Arciprete, Sebastian Silva Leander, *Inégalités de genre à Madagascar*, Avril 2022, UNICEF
- 117 Action Contre la Faim, *Rapport d'Analyse de Genre et Protection - Régions Androy et Atsimo-Andrefana*, 2023

- 118 Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Atsimo Atsinanana, Districts de Farafangana et Vangaindrano, Avril 2025, p18,26,32.
- 119 Tantely Sarah Randriamparany, *Perspectives d'amélioration des conditions de vie des femmes Antandroy face à la sécheresse : cas de la commune Ambovombe*, Mémoire de fin d'Études, 2015 cité par African Risk Capacity, *Genre et gestion des risques et des catastrophes à Madagascar - Rapport d'Audit*
- 120 Institut National de la Statistique (INSTAT) et ICF. 2022. *Enquête Démographique et de Santé à Madagascar, 2021*. Antananarivo, Madagascar et Rockville, Maryland, USA : INSTAT et ICF.
- 121 Banque Mondiale, *Libérer le potentiel des femmes et des adolescentes*, 2023
- 122 Caterina Arciprete, Sebastian Silva Leander, Inégalités de genre à Madagascar, Avril 2022, UNICEF
- 123 Transparency International – Initiative Madagascar, *La Corruption Sexuelle En Milieu Scolaire Et Universitaire À Madagascar Régions Analamanga, Atsinanana, Diana, Atsimo Andrefana Et Boeny - Résultats consolidés des enquêtes 2021 et 2022*. Novembre 2022.
- 124 Institut National de la Statistique (INSTAT) et ICF. 2022. *Enquête Démographique et de Santé à Madagascar, 2021*. Antananarivo, Madagascar et Rockville, Maryland, USA : INSTAT et ICF.
- 125 Banque Mondiale, *Libérer le potentiel des femmes et des adolescentes*, 2023
- 126 Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Analamanga, District Anjozorobe, Avril 2025, p51,52.
- 127 Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Atsimo Atsinanana, Districts de Farafangana et Vangaindrano, Avril 2025, p33.
- 128 Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Atsimo Atsinanana, Districts de Farafangana et Vangaindrano, Avril 2025, p47.
- 129 Équipe Pays des Nations Unies à Madagascar, *Étude sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) pendant les Raids des Dahalo à Madagascar*, Novembre 2017.
- 130 Équipe Pays des Nations Unies à Madagascar, *Analyse commune de pays du Système des Nations Unies à Madagascar*, 2022.
- 131 PBF, Jeunes femmes et hommes, acteurs du changement social engagés dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix à Madagascar - IRF Tanora, Document de projet du PBF, Novembre 2022.

- 132 GASY DATA Consulting, Rapport Final de l'évaluation finale du projet SIFAKA, Août 2021.
- 133 PBF, *Demande de rééligibilité pour Madagascar*, Septembre 2022, p3.
- 134 Équipe Pays des Nations Unies à Madagascar, *Étude sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) pendant les Raids des Dahalo à Madagascar*, Novembre 2017.
- 135 United States Department of State, *Madagascar 2023 Human Rights Report*, 2023.
- 136 Équipe Pays des Nations Unies à Madagascar, *Analyse approfondie de la P-PAIX du Développement Durable à Madagascar*, 2022.
- 137 PBF, *Renforcement d'une paix inclusive et durable dans le massif d'Andrihy - Andrihy MILAMY*, Document de projet du PBF
- 138 ACDEM, *Mise en œuvre de la phase de localisation du projet sur le climat et la prévention des conflits - Rapport final*, 2024, p34.
- 139 Équipe Pays des Nations Unies à Madagascar, *Analyse commune de pays du Système des Nations Unies à Madagascar*, 2022, p55-56.
- 140 Union européenne, Feuille de route 2021-2025 pour l'engagement de l'UE avec la société civile à Madagascar, Octobre 2021.
- 141 E. Féron, V. Razakamaharavo, *In Madagascar religions play a key role in peace and conflict processes*, July 2020.
- 142 E. Féron, V. Razakamaharavo, *In Madagascar religions play a key role in peace and conflict processes*, July 2020.
- 143 Équipe Pays des Nations Unies à Madagascar, *Analyse approfondie de la P-PAIX du Développement Durable à Madagascar*, 2022.
- 144 Fremigacci, Jean, « Madagascar ou l'éternel retour de la crise ». Afrique contemporaine, 2014/3 n° 251, 2014. p.125-142.
- 145 Global Initiative Against Transnational Crime, *Indice Mondial du Crime Organisé – Madagascar*, 2023.
- 146 Fremigacci, Jean, « Madagascar ou l'éternel retour de la crise ». Afrique contemporaine, 2014/3 n° 251, 2014. p.125-142.
- 147 U4 Anti-Corruption Helpdesk, *Étude de la corruption et des mesures anti-corruption à Madagascar*, Transparency International, Mars 2021.
- 148 L. Bird, J. Stanyard, V. Moonien, R. R. Randrianarisoa, *Changing Tides - The evolving illicit drug trade in the western Indian Ocean*, June 2021.
- 149 Global Initiative Against Transnational Crime, *Indice Mondial du Crime Organisé – Madagascar*, 2023.
- 150 Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, *Plan d'Action National Malagasy pour la mise en œuvre de la*

Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies - Madagascar 2022 - 2027, Décembre 2023

151 Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, *Plan d'Action National Malagasy pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies - Madagascar 2022 - 2027, Décembre 2023*

152 Équipe Pays des Nations Unies à Madagascar, *Analyse approfondie de la P-PAIX du Développement Durable à Madagascar, 2022*

153 Africanews, *Madagascar : la castration de violeurs d'enfants bientôt promulguée, 13 août 2024*

154 Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, *Plan d'Action National Malagasy pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies - Madagascar 2022 - 2026, Décembre 2023*

155 PBF, Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité à Madagascar – ARSSAM, Document de projet Project ID : 00101786, 2016-2019

156 S. Shrestha, *Gender roles in natural resource use in Madagascar, 2022, p11-12.*

157 *Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Anamalanga, District d'Anjozorobe, Avril 2025, p15.*

158 Action Contre la Faim, *Diagnostic en santé mentale, pratiques de soins et protection en milieu urbain, 2021*

159 ECPAT France, *Étude sur les Violences Sexuelles, Juillet 2021*

160 Jeanne Simonnin, *Étude sur les Barrières d'accès aux services VBG dans le Sud de Madagascar, Février 2023, Médecins du Monde Madagascar.*

161 African Risk Capacity, *Genre et gestion des risques et des catastrophes à Madagascar - Rapport d'Audit*

162 *Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Alaotra Mangoro, District d'Ambatondrazaka, Avril 2025, p6.*

163 *Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Anamalanga, District Anjozorobe, Avril 2025, p3.*

164 PBF MDG-A-3 *Rapprochement de la justice traditionnelle et formelle pour une meilleure cohésion sociale - LANDJA, Etude Anthro-p-sociologique (à paraître).*

165 *Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Menabe, Districts de Morondava et Mahabo, Avril 2025, p90.*

166 *Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Atsimo Atsinanana, Districts de Farafangana et Vangaindrano, Avril 2025, p20.*

- 167 *Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Atsimo Andrefana, Districts de Benenitra et Betsiboka*, Avril 2025, p10 ; 20.
- 168 *Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Analamanga, District Anjozorobe*, Avril 2025, p8.
- 169 *Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Analamanga, District Anjozorobe*, Avril 2025, p67.
- 170 *Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Atsimo Andrefana, Districts de Benenitra et Betsiboka*, Avril 2025, p10 ; 20.
- 171 *Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Alaotra Mangoro, District d'Ambatondrazaka*, Avril 2025, p12.
- 172 *Rapport de Mission – Consultations locales pour l'analyse sensible au genre – Région Atsimo Antsinana, Districts de Farafangana et Vangaindrano*, Avril 2025, p18.
- 173 Centre Universitaire Régional Androy (CURA), *Rapport de mise en œuvre des activités dans le cadre du programme Planification du Développement, Secteur Privé et Emploi*, Janvier 2019, p91.
- 174 PBF, *Renforcement d'une paix inclusive et durable dans le massif d'Andriary - Andriary MILAMY*, Document de projet du PBF, p26.
- 175 PBF, *Étude sur les changements dans les rapports et les inégalités de genre dans le cadre du projet REAP*, Janvier 2022.





FONDS POUR LA  
**CONSOLIDATION DE**  
**LA PAIX** 

Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix  
Maison commune des Nations Unies,  
Zone Galaxy, Rue du Dr Raseta Andraharo, Antananarivo 101



@PBF.Madagascar



@PBFMadagascar



@UNPeacebuilding-Madagascar